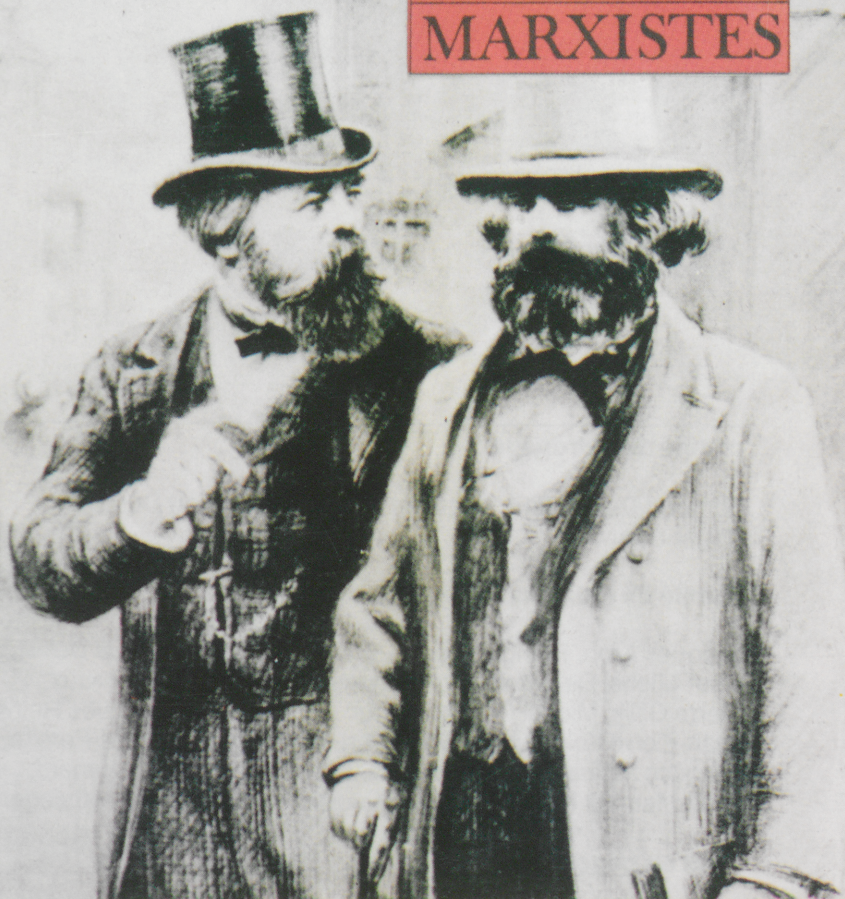


marxisme:
fluctuat nec mergitur

CM

**CAHIERS
MARXISTES**



*aron - dupont - gillis - gheude - godard - godelier - heirwegh - labica -
mandel - meyer - nagels - peemans - peraya - rayet - renard - telò*

avril 1991

178

abonnement

pour la Belgique

900 F

pour l'étranger

1.000 F

faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte 001-1047600-76 des CM
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,
Roger Somville.

comité de rédaction :

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit,
Jean-Michel De Waele, Dominique Driessen, Anne Drumaux,
Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh,
Jean-Pierre Keimeul, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira,
Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard,
Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

mise en page : Hélène De Noose

rédacteurs en chef : Pierre Gillis, Michel Godard

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale.

Edité par FREE asbl avec le soutien de la Fondation Jacquemotte.

C	M
CAHIERS	
MARXISTES	

sommaire

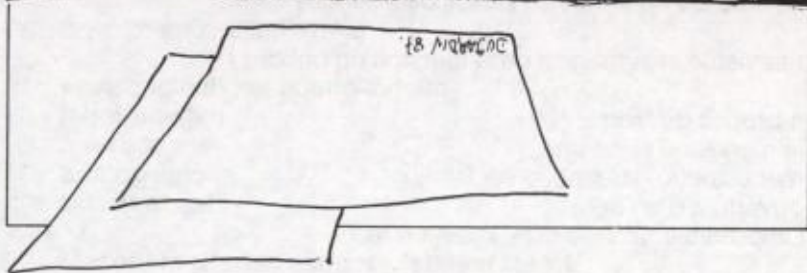
<i>éditorial</i>		
- du marxisme vivant	pierre gillis	3
- sous la bannière du marxisme	georges labica	7
- le couple infernal de l'économie et du pouvoir	jean-jacques heirwegh	19
- de science de classe en classe de sciences	maurice godelier	27
- marxisme et langages: de la fonction du bobard	pierre gillis et marc rayet	39
- à propos de Marr	michel gheude et daniel peraya	49
- le marxisme et les arts	didier dupont	65
- marxisme(s)/science(s) sociale(s)	jacques aron	68
- ouverture d'un débat	michel godard	81
- l'impossible réforme du socialisme réel	claire renard	92
- la modernisation: fatal dérapage du socialisme	ernest mandel, jacques nagels, mario telò	96
- un changement de paradigme: le nouveau programme dans l'histoire du Spd	jacques nagels et jean-philippe peemans	109
- la faillite du communisme immature	thomas meyer	119
	jacques aron	137
livres		148
revues		151

avril 1991

178

Dom E. TIMMERMANS 2008

MAIS POURQUOI CETTE OBSTINATION
À VOULOIR CHANGER LES CHOSES ?



éditorial

FLUCTUAT NEC MERGITUR

Il est battu par les flots mais ne sombre pas

(devise de la Ville de Paris, et puis aussi Georges Brassens)

Le comité de rédaction propose, et les auteurs disposent: on le savait déjà, c'est la loi du genre, qui s'est confirmée à l'occasion de la réalisation de cette livraison des Cahiers consacrée au marxisme. Nous étions partis d'une partition méthodologique de notre objet en deux sous-domaines, l'un centré sur le marxisme «académique» dans ses rapports avec différentes disciplines scientifiques, l'autre sur les liens théorie/pratique et sur le rôle du marxisme comme référence pour l'action politique. Il ne reste pas grand chose de ce schéma dans le numéro que vous êtes en train de lire, tant les deux versants de la problématique apparaissent indissociables. Mais nous sommes loin d'être sortis perdants de l'aventure: ce qui a disparu en systématisme méthodologique, nous l'avons regagné en cohérence d'ensemble, ce qui est sans doute un plus auquel nous ne nous attendions pas trop, vu la diversité des auteurs que nous avons invités à s'exprimer dans nos colonnes.

Cette cohérence résulte d'évidents recoupements entre les contributions qui nous sont offertes; nous sommes toutefois sûrs que vous ne verrez pas dans ces recoupements des redites, le contexte d'annonciation de ces idées-clés nous en préservant, d'autant qu'ils cohabitent avec de vraies divergences - tant mieux pour l'intérêt du débat, c'est d'ailleurs une preuve de santé intellectuelle. Mais puisque notre schéma directeur initial a péri dans l'entreprise, autant l'oublier, et nous rabattre sur celui qui émerge du numéro. Nous lui avons donné la forme d'un catalogue d'idées - on n'a peur de rien aux CM -, dont nous espérons qu'elles peuvent au moins constituer une base consensuelle minimale parmi les marxistes de notre rédaction, et tant mieux si ce consensus s'avère capable d'en rallier d'autres.

En marge de notre dossier, mais pas complètement à l'extérieur de lui, nous vous proposons deux contributions plus politiques nous parlant l'une de l'histoire récente de l'élaboration programmatique du Spd (social-démocratie allemande), par Thomas Meyer, directeur de la Fondation Ebert, qui explique le contexte de la prise de conscience

écologique de son parti et la situe dans son histoire idéologique, l'autre par Jacques Aron qui en appelle à un bilan du communisme. Les préoccupations qu'on retrouve dans ces deux contributions sont évidemment loin d'être étrangères à celles qui traversent notre dossier «marxisme» - le contraire eût été étonnant.

Voici donc notre petit catalogue à l'usage des lecteurs des Cahiers:

1. Le lien théorie/pratique est au centre du marxisme. C'était l'avis de Marx lui-même, qu'il a exprimé avec force dans la 11^e thèse sur Feuerbach («les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, ce qui importe, c'est de le transformer»). Mario Telò y fait écho dans *Actuel Marx*: «il faut éviter la tendance à l'américanisation de la recherche sur la pensée de Marx. Quel enterrement pour l'auteur des thèses sur Feuerbach que la transformation de la recherche sur sa pensée en lobby universitaire !» Ce lien, qui n'a rien d'un sens unique, est d'abord responsable de la pulvérisation du schéma de notre numéro; il est explicitement mis en lumière dans le débat sur la linguistique entre Michel Gheude et Daniel Peraya (c'est le contexte politique qui explique l'émergence de certains thèmes de recherche), dans la contribution de Michel Godard sur la sociologie, dans l'article de Jacques Aron sur les arts plastiques, et dans celui que Marc Rayet et moi avons consacré aux questions de l'élaboration scientifique.

2. Un certain «marxisme» est mort d'avoir «oublié» que la critique est son fluide vital. Le marxisme-léninisme, apolégétique, «système achevé et harmonieux», a disparu sous les décombres des démocraties populaires. Requiescat In Pace! Nous le rappellent dans ce numéro, et presque à l'unisson, Georges Labica, Jean-Jacques Heirwegh à propos de l'histoire, Maurice Godelier, Jacques Aron à propos des arts plastiques, Rayet et moi. Fukuyama, dont on a beaucoup parlé il y a un an pour son approche du nouvel état du monde (l'histoire est finie!) a donc à la fois raison et tort. Raison parce que quelque chose est bien mort, et tort parce qu'il se trompe de cadavre: c'est Hegel qui voyait dans l'Etat l'incarnation de la raison, et c'est précisément sur ce point que Marx a rompu intellectuellement avec celui dont il fut un disciple. Il est absurde d'assimiler une pensée critique à un ou des Etats, quand bien même la tentative d'assimilation émane de ces Etats eux-mêmes. L'Histoire n'est pas finie, et l'état de grâce dont bénéficie le capitalisme mondial n'est qu'une rémission, pour reprendre la formule de Maurice Godelier. Effacer des contradictions réelles et dramatiques à coups de slogans, c'est une performance qui n'est pas plus aujourd'hui à la portée des thuriféraires du capitalisme qu'elle ne l'était hier pour ceux du «socialisme réel».

3. Le paradigme matérialiste du marxisme, résumé par Godelier dans le rôle majeur, lors de la production par les hommes de leur histoire, des conditions matérielles et du contrôle social de ces conditions, ce paradigme est loin d'être érodé. Bien au contraire, il s'est imposé largement au-delà des milieux qui se revendiquent du marxisme, ce que nous montrent Godard, Heirwegh ou Labica, à propos par exemple de Braudel ou de Bourdieu, référence qui apparaît aussi chez Peraya au sujet de la communication sociale. A suivre la caricature osée par Michel Gheude, tout le monde est marxiste s'il s'agit d'accorder la primauté à l'économique, à commencer par les néo-libéraux !

4. Le socialisme s'est fourvoyé dans le rattrapage du capitalisme. Il est un peu tard, après coup, une fois l'objectif de rattrapage placé au centre de la logique du développement, pour s'apercevoir *avec horreur que c'est le socialisme qui a été «rattrapé» par une version bureaucratique des logiques du capital* (Lucien Sève). Jean-Philippe Peemans fait de cette thèse l'axe principal de son analyse de l'effondrement du «socialisme réel», et il nous la soumet dans un dialogue avec Jacques Nagels, qui y acquiesce, à propos du récent livre de ce dernier, *Du socialisme pervers au capitalisme sauvage*. Elle apparaît également dans l'intervention de Georges Labica.

Corollaire: on ne peut se contenter de critiquer les rapports de production capitalistes sous l'angle du carcan dans lequel ils enserrant les forces productives. Le productivisme est dans la ligne de mire de la critique: il faut inventer un mode de développement respectueux des équilibres naturels - la nature n'est pas inépuisable. Place à l'écosocialisme, dans une perspective rouge-vert (Godelier, Labica, ou encore Bidet dans Actuel Marx).

5. Il faut redéfinir les acteurs du changement social. Cette exigence se traduit davantage dans le vocabulaire utilisé qu'explicitement: on parle de dominés au moins autant que d'exploités (Labica, Godelier, Gheude et Peraya), ou de peuples du Sud. La contradiction entre le travail et le capital n'est plus la seule prise en compte; en particulier, le féminisme occupe une place rien moins que secondaire dans les projets «modernes» d'émancipation sociale - les choix politiques s'effectuent en termes de classe et de sexe, disaient les femmes du Pci, et avec elles Labica, Godelier, Rayet et moi-même.

6. Etatisation et collectivisation des moyens de production et d'échange ne sont pas des synonymes: si l'objectif de la révolution est de reconnaître les *producteurs* comme agents politiques de décision et de contrôle (c'est du Labica), ou encore de substituer la valeur d'usage à la valeur d'échange comme fondement de la vie économique, on se

retrouve loin du compte avec l'étatisme généralisé. C'est Nagels qui avance cette idée dans l'autre débat dont son livre est le prétexte, celui qui lui a permis de se confronter à Ernest Mandel et à Mario Telò; elle est très proche d'une de celles qu'avance Godelier, qui soumet au feu de la critique les choix centralisateurs effectués en Union Soviétique, et conteste leur caractère inéluctable.

7. L'alternative est démocratique. La démocratie est révolutionnaire. Elle est loin d'avoir épuisé ses effets, et l'élargir - en particulier à la vie économique - reste indispensable. Notre sixième point peut d'ailleurs être apprécié comme un corollaire de celui-ci, que l'on retrouve sous la plume de Labica, dans la bouche de Godelier et dans celles de Nagels, de Mandel et de Telò. On parle de la même chose quand on évoque la redéfinition de la citoyenneté - ce que font Labica et Godard. C'est évidemment notre principale perspective d'avenir.

Alors, sept idées pour transformer le monde ?

Ce serait certes manquer copieusement de modestie que de le prétendre. Une manière en tout cas de montrer que la bête n'est pas morte, et que, battu par les flots, le marxisme ne sombre pas - fluctuat nec mergitur. Peut-être, plus simplement, manière de contribuer à changer le monde ?

Pierre Gillis

Les contextes international et idéologique ont poussé d'autres revues que la nôtre à se pencher sur le thème que nous traitons. Parmi les plus intéressantes:

Contradictions, *L'actualité du marxisme*, n°62 (L'avenir du «socialisme réel»), et n°63 (L'analyse du capitalisme réel), automne 1990; voir le compte-rendu que nous en avons fait dans le n° 176 des CM.

M, n°38-39, juin-juillet 1990.

Actuel Marx, Actes du Colloque international *Fin du communisme ? Actualité du marxisme ?*, sous la direction de Jacques Bidet et Jacques Texier, PUF, Paris, 1991; voir notre compte-rendu dans ce numéro des CM.

du marxisme vivant *

georges labica

Ne nous laissons pas embarquer, même si nous le sommes, comme disait l'autre. La question n'est pas de savoir si le marxisme est mort, mais quel marxisme est mort. Offrons-nous un truisme : celui qui est mort était mortel. Et une vérité générale : les philosophes, ni les poètes ni les savants ne meurent. Il leur arrive seulement de disparaître et d'être oubliés.

Ne meurent, pour de vrai, que les denrées périssables, les marchandises et tout ce qui leur ressemble, y compris celles de la pensée immédiatement comestibles ou jetables (le lecteur fera sa propre liste). Marx n'était ni philosophe, ni poète, ni savant ? Il était bien un peu tout cela à la fois, on pourrait le prouver. Mais surtout et en plus, il voulait transformer le monde. Il disait, avec un beau culot, ouvertement ce que souhaitaient, dans leur for, le philosophe, le poète et le savant. C'est pourquoi le marxisme a fonctionné à la crise, aussitôt énoncée, cette volonté – ce programme. Parce que le monde résiste. Il ne veut pas se laisser faire. Il ne veut pas qu'on le change. Il se trouve bien comme il est et il ne manque pas de soutiens pour l'encourager à persévérer dans son être et lui conserver la figure qu'il a. A chaque difficulté, à chaque échec, on donne le lutteur pour mort. C'est normal, il faut bien un perdant. Mais celui-là ne renonce pas. Car on voit, malgré tout, que, peu à peu, il parvient à faire bouger les choses et qu'il continue à déranger. Cette histoire, qui est l'histoire, la nôtre depuis quelque cent cinquante ans, n'est pas achevée. Voyons de plus près.

* Ce texte a été partiellement publié dans *M*, n° 38-39 (juin-juillet 1990) et dans *Actuel Marx*, « Fin du communisme ? Actualité du marxisme ? », PUF, Paris, 1991.

le marxisme-léninisme

Le marxisme mortel a un nom. Il s'appelle le marxisme-léninisme. Sa durée de vie a été grosso modo d'un demi-siècle, de la fin des années 30 à nos jours. En fait, elle a été moindre, disons de vingt ans environ, si l'on tient compte de ce que, depuis 1956, il était bien malade, en dépit d'acharnements thérapeutiques bien connus. Le marxisme-léninisme est une fabrication pure et simple, une marchandise, dont il est juste de dire qu'elle s'est bien vendue. Encore faut-il préciser, ce qui n'est pas de mince importance, que son succès ne s'est nullement limité à la zone d'influence des PC, au pouvoir ou non, et, plus généralement, du mouvement ouvrier mondial. Il s'est étendu largement au-delà. Qu'on l'impute à sa force de conviction ou aux intérêts de son adversaire, il s'est fait reconnaître partout comme héritier légitime, des régimes capitalistes en place aux intelligentsias de droite et de gauche. Mangeons le morceau : tout le monde était stalinien, « marxiste » et non-marxiste, au moins idéologiquement, à quelques exceptions près pour le moment négligeables. Ce qui se confirme sous nos yeux. Chacun, dans la bonne ou la mauvaise foi, prend le deuil et court à l'enterrement. Le marxisme, le communisme sont morts. Ils ont passé l'arme à... droite. Que Staline ait été le sceau des prophètes, voilà la croyance reçue, ce qu'on a fait croire ou voulu croire. Le génial continuateur de Marx, Engels et Lénine annonçait le règne de mille ans. A noter que cela se lisait dans les deux sens : la sublimation de la pensée de Marx par Staline se commuait en tare originelle, dès que ce dernier laissait paraître les siennes. Les lendemains qui chantent produisaient, de la sorte, la récurrence du goulag, dont on ne saisit pas trop pourquoi elle s'arrêtait à Marx, qui devait tant à Hegel, qui devait tant à Kant, qui etc., jusqu'à Héraclite, dont la cohorte des dialecticiens de toutes obédiences s'était pourtant à bon droit réclamée.

Sans faire injure au lecteur, en particulier celui des *Cahiers Marxistes*, je rappellerai une analyse que j'ai conduite ailleurs et qui n'est peut-être pas dépourvue d'actualité (1). Elle concerne ladite fabrication. L'affaire est rigoureusement datée. Elle correspond, au terme d'une lutte philosophique de dix ans (2), à la mise en place de l'Etat stalinien. Les enjeux en étaient, à l'évidence, politiques. Il s'agissait d'en finir avec les oppositions d'où qu'elles vinssent et de régler la question du pouvoir. Mais la philosophie y a occupé une fonction déterminante, essentielle même, servant à la fois de ciment d'un édifice, qui ne laissait rien hors de lui, et de légitimation universelle, que l'Internationale communiste, transformée en courroie de transmission du PCUS, allait imposer. Un vieux rêve, hantant l'inconscient philosophique, de Platon à Hegel, touchait terre. Philosophie et Etat se confondaient, philosophie pour l'Etat, étatisation

de la philosophie. Le marxisme-léninisme qui trouve sa codification dans la brochure de 1938, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, présente quelques traits remarquables. La soumission de l'Etat au parti est soumission à ses organes dirigeants et de ceux-là au Secrétaire général, le Gensek, qui, seul, énonce la science. Les syndicats en dépendent de la façon la plus étroite et, avec eux, se trouve enserrée toute la « société civile », au besoin par les organes de coercition (police politique). La tragique nécessité historique du « socialisme dans un seul pays » se voit érigée en modèle, dont aucun PC ne doit s'écarter et qu'il doit, s'il se peut, en arrivant au pouvoir, reproduire. La défense et illustration de l'URSS devient la priorité du mouvement communiste international. La théorie du renforcement de l'Etat, extraordinaire révision opérée au XVIII^e Congrès, sacralise le tout. Le « léninisme » qui s'ensuit est totalement apprivoisé. Le marxisme-léninisme dissimule son locuteur principal, Staline : des trois mousquetaires, le quatrième, comme on voit chez Dumas, est le personnage capital. On connaît la suite. Le mimétisme des PC, au-delà des révélations de Khrouchtchev, se maintient. La déstalinisation, pudiquement réduite à la dénonciation du « culte de la personnalité », reconduit la philosophie stalinienne. Les textes, à cet égard, sont parfaitement clairs, qu'il s'agisse du PCUS ou du PCF, par exemple. Ce dernier, qui n'est jamais en retard d'une orthodoxie sur la maison-mère, par la bouche de Waldeck-Rochet, alors secrétaire général adjoint, délivre à ses philosophes convoqués tout exprès en conclave, le 16 janvier 1962, une leçon limpide : « *On sait que la doctrine philosophique qui est à la base du marxisme-léninisme, c'est le matérialisme dialectique et le matérialisme historique... Cette conception du monde a pour base idéologique le marxisme-léninisme en tant que système achevé et harmonieux d'opinions philosophiques, économiques, sociales et politiques.* » (3)

diamat et histmat

Est-il nécessaire d'expliquer longuement que ce marxisme-léninisme n'entretient que peu de rapports avec le marxisme et même le léninisme, à supposer qu'existent de tels rapports ? Marx, qui, comme un chacun, avait une philosophie, que l'on peut extraire de son oeuvre (4), s'est bien gardé d'élaborer une doctrine philosophique. Ce n'était ni son objet ni sa volonté. Non seulement il n'existe pas de philosophie « marxiste » (5), mais on imagine la tête qu'aurait fait Marx devant le catéchisme du diamat et de l'histmat, étrangers à son vocabulaire, et, à plus forte raison, ce qu'il aurait pensé d'une « philosophie scientifique », considérée de surcroît, comme « système harmonieux et achevé ». Lui qui n'avait, sa vie durant, cessé de tonner contre la philosophie et contre l'Etat, se voir

imputer leur association monstrueuse. Se retrouver en prophète d'une religion nouvelle, en fondateur d'Eglise, quand aucune religion, fût-elle la plus obscurantiste, n'a le front de se proclamer « achevée ». Et ce sans-parti, qui s'en vantait, affublé de la paternité d'une mécanique de bureaucrates... Considérons également le manque à gagner (6) : au lieu et place de la nouvelle démocratie fondée sur les soviets, de l'auto-organisation des travailleurs, d'une planification librement consentie, du dépérissement de l'Etat et du droit, de la paix, n'a-t-on pas eu la centralisation autoritaire, le dirigisme, le renforcement des appareils de pouvoir, le déni du droit et la guerre, y compris entre pays « socialistes » ? La dictature du prolétariat n'est-elle pas demeurée un mythe ? Or, il ne s'agit ici ni d'opérations comptables, vouées aux dérisoires « bilans globalement... », ni de nostalgies fixées à quelque cité idéale...

Autre chose, quand on se refuse au facile, et faux, recours à l'évocation de « perversion » ou de « déviation », est de comprendre la nature du processus qui a conduit à l'Etat-parti stalinien, en tant que phénomène *structurel*, et non conjoncturel. Il n'est sans doute pas de meilleure hypothèse que celle qui invite à considérer le placage du marxisme sur une structure qui lui était proprement inadéquate. D'un côté, une idéologie anti-capitaliste, notons-le la seule disponible, qui avait gagné ses lettres de noblesse dans le mouvement ouvrier depuis quelques décennies et fait ses preuves, en URSS même, du début du siècle aux année 20. De l'autre, ce que nous appellerions aujourd'hui le sous-développement, une considérable arriération économique, politique et culturelle, que la guerre civile et le second conflit mondial allaient aggraver. Marx voyait l'instauration du communisme comme le triomphe, à travers la radicalisation des luttes de classes, d'une tendance inhérente au capitalisme, dans les pays les plus avancés, à la fois sur le plan économique, par la libération des forces productives, et sur le plan politique, grâce à la conquête et à l'appropriation par les travailleurs des libertés démocratiques. Or, aucun des régimes « socialistes » ne remplissait ces conditions, pas plus l'Union soviétique, que les démocraties populaires, la Chine, le Vietnam, la Corée, Cuba ou l'Angola. Encore que l'effondrement actuel de certains des dits régimes constitue une pressante invite à revenir sur leur histoire et leurs formes de développement, afin d'apprécier et leur situation du moment et les virtualités qu'elle recèle, au cas par cas (6). Une semblable hypothèse ne présente guère d'originalité, sinon que sa logique devrait être suivie avec la plus grande rigueur. On ne s'y emploiera pas dans ce bref exposé. On suggérera qu'elle permettrait de rendre compte, entre autres services, de l'immense espérance planétaire qu'a fait lever la Révolution d'Octobre et, dans sa foulée, la « construction du socialisme », aveuglements compris, comme le prix à payer pour la « jeunesse du monde ». On ne peut

encore mesurer la perte de cette espérance. Elle n'est certainement pas le moindre dommage de la chute des « châteaux de cartes ». On mettrait également au jour les similitudes, cachées aussi bien par les discours officiels que par les effets de politiques anti-impérialistes (de la « guerre froide » au « bastion assiégé », des « deux camps » aux luttes nationales et anti-coloniales), entre le fonctionnement des démocraties bourgeoises et des régimes « socialistes », qu'il s'agisse du productivisme, de la technocratie, de l'économie mixte ou du mépris environnemental, – à cette différence près que la confusion des pouvoirs et l'encadrement des consciences sont demeurés en deçà des formes bourgeoises, dont ils reproduisent et durcissent les appareils, selon de véritables régressions vers des pratiques féodales d'autorité et des types de comportement messianiques (6). La disparition des leaders charismatiques ne signifierait-elle pas qu'une étape est désormais franchie et que l'aspiration démocratique, nonobstant les contradictions où elle est prise, provoque l'ajustement à la mondialisation des rapports sociaux ?

la question de l'alternative

Elle est de la sorte *posée*. Et non pas *résolue*. Le concert des voix qui la donnent pour telle n'y change rien. Les évidences sur lesquelles il s'appuie ne sont aveuglantes que parce qu'elles sont fallacieuses. L'image, enthousiasmante, de la chute du mur de Berlin, et l'image, sinistre, de la mort de la mer d'Aral sont plus complémentaires qu'antithétiques. Elles désignent la victoire en effet d'un seul et même système. A l'Ouest, on le sait, on s'en réjouit, sans aucune retenue. C'est de bonne guerre. A l'Est, on s'y résigne, parfois, non sans complaisance. Et ce n'est pas illogique. Pensons à Staline qui rappelait, en 1931, la formule de Lénine : « *Ou la mort, ou rejoindre et dépasser les pays capitalistes avancés* », et la commentait ainsi : « *Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés. Nous devons parcourir cette distance en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés.* » (7) La consigne fut reprise par tous les pays « socialistes ». Le couple rattrapage-retard désignait clairement son modèle : le productivisme... capitaliste, et ses méthodes : les marches forcées qui ne s'embarraient pas plus du consentement des travailleurs que des équilibres naturels. Les tenants actuels de la perestroïka confirment cette ligne. Rendant la NEP responsable « *du triomphe du modèle stalinien* » (8) et de la « *convergence des deux systèmes* » (9), ils n'envisagent que « *l'alternative suivante : ou bien un socialisme économique et marchand, ou bien un socialisme extra-économique, de commandement administratif et de caserne* » (8).

L'apologie du marché et de la démocratie ne sortent pas non plus de ce cadre. Le marché, objet de tant de louanges, ne fait pas de miracles. A l'Ouest, sauf mauvaise foi, on sait de longue expérience qu'il s'identifie à la maximisation du profit et présuppose l'appropriation privée des moyens de production et de distribution. A l'Est, on attend, dans une impatience justifiée, la consommation abondante et diversifiée, mais également la vérité des prix, des monnaies et de l'emploi, dont les plus lucides calculent déjà ce qu'ils coûteront en dépendance économique, en nouvelles normes de productivité, en inflation, en chômage et en crises. L'opposition du marché au plan est largement illusoire. Les sociétés libérales n'ignorent pas plus les plans et le protectionnisme que les sociétés socialistes n'ignorent le marché, sous ses formes internes, « parallèles », aussi bien que sous ses formes externes, des soudures céréalières aux *joint ventures*. L'ouverture au marché, comme on le voit en Chine, est parfaitement compatible avec une bureaucratie autoritaire. On sait de reste quels piètres résultats a donnés, en Yougoslavie, le mariage plan-marché. Le terrain, à cet égard, est loin d'être vierge. Plus généralement, il s'agit de savoir quel rôle accorder à l'économie. L'isoler, au nom d'un matérialisme simplificateur, la réduire à des recettes ou à des techniques, fussent-elles de grande ampleur (les Plans), est la tentation la plus forte. Dans le marxisme, cette attitude fut dominante dès la Seconde Internationale, et devint avec le stalinisme la règle absolue du développement. Elle est dès lors associable à n'importe quelle conception du monde et soumet les travailleurs aux impératifs de la production, qui sont arrêtés hors de leur contrôle. Les décideurs de la planification soviétique ne sont pas, en cela, différents de nos technocrates. Or, pour Marx, le capital lui-même était un rapport social, et Lénine voulait que la politique se subordonnât l'économie. La coupure d'avec le social, qui maintient l'aliénation du travail, donc celle des hommes, se redouble dans la coupure entre commandement bureaucratique et passivité des travailleurs. L'Est n'a ici rien à envier à l'Ouest, sinon que dans les pays capitalistes, on ne peut nier l'intégration subtile que favorise le jeu de la démocratie représentative, autrement dit le consensus. Les crises qui imposent l'austérité, les sacrifices et la régression des acquis sociaux se font admettre et vivre grâce aux verrouillages idéologico-médiatiques, sous les espèces de leur fatalité. Les dispositifs de régulations syndicales et les diverses retombées de plus-value dont bénéficient les travailleurs occidentaux sont également à prendre en considération. Des changements seraient-ils en vue ? La Chine aurait commencé sa réforme par l'économie, l'URSS par la politique, dit-on. Il se peut, mais dans le second cas, la rencontre entre les dispositions d'en haut et les volontés d'en bas ne semble pas en voie de s'opérer; dans les deux cas, le vieil économisme n'a pas encore rendu les armes. Les proclamations

du genre « victoire de l'autogestion » (Andropov) ou « tout le pouvoir aux soviets » (Gorbatchev) ne sont que couvertures verbales.

Quant à la démocratie, après avoir été vilipendée des décennies durant par les pays socialistes, comme bourgeoise et formelle, elle fait aujourd'hui l'objet, de leur part, d'une concupiscence effrénée. On passe, de la sorte, du rejet sans critique à l'adhésion sans critique. Le refus des Droits de l'homme et de l'Etat de droit était sans conteste aberrant, ce formel-là pesait son poids de libertés réelles, dont on sait combien elles manquèrent à l'Est. Le complet retournement d'attitude est-il pour autant légitime ? La démocratie ne fait pas plus de miracles que le marché, avec lequel on la confond à l'envi, à l'Est comme à l'Ouest. Le bilan de notre ordre existant n'offre, au contraire, guère matière à se réjouir, et lourde est l'ardoise des libertés. Quel apologiste de la « démocratie tout court », dont Lénine disait déjà qu'elle n'était que le masque libéral de la démocratie bourgeoise, pourrait sérieusement défendre notre exemplarité ? Nos démocraties occidentales sont malades. Le diagnostic de leurs tares fournit un catalogue que cette fin de siècle rend des plus inquiétants. Le creusement des inégalités de toutes sortes, devant la fortune, l'emploi, l'impôt, la santé, le savoir, entre sexes et entre différences culturelles (10), impose ce constat que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Les formes de domination se confortent et s'accroissent d'une accumulation de biens, de moyens de produire, d'un mot, de « progrès » sans précédents. Ces découvertes de notre modernité, « la grande pauvreté », la famine et la misère du Tiers Monde, condamné par une dette proprement impayable, sont les rigoureux pendants des prospérités boursières ou du « gel des terres » en Europe. L'Etat de droit couvre toutes les discriminations et l'exercice d'une justice de classe. Les droits de l'homme, tant célébrés chez nous à l'occasion du bicentenaire de la Révolution de 89, s'accroissent au mieux des « seuils de tolérance » opposés aux migrants et de la marchandisation du sang et des organes chez les plus déshérités. On proclame à grand bruit une charte des Droits de l'enfant, quand quarante mille d'entre eux meurent chaque jour. Le règne du capital spéculatif se double de sa criminalisation, dans la mesure où il n'est plus possible de faire le départ entre argent « propre » (du travail, de la production) et argent « sale » (de la drogue, de la prostitution, des mafias). La nouvelle « trahison des clercs », qui voit les intelligentsias européennes se rallier massivement aux gestions social-démocrates, ferme les yeux sur une exclusion politique qui va s'accroissant, de scrutin en scrutin. Dans une France que d'aucuns ne craignent pas de baptiser *La République bananière* (11), le système qui privilégie l'exécutif et professionnalise l'exercice du pouvoir (« la classe politique ») est le même qui expulse ses « citoyens passifs » du débat

politique, tandis que les idéologies racistes et néo-fascisantes se constituent une base populaire. Il ne coûte rien d'assurer que « *les racines des inégalités économiques ont peu à voir avec les structures légales et sociales de notre société, qui demeurent fondamentalement égalitaires et modérément (sic) redistributionnistes* », ou que l'infériorité noire aux USA n'est qu'une séquelle héritée de l'esclavage, sans rapport avec le libéralisme (12)...

Considérer, en conséquence, que le libéralisme, même aménagé, c'est-à-dire le marché et notre démocratie, pourrait représenter l'alternative aux régimes bureaucratiques, est une vue illusoire. On ne saurait toutefois se cacher qu'elle a aujourd'hui la force d'un passage obligé et qu'elle sera durable. Aussi longtemps, en tout cas, que ne l'entameront pas les expériences et les luttes de classes. G. Lukács, au lendemain des bouleversements de 68, qui ont encore à nous apprendre, l'avait pertinemment établi. Dans son livre inachevé, *Demokratisierung heute und morgen* (13), il se trouvait au cœur de notre présent, avec vingt ans d'avance. L'antidote du stalinisme, montrait-il, ce n'est nullement la démocratie bourgeoise, mais bien la démocratie socialiste, telle que Marx l'avait pressentie et telle qu'elle avait avorté au lendemain de la Révolution d'Octobre. Le Pape, à sa manière, fait le même constat. S'adressant depuis Mexico au Tiers Monde, il renvoie dos à dos « *le marxisme matérialiste* » et « *le capitalisme libéral* », et prône la troisième voie de... « *l'humanisme intégral* », qui est celle de l'Eglise (14). Les fondamentalistes musulmans lui emboîtent le pas, en faveur de... l'Islam.

La *convergence* que met ainsi au jour l'effondrement de l'Est présente un grand mérite en ce que, sur la disparition des « deux camps » et de la soi-disant compétition économique, elle libère totalement la voie à *une seule critique* qui vise le système désormais dominant. Encore convient-il d'être conscient que le système en question, en dépit d'une « mondialisation » qui ne traduit que sa puissance actuelle, n'est pas extensible à la planète. Il suppose, par essence, la bipolarisation; pas de Nord sans Sud, au Nord comme au Sud, autrement dit le maintien et l'aggravation des rapports d'exploitation. Du même coup, l'exigence démocratique acquiert, quant à elle, une valeur universelle. Elle impose une nouvelle rationalité politique, qui a la charge de donner la plénitude de son sens au mot « démocratie », et à la chose. Sa perspective est toute tracée. Car s'il est clair qu'une démocratie qui substitue les *citoyens* aux *sujets* représente un incontestable progrès, elle n'en demeure pas moins fallacieuse et « formelle », il faut le redire, aussi longtemps qu'elle ne va pas jusqu'à la reconnaissance des *producteurs* comme agents politiques de décision et de contrôle. La transition, ou l'alternative, *communiste*, en ce sens, n'est pas derrière nous, mais

le COMMUNISME
est
l'ENFANCE
du MONDE



Edité par la section de Forest du

P.F.B.

devant. Elle est précisément inscrite dans la mondialisation où tant de signes la rendent lisible, du surgissement de nouveaux espaces politiques aux luttes déjà engagées des dominés. Elle nous interdit, quoi qu'il paraisse, de nous croiser les bras.

les taupes

Rien de tout cela n'est inaccessible à l'analyse matérialiste, – marxiste. Elle est, au contraire, la seule à pouvoir rendre intelligibles des phénomènes qui n'ont cessé d'être recouverts, hier, par des affrontements polémiques aussi peu soucieux, d'Ouest comme d'Est, de se mesurer aux réalités, aujourd'hui, par le triomphalisme libéral qui rallie aux vainqueurs des *peuples* vaincus. Mais il est une autre considération, d'autant plus digne de retenir l'attention qu'elle est encore moins évidente. Elle tient dans ce constat qu'avant, pendant et après la séquence de l'Etat « *économico-corporatif* », pour reprendre la formule de Gramsci, le marxisme est demeuré vivant.

Avant : quand, sans remonter à la Seconde Internationale, les choix étaient ouverts, au sein même du jeune pouvoir soviétique, et vivaces les débats, dans tous les domaines : sur la guerre et la paix, le capitalisme et la collectivisation, le rôle des syndicats et des partis, la solidarité internationale, le matérialisme et la dialectique, le théâtre, la poésie et le cinéma... Rosa Luxemburg avait pronostiqué les dérives contre-révolutionnaires. Le dernier Lénine ne sera pas en reste. Il exprime son amertume et son pessimisme, face à la non-extension à l'Europe, pour laquelle il savait qu'elle était faite, de la dynamique de 17; il dénonce le gonflement arbitraire des effectifs du parti et le danger de la bureaucratization en marche; il appelle à la vigilance sur la question des nationalités; il lance ce cri dramatique : « *Le prolétariat a disparu !* »... Comment enfouir maintenant une période historique, si bien décrite par les spécialistes les moins suspects de sympathies progressistes ?

Pendant : précisément tous les dirigeants bolcheviks, un à un physiquement éliminés, pour déviations opportunistes ou gauchistes, selon la conjoncture du moment, – pour crime de pensée, *marxiste*. Rappelons seulement la lucidité d'un Zinoviev, pourtant si malmené, qui, en 1925, définissait le léninisme comme « *le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution, qui a commencé dans un pays où domine la paysannerie* » (15), cette dernière proposition étant évidemment irrecevable pour l'universalisation du modèle. De Boukharine à Trotsky, pour ne pas parler de l'admirable travail solitaire de Gramsci, dont l'efficacité n'a rien de moribond, le système, et non le seul Staline,

a régulièrement suscité appréhensions, critiques et contre-propositions positives. Du côté des philosophes, la moisson ne serait pas moins riche. Qu'il suffise d'évoquer les itinéraires d'un Lukács, d'un Bloch, d'un Benjamin ou d'un Lefebvre, en cours de redécouvertes (16), pour dégager ce qui apparaît comme la loi d'existence opiniâtre d'un *marxisme dominé, underground*, sous le marxisme-léninisme dominant. Ses recherches, qui ne s'embarrassaient d'aucun tabou, ont été victimes d'une double occultation. La première venait de l'orthodoxie, qui monopolisait l'adhésion avec la parole et du flicage institutionnel, poussant, çà et là, aux autocritiques de circonstance. La seconde, qui, de fait, relayait la première, s'exerçait au nom d'une autre domination, celle de l'idéologie bourgeoise, à travers ses silences, ses interdits et parfois ses récupérations. De telle sorte qu'en matière de « philosophie », au premier chef, ce saint des saints des légitimations partidaires, ne se percevaient plus que les psalmodies des idéologues en place, répétiteurs de la glose et fabricants de manuels, que j'ai appelés les intellectuels HiFi (17), auxquels on aura vergogne, tant d'entre eux s'étant sacrifiés, dans la conscience coupable ou la résignation, de dresser un procès d'intention. N'en demeure pas moins ce travail du vif qui saisit le mort, ce négatif fécond, dont les effets (l'oubliera-t-on dans le confort de la débâcle ?) se sont fait sentir bien au-delà du marxisme avéré : dans toutes les sciences sociales et humaines, par là renouvelées, dynamisées et enrichies, fût-ce à l'insu de leurs acteurs et producteurs. Au point que notre culture contemporaine s'en trouve durablement imprégnée. Sartre s'est trompé, dont l'ignorance, significative de l'époque, a méconnu un rayonnement dont il était l'un des bénéficiaires : le marxisme n'était pas arrêté. Et il avait raison : le marxisme formait « l'horizon de notre temps ». En témoignent, à des degrés et des aveux divers, un Braudel, un Foucault, un DUBY, un Bourdieu, ou un Habermas (le lecteur, ici aussi, établira sa propre liste). De nos jours mêmes, en dépit des ostracismes, perdure un marxisme vivant et multiface. Pour nous en tenir à la France et aux recherches théoriques, dans le désordre de ce qui n'est aucunement un palmarès : les Balibar, Löwy, Tosel, Verret, Bois, Tort, ou, pour les plus récents : Robelin ou Andréani (18), sans omettre les collectifs du *Dictionnaire critique du marxisme*, de *Raison présente*, de *Critique communiste*, de *L'Homme et la société*, d'*Actuel Marx* ou de *M*. Ces taupes-là creusent toujours et ne sont pas aveugles.

Trois mots pour conclure ces remarques, j'allais dire ces lapalissades. Est mort ce qui était mortel, s'est achevé ce qui précisément était déjà « achevé ». C'est au fond une double chance. Elle offre la possibilité, non pas comme le prétendent quelques sycophantes, de remiser le père Marx au Panthéon des philosophes pour lui limer les dents, mais au marxisme, qui avait bel et bien disparu des officines officielles (19), de

refaire surface et d'affirmer sa capacité productive sur les objets du monde présent, – nouveaux ces objets et renouvelées les questions qu'ils font surgir, toujours capitaliste, ce monde. Au communisme, qui lui est lié congénitalement, si l'on peut dire, elle offre dans les luttes sociales, qui en Europe même, vont en vérifier l'actualité, l'occasion de se présenter comme la seule alternative crédible à ces antagonismes factices que restent l'Etat stalinien et la démocratie bourgeoise. Les intellectuels enfin devraient se sentir libres, les derniers obstacles abolis, de contribuer, à leur place, qui est peut-être moins modeste qu'il ne paraît, à ces tâches d'un avenir... immédiat.

Notes

- (1) *Le marxisme-léninisme, éléments pour une critique*, Paris, B. Huisman éd., 1984.
- (2) Racontée par René ZAPATA, *Luttes philosophiques en URSS, 1922-1931*, Paris, PUF, 1983.
- (3) Cf WALDECK-ROCHET, *Qu'est-ce que la philosophie marxiste ?*, Ed. sociales, 1962 (voir note 1, p. 96).
- (4) Ce qu'a fait par exemple Lucien GOLDMANN, « Problème de méthode », apud *Recherches dialectiques*, Paris, NRF, 1959.
- (5) J'ai consacré à cet apparent paradoxe *Le statut marxiste de la philosophie*, Bruxelles, Complexe éd., 1976.
- (6) Cf « Le communisme enfin possible ? », *M* n° 36, mars-avril 1990.
- (7) Cf *Les questions du léninisme*, Paris, Editions sociales, 1947, p. 38.
- (8) Cf V. KISSELEV, « Socialisme et communisme », *Cinquante idées qui ébranlent le monde*, Paris, Payot, 1989, p. 325.
- (9) Cf V. SIROTKINE, « Doctrine de la révolution prolétarienne mondiale (NEP) », *ibid.*, p. 84.
- (10) Cf entre autres « Le triomphe des inégalités », *Le Monde diplomatique*, éd., sept. 1989, et le *Rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts* (in *Le Monde*, 3 novembre 1989).
- (11) S. COIGNARD, J.-F. LACAN, Belfond, 1989.
- (12) FUKUYAMA, « The end of history », *The national interest*, été 1989; traduction française in *Commentaires*, 47, 1989; et « Réponse à mes contradicteurs », *Commentaires*, 50, 1990, p. 249.
- (13) Budapest, 1985; traduction française : *Socialisme et démocratisation*, Paris, Editions sociales, 1989.
- (14) Cf *Le Monde*, 15 mai 1990.
- (15) Cf note 1, p. 82.
- (16) A noter que les tentatives pour publier l'*Ontologie* de LUKACS en français ont échoué jusqu'à ce jour.
- (17) Cf mon intervention dans *Ouverture d'une discussion ?*, Paris, Maspéro, 1979.
- (18) De Jean ROBELIN, *Marxisme et socialisation*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1989; pour Tony Andréani, voir la livraison de *M* citée en note 6.
- (19) RIAZANOV, dès 1937, assurait : « Ils n'ont pas besoin de marxistes au Politburo » (cf note 1, p. 63); on montrerait aisément que catéchismes et manuels ont dispensé les cadres dirigeants de tout effort de réflexion personnelle, l'histoire ne pouvait (et ne peut) que les prendre au dépourvu. Sur la France, pour un aperçu plus large, cf G.L., « Les Etudes marxistes », apud *Doctrines et concepts, cinquante ans de langue française*, Paris, Vrin éd., 1987.

sous la bannière du marxisme ?

jean-jacques heirwegh

Les soixante-huitards se débarrassent de leurs vieux fonds de bibliothèque, les rayons des bouquinistes s'alourdissent d'ouvrages sur le marxisme, le communisme, les mouvements de libération nationale, l'impérialisme, etc.

Curieusement, le *Pour Marx* (1965) d'Althusser rejoint le *Défi Américain* (1967) de J.J. Servan-Schreiber dans le « second marché » du livre. La critique rongeuse des souris, selon la plaisante expression d'un auteur ancien, trouve à peu de prix une substantielle nourriture.

Ainsi, Radio Free Europe disait vrai et elle a triomphé, le G.I. américain a toujours lutté pour la liberté et la démocratie dans le monde, les vraies valeurs de la religion et du marché qui correspondent aux penchants naturels de l'homme regagnent le terrain naguère perdu, les partis communistes s'effondrent ou se sabordent, etc... Le monde enfin se porte mieux, il reconnaît le sens libéral du progrès et du bonheur ; les dictatures sont punies et mordent la poussière ; des secours s'organisent pour les réfugiés, les miséreux et les crève-la-faim ; le chômage est endigué dans nos pays ; « tutto rikiki maousse cousto », annonce une télévision publique d'un pays libre ; la seule révolution qui profite à tout le monde, c'est Toshiba. Des illusions ont été balayées comme des feuilles mortes, des régimes politiques et économiques congelés par la guerre froide se décomposent, le monde n'a pas changé de base, la poursuite de nos intérêts individuels assure toujours et partout le plus grand bonheur social possible, les inadaptés des sociétés d'abondance ont droit au minimum vital, l'assistance humanitaire télévisée, le retour et les restaurants du coeur veillent aux dernières retouches, la restauration la plus complète de la propriété privée, baptisée reconstruction de l'économie de marché, est la voie possible et souhaitable pour les nations opprimées par le communisme totalitaire ou engluées dans leur sous-développement.

Mais de quoi vous plaignez-vous ? Que regrettez-vous ? Seriez pas totalitaire des fois ? N'avez pas encore enterré votre idéologie du XIX^e siècle ?

Les énormes bouleversements survenus au cours des dernières années ont poussé dans nos pays le plus grand nombre de gens se situant plus à gauche que la social-démocratie de l'amertume – n'est-il pas cruel de s'être trompé d'idée pendant des décennies ? – à la plus complète indifférence. Certains ayant arrêté leur parcours au militantisme soft de l'écologie, quelques-uns s'adaptant au nouveau marché de la gauche, d'autres se prêtant aux conversions plus rémunératrices. La critique « morale » ou moralisante de ces évolutions parfois ahurissantes n'a que peu d'intérêt (1) face à ce constat évident de notre fin de siècle : *l'espérance laïque d'un monde où le socialisme, supplantant le système d'exploitation capitaliste, créerait la paix, la justice, la liberté et l'égalité est réduite à néant pour un avenir humainement prévisible*. Tout l'optimisme de la volonté n'y pouvant rien, resterait le froid pessimisme de l'intelligence si elle nous est conservée. Les scénarios de catastrophe d'un capitalisme mondial s'écroulant sous le choc de ses contradictions, les versions roboratives d'une lutte populaire organisée oeuvrant au démantèlement du système capitaliste établi pour construire un avenir meilleur (on n'ose dire radieux !), les espoirs tenus d'un progrès interne des pays socialistes au niveau de la démocratie politique et des résultats économiques sur la base d'une socialisation auto-gestionnaire des principaux moyens de production, et même les dernières convictions intimes qui portaient malgré tout à juger un triste socialisme réel « préférable » au régime du capitalisme tempéré par l'Etat-Providence... tout cela a sombré dans d'insondables abysses.

Ici et maintenant, même les mots et expressions de jadis sont frappés de ridicule, de discrédit ou de suspicion : lutte des classes (dites : manque de consensus), classe ouvrière (dites : main-d'oeuvre de la première Révolution industrielle), révolutionnaire (dites : partisan de la subversion totalitaire), plus-value (dites : aimable pilpul d'un économicisme marxiste périmé), mode de production (affichez un regard sceptique et attristé), patron (dites : entrepreneur), capitaliste (dites : investisseur), usine (dites : entreprise, performante de préférence), licencier (dites : *out-placement*), idéologie (prononcez le mot du bout des lèvres comme une insanité)... Quant au capitalisme monopoliste d'Etat, C.M.E. ou Stamokap, à la baisse tendancielle du taux de profit et à la planification, passons très rapidement pour échapper à des torrents d'hilarité.

À la veille du XXI^e siècle, le marxisme est jugé dépassé par l'écrasante majorité de l'opinion cultivée occidentale qui s'en préoccupait encore. Au mieux, Marx pourrait figurer, comme Auguste Comte, dans les livres d'histoire parmi les auteurs à citer mais irrémédiablement ennuyeux. D'Engels et de Lénine, il serait judicieux de ne pas parler du tout. La table rase ne se trouve pas du côté attendu.

Si les idées sont un combat, le marxisme est donc défait. Mais quel marxisme ? A coup sûr, celui que l'on a serré dans la camisole de force du matérialisme historique et dialectique, du « diamat scientifique », science bardée de lois, théologie pourvue de dogmes, litanie obligée avec incantations, répons et antiennes. On ne s'étonnera pas du départ précipité des plus mystiques, dont la foi évanouie s'est muée en malédiction intarissable jetée sur les partis et les pays où ils entrèrent jadis comme dans des sectes ou des Eglises. D'un autre côté, nul regret n'accompagnera la disparition de ces préambules (ou conclusions, selon le cas) en « lettres de bois » qui ornaient les ouvrages de sciences humaines dans les pays de l'Est, en leur procurant l'estampille officielle et obligatoire d'un marxisme de bonne conformité. Le vent ayant changé, tel historien qui, hier, croyait bon de souligner les méfaits exploités du capitalisme du passé dans son pays, vantera aujourd'hui le dynamisme innovateur de ses anciens entrepreneurs privés, nationaux ou étrangers.

Heureuse défaite, somme toute : elle évacue de médiocres apparences, des jargons obscurs, des convenances opportunistes, des raisonnements creux et tautologiques, des semblants de pensée. S'il y a lieu, d'une certaine manière, de se réjouir de l'effet d'épuration intellectuelle provoqué par l'implosion des « pays du socialisme réel », on se doit aussi de craindre en ces contrées la remontée spectaculaire de modes de pensée les plus rétrogrades et obscurantistes. Les manifestations de ce phénomène – presque banalisées par les media, observées avec le lâche contentement d'une revanche enfin prise sur l'horrible marxisme-léninisme athée, aveuglement applaudies dans les milieux intellectuels de l'ex-monde libre – ne manquent pas d'inquiéter.

Le marxisme officiel d'Etat a péri à l'Est, le marxisme de parti à l'Ouest est complètement déliquescents, le marxisme mondain et universitaire n'a plus cours. Comme l'écrivait Pierre Joye, il y avait décidément trop de marxisme (2)...

Si nous n'acceptons pas le courant actuel qui fait du marxisme un repoussoir absolu, un étouffoir inexorable de l'intelligence ou une inoffensive utopie de rêveurs marginaux, les questions seraient : quel intérêt, quel usage et quel avenir dans notre culture – au sens large – pour les travaux de Marx et de ceux qui ont poursuivi positivement cette tradition ? Ou bien, y a-t-il encore moyen de reconnaître au marxisme le mérite d'une méthode totalisante et critique, apte à interroger et à faire comprendre le passé et le présent ? Ces questions ne devant pas être comprises comme un appel à l'apologétique ou une ultime tentative de sauvetage du minimum utilisable après le désastre, mais bien comme

une incitation à refonder l'approche marxiste dans l'ensemble des connaissances et conceptions de la fin du XX^e siècle.

Et d'abord, si on lisait effectivement les « classiques » de référence ! Cette injonction élémentaire, évidemment valable pour la connaissance de toutes les oeuvres majeures qui ont fait la culture de notre temps, cette recommandation primaire peut prêter à sourire. En toute naïveté. Et pourtant, le « retour aux sources » est une vraie nécessité, obscurcie par l'ombre des piles d'ouvrages pédagogiques, introductifs, interprétatifs, exégétiques, polémiques, etc. qui, au fil du temps, se sont accumulés au sujet de Marx et du marxisme. L'accumulation de cette littérature suscite plus de perplexité que de clarté. Que de détours inutiles évités par le seul et économique effort de lire en premier lieu les textes eux-mêmes ! Il faut le dire par acquit de conscience.

Mais l'effort recommandé ci-dessus sera-t-il accompli si la prévention est telle qu'elle rejette d'emblée tout examen visant à la (re)constitution d'une méthode totalisante ? Cette question n'est pas indifférente à la désaffection croissante du public à l'égard de tout ce qui fait figure de *théorie*, d'*idéologie*, de *système abstrait* ou de *concept*, quels qu'ils soient. Dans l'opinion courante, la théorie est grise, l'idéologie pernicieuse, le système réducteur, le concept artificiel, et la méthode totalisante qui répondrait à nos vœux risque d'apparaître comme un panaché de ces ingrédients suspects. Le prestige ancien du théorique est bien érodé, le sacrifice fait au cours de l'apprentissage scolaire des « grands systèmes de pensée » en a dégoûté plus d'un, la réalité vraie s'apparenterait davantage à une collection de faits singuliers, essentiellement imperméable à la logique explicative des théoriciens. Le scepticisme, remède efficace aux séductions trompeuses, a tendance à devenir un refus silencieux de l'explication construite, pense-t-on, dans l'abstrait ou grâce à la seule raison classificatoire. Les savoirs enseignés dans les disciplines de la sociologie, de l'économie et des sciences politiques doivent s'habituer à être traités comme de simples essais conjecturaux, malgré leur apparence de rigueur scientifique et leurs modèles statistiques.

L'étude historique est-elle plus propice à une rencontre fructueuse du marxisme dédogmatisé, des analyses des sciences humaines nées en dehors du « diamat », et des interrogations contemporaines sur l'évolution des sociétés ? Suffisamment forte pour endiguer « l'impérialisme sociologique » du début de notre siècle, capable d'intégrer l'essentiel des sciences économiques (des classiques, y compris Marx, aux études conjoncturelles statistiques, en passant par les monétarismes), apte à s'inspirer et à se distinguer de l'anthropologie et de l'ethnologie,

soucieuse – plus en France qu'en Belgique, il est vrai – de bon voisinage avec la géographie humaine, diversifiée en ses techniques et « sciences auxiliaires », susceptible d'être lue avec plaisir par des publics aux exigences variées, l'étude historique attire l'attention, ses grands et petits ouvrages ont un « marché » assez large. (« C'est un bon produit », nous assure-t-on, mais passons sur cet aspect des choses).

D'une part, l'apport du (des) marxisme(s) à la connaissance historique a été considérable ; d'autre part, les déformations et la dogmatisation du (des) marxisme(s) ont instrumentalisé un cours obligé de l'histoire, faussé ou occulté des périodes de l'histoire, sublimé un sens « irréversible » de l'histoire qu'il fallait suivre sans le chercher. Le débat entre historiens marxistes « engagés » et non-marxistes, entre eux et avec les spécialistes d'autres disciplines (de la nomenclature scientifique généralement admise) a toujours été vif, multiforme et quelquefois d'une hauteur intellectuelle remarquable (3).

Dans la recherche historique, les idées marxistes ont bien entendu rencontré des courants farouchement hostiles, elles se sont heurtées à des bastions académiques et universitaires très réactionnaires, mais elles ont aussi tiré profit d'une profusion d'investigations mises en chantier par des chercheurs attentifs à l'histoire économique et sociale, à l'élucidation de la genèse du capitalisme et de la culture bourgeoise. Pour la plupart, ces auteurs-là n'ignoraient pas le marxisme ou avaient même une relative familiarité avec les oeuvres de Marx et de certains de ses continuateurs, mais celles-ci n'étaient pas (ou plus) au centre de leur problématique.

Tradition anglaise nourrie de Smith, Ricardo, Mill, Toynbee, Webb, Hobson, etc. ; tradition allemande de l'école historique de Schmoller, de l'économie nationale, de la psychologie et de la *Sozialwissenschaft* ; tradition française de Comte, Proudhon, Durkheim, Sée, Jaurès, etc. ; prestige de Pirenne ; influence des études de cycles économiques et du mouvement des affaires d'Harvard et de Berlin (peut-être aussi de Moscou, avec Kondratieff, « disparu » en 1930) ; comité international d'histoire des prix de Beveridge, etc... ici, les « sources » sont variées et s'entrecroisent, elles remontent bien avant Marx, se trouvent à sa périphérie comme à l'extérieur de sa descendance ortho- et hétérodoxe. Malgré d'âpres batailles et des polémiques dérivées de l'appartenance des principaux protagonistes à tel parti ou à telle institution, « l'histoire marxiste » s'en est trouvée moins isolée et moins fermée à l'ensemble des idées contemporaines.

De grandes synthèses qui proposent une vision générale de l'histoire moderne et/ou contemporaine (du monde ou de son hémisphère Nord) et prennent comme base de l'évolution les changements économiques et sociaux, ont en quelque sorte « digéré » ou dilué le marxisme, avec

plus ou moins de discernement et de bonheur. Ces oeuvres – peu importe pour le moment que nous les jugions correctement informées de l'oeuvre complète de Marx – rencontrent un indéniable succès car elles ont de l'envergure, elles offrent des explications de phénomènes fondamentaux de longue durée, elles brassent des masses d'informations tirées de multiples travaux spécialisés, elles suggèrent l'idée d'un dépassement critique et définitif d'un marxisme daté, stéréotypé et ossifié (tératologique, écrivent certains). Dans cette lignée ou mouvance, nous rencontrerons John HOBSON (1858-1940), Werner SOM-BART (1863-1941) et Fernand BRAUDEL (1902-1985) (4). Personnalités très contrastées de l'économiste hérétique anglais, du sociologue-historien allemand et du grand patron des sciences humaines (historiques) français, aux oeuvres impressionnantes, susceptibles d'être couvertes d'éloges comme de critiques ravageuses, et dont l'influence directe est (a été) considérable.

Le grand travail de F. Braudel – pour ce qui nous occupe, *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme. XV^e-XVIII^e siècles*, 1967/1975-1979, et le « digest » et très répandu *La Dynamique du Capitalisme*, 1985 – jouit à l'heure actuelle d'une faveur étonnante ! Des expressions-fétiches sont aimablement glissées dans les conversations pour y susciter ou capter des connivences d'initiés : la « longue durée braudélienne », les « trois étages de Braudel » (entendez civilisation/économie matérielle, économie de marché, économie capitaliste), l'économie/monde, son pôle et ses zones successives, etc... Malgré l'auteur qui craignait les constructions de modèles, on devine déjà la venue des déformations ultra-simplificatrices, les transformations de facture systématique (fussent-elles « de gauche »)... mais qu'importe, Braudel domine un terrain où l'on trouve encore de petits lambeaux de Marx et même de Lenine mais où le marxisme n'apporte pas (ou plus) de réponse globale et dynamique. Il serait peut-être temps de tenter d'y remédier.

La nouvelle transition vers le capitalisme (pardon, l'économie de marché) d'une partie du monde pourrait être un contexte des plus intéressants pour un travail de ce genre. Une histoire « immédiate » à sa façon qui fera voir si la bannière naphthalinisée, trouée, rapiécée et remise que nous évoquions dans le titre peut encore, sous nos latitudes, claquer au vent, ou si elle réclame une restauration muséologique définitive.

Notes

(1) L'évolution conservatrice des bénéficiaires des luttes sociales d'autrefois et du réformisme socio-politique n'a, en fait, rien d'étonnant. Parlant des libéraux américains et des démocrates sociaux, John K. GALBRAITH remarquait justement qu'« ils parlaient du principe sous-entendu que les nouveaux "riches" – ouvriers spécialisés touchant des salaires de petits-bourgeois, membres des professions libérales jouissant d'une considération nouvelle, bureaucrates relativement bien payés, bref tous ceux qui se trouvaient désormais à l'abri des épreuves infligées par le chômage, la vieillesse et la maladie – seraient assez reconnaissants pour adopter des attitudes politiques différentes de celles des anciens riches. Et que cet état de choses se prolongerait vraisemblablement chez leur progéniture, encore plus favorisée. C'était un espoir à la fois irréfléchi et stérile ». (*L'ère de l'opulence*, nouvelle édition, 1986, pp. 20-21).

(2) « Un peu moins de marxisme, un peu plus de Marx », *Cahiers Marxistes*, mai 1983 (repris dans « Quelques textes de Pierre Joye, *Cahiers Marxistes* n° hors série, 1984, pp. 84-94)

(3) Voir, par exemple, le recueil de Pierre VILAR, *Une histoire en construction. Approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Paris, Gallimard-Seuil, 1982.

(4) Sur Braudel, voir *Lire Braudel*, Ouvrage collectif, La Découverte, Paris, 1988, qui contient une contribution de Michel MORINEAU, également auteur d'un très intéressant article intitulé « De Werner Sombart à Fernand Braudel : le capitalisme ininterrogé », dans G. Gayot, J-P. Hirsch, éd., « La Révolution Française et le développement du capitalisme », *Revue du Nord*, n° 5 Spécial hors série, 1989, pp. 47-67.

Des trois auteurs cités, Werner Sombart suscitera certainement le plus de réticence au point de vue de son évolution politique et idéologique, mais on doit reconnaître à ses nombreux écrits une importance non négligeable au cours de la période 1896-1930 environ. Son évolution vers le socialisme national conservateur (*Le socialisme allemand*, 1934) est aujourd'hui favorablement appréciée par Alain de Benoist.

L'obsession de Sombart au sujet du rôle des Juifs dans l'histoire du capitalisme contribue à la réticence des auteurs contemporains à son endroit.



Das Kapital.

Kritik der politischen Oekonomie.

Von

Karl Marx.

Erster Band.

Buch I: Der Produktionsprocess des Kapitals.

Das Recht der Uebersetzung wird vorbehalten.

Hamburg

Verlag von Otto Meissner.

1867.

New-York: L. W. Schmidt, 24 Barclay-Street.

Le couple infernal de l'économie et du pouvoir

Un entretien avec Maurice Godelier

Maurice Godelier est anthropologue et directeur de recherche au CNRS. Il est entre autres l'auteur de Rationalité et irrationalité en économie (Maspéro, 1966), Sur les sociétés précapitalistes (Editions Sociales, 1970), Horizons, trajets marxistes en anthropologie (Maspéro, 1977), La production des grands hommes: pouvoir et domination masculine chez les Baruyas de Nouvelle-Guinée (Fayard, 1982), L'idéal et le matériel: pensée, économie, société (Fayard, 1984).

Votre contribution au colloque d'Actuel Marx (Actualité du marxisme ? Fin du communisme ?) s'intitule «Les contextes illusoires de la transition au socialisme»¹. Vous y analysez les conditions que Marx estimait nécessaires à un changement révolutionnaire en Russie, conditions qui à l'évidence n'étaient pas réunies en 1917. Cette insistance sur les conditions objectives ne revient-elle pas à revaloriser une certaine forme d'évolutionnisme, les modes de production s'enchaînant les uns aux autres après maturation, thèse avec laquelle vous avez pourtant polémique par le passé ?

Maurice Godelier - L'évolutionnisme, ou la caricature qu'on en a fait, contient l'idée d'une succession nécessaire de «stades» de la production. La réalité est plus compliquée: un «état» donné des forces productives, pour autant qu'on puisse le définir et le mesurer, peut correspondre à différents types d'organisation de la société, à différents cadres sociaux de la production, à différents types de rapports de production. Il y a déjà 30 ou 40 ans que des marxistes ont critiqué le schéma unidimensionnel d'évolution des sociétés, sous l'effet d'une nécessité interne, évolution orientée dans une seule direction. L'histoire n'est pas seulement évolution: l'histoire est toujours singulière, irréversible, parti-

culière. On parle d'évolution lorsqu'on rencontre des phénomènes identiques ou convergents dans des sociétés qui n'ont aucun contact entre elles, à des époques qui ne sont pas forcément les mêmes. Lorsqu'on voit apparaître des phénomènes comparables, lorsqu'on voit se reproduire certaines structures, certaines logiques, on parle d'étapes dans l'évolution de l'humanité. Mais ça ne veut pas dire que toutes les sociétés vont franchir ces étapes ! Ainsi, les États apparaissent, en Méso-Amérique, au Proche Orient, en Chine. Ce passage à l'Etat a duré plusieurs millénaires. Partout, même si les formes du phénomène ne sont pas identiques, ce dernier coïncide avec l'émergence de castes ou de classes de prêtres et de guerriers, et se développe autour de temples et de cités-temples. La notion d'évolution, à condition de la débarrasser de toute préoccupation mécaniste et de toute téléologie, n'est donc pas à rejeter. Mais il faut que, jamais, elle n'occulte l'irréversibilité des phénomènes historiques, leur caractère particulier, local et transitoire. C'est la linéarité de certaines théories évolutionnistes que nous sommes quelques-uns à avoir mis en cause, en France, aux États-Unis, en faveur d'un évolutionnisme plurilinéaire: à partir de mêmes capacités d'action sur la nature, d'organisations sociales comparables, plusieurs lignes d'évolution sont possibles.

Pour Marx, le socialisme est un mode d'organisation de la société supérieur au capitalisme, qui ne pouvait apparaître qu'une fois que le capitalisme aurait développé ses possibilités, industrielles comme intellectuelles: supérieur puisqu'il repose sur l'association des producteurs, sur la capacité des travailleurs à s'associer pour gérer l'économie et la société, ce qui implique une pratique de la démocratie politique, même «bourgeoise», mais prolongée, et aussi de la démocratie syndicale, etc. De ce point de vue, l'existence des pays socialistes est une aberration historique, encore qu'aberration soit un peu trop fort ...

On pourrait parler d'un accident de l'Histoire ...

M.G. - Disons une anomalie. Accident réfère un peu trop au hasard. Ce n'est ni l'effet du hasard, ni celui d'une perversion. Il s'agit d'un accouchement prématuré, d'une naissance avant terme, et le mode de production nouveau-né était mort-né. On peut comprendre le volontarisme de leaders victorieux, appuyés par des masses ouvrières ou paysannes, éduqués dans l'idéologie socialiste ou communiste, aux prises avec le tsarisme ou l'empire chinois décadent: ils voulaient faire entrer leur société dans la marche de l'Humanité vers le socialisme. Le Vietnam en constitue un bon exemple: les meilleurs résistants au colonialisme français sont des communistes, ils ont déjà lutté contre le Japon, et dans ces luttes ils ont construit un puissant front populaire. Une fois au

pouvoir, il leur aurait été très difficile de remettre en cause les objectifs proclamés, même si les conditions historiques de réalisation de ces objectifs n'étaient pas réunies, et d'admettre que l'Histoire demande de voir évaluer les possibles. La pratique des transformations révolutionnaires ne connaît pas ce type de marche arrière: seule l'intervention des masses aurait pu corriger les élans visionnaires des dirigeants - à condition de prêter à ceux-ci des élans visionnaires plutôt que des intentions terroristes à l'égard des masses. Toutes les déviations découlent ensuite de l'impossibilité d'atteindre les objectifs, alors qu'on prétend y arriver malgré tout, de manière autoritaire. La démocratie, qui n'existait déjà pas auparavant, n'a plus alors aucune chance d'apparaître. Le processus imposé bloque lui-même l'évolution espérée.

Ce n'est donc pas à la naissance du socialisme que nous avons assisté, mais plus modestement, à différentes libérations, à l'égard du colonialisme, d'oppressions politiques, ... Plusieurs époques peuvent se rencontrer dans le même moment. C'est ce qu'on a vécu pendant toute la période où le gigantesque mouvement de la décolonisation est devenu la force relais du socialisme: c'est dans la décomposition des régimes coloniaux, dans les cataclismes post-coloniaux que des mots d'ordre de transformation démocratique et socialiste ont fait leur chemin. Alors même qu'il était devenu bien difficile de les diffuser et de les concrétiser en Europe capitaliste ... On a connu un déplacement du terrain de la lutte pour le socialisme.

Peut-on dire que cette période s'achève ?

M.G. - Nous vivons sans doute pour le moment une période assez exceptionnelle, qui ne devrait pas durer plus d'une dizaine d'années, où le monde devient enfin ce qu'il devait être: un monde capitaliste généralisé, unifié sous un seul maître, encadré par quelques assistants - français, anglais -, où on pourrait même obliger ceux qui ne voudraient pas y venir trop vite à appliquer la démocratie bourgeoise. Ceci dit, et toute idéalisation mise à part, cette période ne peut durer longtemps parce que les problèmes non résolus sont explosifs. Mais en attendant, l'économie de marché redevient le principe idéal de tout développement.

Y compris dans le cadre d'options socialistes ? Peut-on imaginer que la libération du marché débouche sur autre chose que la généralisation du capitalisme ?

M.G. - Historiquement, le marché existe depuis l'Antiquité et s'associe à un grand nombre de formes de production: esclavagiste, féodale, etc. Le

marché n'est pas lié de façon consubstantielle au capitalisme. C'est une forme de diffusion des produits et d'accumulation de richesses qui s'accommode de bien des régimes. Les choix soviétiques, favorables à la centralisation, à la collectivisation forcée, à l'étatisation étaient initialement circonstanciels (famine dans les villes, par exemple), mais ils ne sont jamais sortis de ce circonstanciel, et se sont transformés en dogmes, en principe absolu. Pourtant, le débat était largement ouvert après la Révolution, et a duré dix ans, pour se terminer par l'élimination physique de ceux qui étaient en faveur du développement d'une économie de marché socialiste. Ce fut une erreur capitale. Peut-être était-il déjà trop tard, et peut-être aussi n'était-ce pas possible ... Le rêve n'était pas étranger à certains de ces projets: il n'était certainement pas facile, dans un pays aussi pauvre que la Russie, de monter de toute pièce un marché socialiste alors que le marché était déjà présent sous sa forme capitaliste ...

Ce qui peut sans doute différencier les deux formes de marché, c'est l'intégration, ou la non-intégration de la force de travail à ce marché.

M.G. - Bien sûr. Mais c'est un fait aussi que la taille de l'URSS permettait une certaine autarcie, des formes de développement auto-centré. On rejoint là tout le débat sur le socialisme dans un seul pays, que Marx, Lénine et Trotsky estimaient impossible: le socialisme ne peut être un ghetto. Les Soviétiques ont été isolés, et ils se sont isolés. Mais ce choix centralisateur n'était pas le seul possible. Marx a beaucoup étudié la Russie, et je rappelle certaines de ses conclusions dans ma contribution au colloque d'Actuel Marx': les paysans ont horreur du changement, et encore davantage du changement forcé. Il faut leur laisser le choix du type de réforme économique, il faut leur rendre la capacité de prendre l'initiative politique et économique. Rien de tout cela ne s'est fait. Ils ont été les victimes de l'accumulation forcée socialiste. Ceci dit, je ne pense pas que Marx aurait pu sortir un lapin de son chapeau, un programme qui transforme la Russie tsariste en un modèle de développement socialiste pour les pays capitalistes les plus développés. Et ce qui s'est passé en URSS s'est répété au Vietnam, en Chine, tous pays qui, pas plus que l'URSS, ne pouvaient s'appuyer sur les bases nécessaires au développement socialiste. Encore une fois, j'y vois une conséquence du mélange de plusieurs luttes: celle qui vise à créer un mode de développement non-capitaliste, et celle dont l'objectif est d'échapper au colonialisme, en construisant éventuellement des Etats indépendants, intégrés au capitalisme, avec des formules originales d'économie mixte. Plus d'économie d'Etat, et moins de marché qu'ailleurs: c'est le même cocktail qu'on rencontre dans les pays capitalistes eux-mêmes, où le niveau d'intervention étatique est loin d'être uniforme.

Mais même sous Reagan, l'Etat américain a continué à jouer un rôle important dans l'économie ...

M.G. - On le voit aujourd'hui avec la guerre du Golfe, l'armement a été bien pris en main. Dans ces matières, le marché n'est absolument pas livré à lui-même. De même que l'énergie nucléaire n'a nulle part été confiée à l'industrie privée. Même dans les logiques capitalistes les plus forcenées, la collectivité représentée par l'Etat garde sous son contrôle les zones stratégiques de l'économie et celles qui ont trait à l'exercice armé du pouvoir. La question à débattre n'est donc pas, dogmatiquement, marché ou pas marché; ce qui a un sens, c'est de choisir une stratégie qui les combine.

N'est-ce pas une vieille thèse social-démocrate ?

M.G. - Si. Mais cette thèse resurgit alors que la social-démocratie a cédé beaucoup de terrain parce qu'elle ne peut plus associer cette idée à celle du Welfare State. De ce fait, la distinction entre réformisme mou et réformisme fort reste fondée: un réformisme mou a tendance à suivre le mouvement, à entériner, à se laisser porter par l'Histoire, alors qu'un réformisme fort pèse beaucoup sur l'évolution de la société. Les social-démocraties européennes sont toutes de type mou: le SPD allemand a du mal à proposer quoi que ce soit de vraiment neuf; face au conservatisme efficace de Kohl, il n'y a pas d'alternative social-démocrate. C'est un grave problème pour toute la gauche.

Et pourtant, dans les pays du centre du système capitaliste mondial - Europe, USA, Japon, les quatre petits dragons, et d'autres à venir - les problèmes sociaux sont aigus. Simultanément, les masses apparaissent comme de moins en moins mobilisables par des mouvements politiques: on sent un refus de la dimension politique. De formidables forces de transformation sociale sont ainsi stérilisées, bloquées. Et on ne voit ni les partis socialistes, ni les ex-partis communistes ou les partis communistes maintenus, comme le PCF, capables de mobiliser toutes les ressources qui se manifestent autour de problèmes bien circonscrits, comme l'écologie, le féminisme. Les tentatives de fédérer ces mouvements, en respectant leur originalité, ne sont pas nombreuses. En France, par exemple, le parti socialiste aurait pu ou dû avoir la force d'attraction nécessaire pour réaliser cette fédération, mais il n'y est pas arrivé, pour autant qu'il ait essayé.

Est-ce dans ce sens qu'il faut comprendre la conclusion du texte de Jacques Bidet dans le même numéro d'Actuel Marx: «Rouge et vert vont ensemble» ?

M.G. - Cela serait en tout cas un bon début. Ma conviction, c'est que l'approfondissement et l'élargissement de la démocratie restera pour longtemps encore l'arme révolutionnaire par excellence. Nous connaissons en Europe occidentale la démocratie politique, on a le droit de vote mais il n'est pas accordé aux immigrés qui vivent depuis longtemps chez nous, même pas au plan municipal, sauf en Hollande et au Danemark - il reste donc d'énormes progrès à accomplir. La démocratie sociale, qui consiste à reconnaître les mêmes droits à différentes couches sociales, n'est que peu pratiquée: elle existe surtout sur papier. Quant à la démocratie économique, elle n'existe nulle part dans le monde: on n'a encore jamais vu de gestion «démocratique» des entreprises capitalistes, d'«autogestion», ni bien entendu de réelle «autogestion socialiste». Et dans les pays socialistes, où celle-ci aurait dû exister, elle était illusoire. Face aux contraintes énormes qui pesaient sur l'URSS ou la Chine, la mobilisation des masses pour la démocratie n'a jamais été le premier mot d'ordre. D'immenses réservoirs d'initiative ont été négligés, et de plus en plus, à mesure que le versant militaro-policiers, bureaucratique de ces régimes prenait plus de place.

La démocratie politique et le droit de vote existent, mais cela ne suffira pas pour transformer la société. Les axes et les forces de changement doivent se revendiquer de la démocratie. La lutte pour la démocratie, c'est la lutte contre le terrorisme militaro-policiers, mais c'est aussi la lutte contre les insuffisances de la démocratie formelle, qui s'arrange de tout et qui masque tout. Les partis radicaux doivent être radicalement démocratiques. Prise au sérieux, la démocratie est révolutionnaire, et elle n'a pas épuisé ses effets.

On bute ici sur une contradiction sérieuse, qu'on ne surmontera qu'au prix de gros efforts d'imagination: comment reconstruire démocratiquement la politique alors qu'on constate précisément une grave désaffection à l'égard du politique ? Et cela peut-il se faire via les partis, objets désignés de cette désaffection - dont on voit encore mal comment se passer pour transformer la société ?

Je voudrais poser un autre problème: comment renouveler la théorie sociale sans laquelle aucune transformation sociale n'est possible ?

M.G. - Dois-je comprendre que vous me demandez quel est le matérialisme de type nouveau qui pourrait guider les sciences sociales et inspirer l'action transformatrice ? Ce n'est plus le genre de question qu'on me pose souvent.

Mais nous nous la posons, aux Cahiers Marxistes ...

M.G. - Répondre à cette question m'oblige à un certain retour en arrière. Nous avons connu il y a une vingtaine d'années ce que j'appelle le néo-dogmatisme althussérien, qui a représenté une nouvelle forme d'ivresse de la conscience philosophique: absolutiste, prétendant investir tous les domaines de la connaissance. Mais la philosophie de ce type était morte depuis longtemps, parce qu'il n'existe pas de point absolu dans la pensée qui donnerait accès au fondement des choses. La manière dont on s'adressait aux «besogneux» qui ramaient dans leur domaine était profondément irrespectueuse du travail accompli, et finalement élitiste, puisqu'un petit groupe, armé de la pierre philosophale marxiste, prétendait gérer la pensée, un peu comme ailleurs on a géré le pouvoir. Les althussériens ne sont pas les seuls à avoir eu cette vision narcissique de leur travail; c'est une tare assez répandue parmi les intellectuels, mais qui tend à disparaître partout, sauf chez les gourous de la télévision - interrogés ou interrogeant. Nous avons assisté à la mort du gourou théorique et à sa recomposition dans ceux qui occupent la télévision.

Cette aventure illustre bien ce que devient la pensée de Marx quand elle fonctionne comme dogme. En tant que matérialisme critique, elle n'aurait pas dû se fermer en système, pas plus qu'on n'aurait dû s'autoriser d'une profession de foi philosophique marxiste pour occuper une datcha. Pourtant, les deux choses se sont produites.

En réaction contre l'usage dogmatique et même terroriste du marxisme, on a vu se développer une sorte de relativisme - tout est également faux. Sous de multiples formes, ça a été très porté, ici et ailleurs. Mais certaines des idées de Marx constituent toujours un socle solide pour analyser les sociétés, pour interpréter leur histoire.

Les événements que viennent de vivre les ex-pays socialistes confirment la validité de ce socle matérialiste: parmi les grandes forces de décomposition comme de recomposition de la société, l'économique et le politique, en forces associées, jouent le rôle principal - et non pas l'économique seul. Vous avez beau interroger les structures de la famille française ou russe, ou vous pencher sur l'histoire du christianisme primitif, ça ne suffit pas pour vous donner la clé de l'évolution de la société occidentale. La puissance de l'analyse critique de ce paradigme, qui appartient à Marx, n'est pas érodée. Par contre, ce qui est expulsé de la pratique des savants comme de la pratique politique, c'est l'idée qu'on peut tout expliquer ou reconstruire sur la base de l'économie. C'est en ce sens que j'ai écrit que *l'économie et le pouvoir sont les principales forces motrices de la société*, et que je refuse la formule qui fait de *l'économie le fondement général de la vie sociale*. Il n'existe pas de fondement «général» de la vie sociale, sauf que nous sommes, par nature, une espèce sociale.

Cette distinction n'est-elle pas équivalente à ce qu'écrivait Engels en 1890 dans sa lettre à Bloch: «d'après la conception matérialiste de l'Histoire, le facteur déterminant est en dernière instance la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde».

M.G. - Ce n'est pas ce que je dis. Ma position et celle d'Engels peuvent paraître des parents ou des cousins, mais ce n'est pas tout à fait le cas. Je ne dis pas que les formes du pouvoir sont sorties des formes de la production, car cela reviendrait à faire de l'économique la source ultime d'où sortiraient et le pouvoir, et la religion, et l'organisation de la parenté. Il existe une affinité structurale profonde entre formes de l'économie et formes du pouvoir. Par contre, la parenté et les formes de famille, les grandes idéologies - religieuses, le christianisme, le bouddhisme, l'Islam - s'adaptent, à court et à long terme, aux transformations de ce couple économie/pouvoir. Les rythmes d'évolution de ces différents aspects de la vie sociale ne sont pas identiques, de même que leurs capacités d'influencer les autres domaines de la vie sociale. Ce qui reste de Marx, et qui est fondamental à mes yeux, c'est l'idée de correspondances structurales entre pouvoir et économie; cette correspondance est plus qu'une simple adaptation. Ainsi, l'économie capitaliste favorise plutôt les formes contractuelles du pouvoir, type démocratie, monarchie constitutionnelle, république, etc., au moins dans les zones centrales de développement du système. Cela ne l'empêche pas de s'accomoder de dictatures en son centre (Allemagne nazie), et surtout dans sa périphérie, dans les pays subordonnés, et il ne s'inquiète pas vite de la permanence de ces dictatures. C'est à partir du couple pouvoir/production que peut changer la configuration d'ensemble de la société; le changement que je vise ici n'est pas celui nécessaire à la reproduction même d'une société, mais bien un changement de société, un changement de logique d'ensemble. Ce noyau de la pensée de Marx est difficilement contestable, pour tout historien ou ethnologue sérieux. Les bouleversements dans les formes de pouvoir et de production ne suffisent pas à expliquer pourquoi le christianisme, ou pourquoi le bouddhisme. De ce point de vue, les sciences sociales restent peu développées, parce qu'on n'a pas encore de réponse réellement satisfaisante à ce genre de question: il reste des tas de choses à déchiffrer. Cependant, on dispose d'une certaine vision du mouvement des sociétés, depuis l'apparition des Etats, l'expansion de civilisations pendant des siècles sur un territoire ... Ces connaissances, certes limitées, ne témoignent jamais de l'existence d'un seul fondement général de la vie sociale. Ma profession de foi n'est donc pas celle du relativisme (tout se vaut parce que rien ne

vaut); il y a des choses acquises dans la pratique scientifique, qui, du même coup, désignent d'immenses zones d'ombre. Exemple: l'identité ethnique, qui s'étend sur des siècles, et qu'on voit ressurgir un peu partout aujourd'hui. Cela recouvre le nationalisme, le choix religieux ... Personne ne peut encore trouver un ordre entre ces ordres.

L'opposition infrastructure/superstructure perd tout caractère opératoire de ce point de vue.

M.G. - Absolument. Il s'agit d'une métaphore, qui ne peut servir qu'à orienter la pensée, pas à analyser ou à expliquer. On peut d'ailleurs aussi se dire que si on prenait cette métaphore à la lettre, on en viendrait à l'idée que l'essentiel dans une maison, c'est son infrastructure, ce sont ses fondations; n'oublions quand même pas que c'est dans la maison qu'on vit, et pas dans la cave. Non, la métaphore n'est décidément pas un outil analytique suffisant. Pour Marx, qui avait le sens des images fortes, l'objectif était de *tourner* la pensée dans une *certaine* direction, et de mettre l'accent sur des éléments occultés par la pratique scientifique et politique de son époque - à savoir le rôle des conditions matérielles et du contrôle social de ces conditions. Encore une fois, cette idée est devenue banale aujourd'hui, au point qu'elle n'a plus père ni mère. Elle avait été mise en avant au nom de la lutte des classes. Il fallait donc la rejeter parce qu'elle légitimait les luttes menées par les forces anticapitalistes. Mais fondamentalement, elle ne fait plus l'objet d'un litige, puisque la pratique des sociétés bourgeoises témoigne de la puissance du couple infernal de l'économie et du politique: tous les jeux de la politique se font autour de la manière d'associer pouvoir et richesse ! Au contraire, ce qui continue à faire problème, pour une partie de la pensée politique, pour une partie de la pensée philosophique, ce qu'elle refuse avec véhémence, c'est la notion d'exploitation de classe. Ce courant nie l'existence des classes sociales, et refoule l'association qui fut souvent établie avant comme après Marx entre la force de l'économie et du politique d'une part, et la lutte des classes de l'autre.

Car la menace s'est déplacée: le spectre de la lutte des classes est remplacé par celui des masses affamées des pays pauvres à l'assaut des pays riches. Il y a d'ailleurs déjà longtemps que ce deuxième front est ouvert, mais il a aujourd'hui tendance à devenir le premier, si non le seul front. Je m'attends, sous l'effet de nouvelles luttes à l'échelle mondiale, à assister à des renouveaux théoriques et pratiques: l'état de grâce du nouvel ordre mondial ne peut être éternel, il s'agit d'une rémission, à moins de considérer comme des fantasmes les problèmes qui ont donné naissance aux mouvements révolutionnaires.

Dans la conclusion de votre papier sur les contextes illusoires de la transition au socialisme, vous donnez un statut inattendu au fameux couple infernal que nous avons évoqué: ce couple représente les forces les plus puissantes non pas parce qu'elles tendent à changer la société, ce que vous appréciez comme une banalité, mais bien parce qu'elles poussent à VOULOIR changer la société. Les changements de société sont donc avant tout des processus conscients ?

M.G. - C'est une évidence. Le XIX^e siècle a vu l'apparition de coopératives ouvrières, en agriculture comme dans l'industrie, et dans la distribution. Ces poches d'autogestion étaient soumises aux lois générales du système, et si elles ne faisaient pas de profit, elles étaient balayées. Elles n'avaient donc aucune chance de renverser le système: pour qu'une révolution réussisse, elle devait, paraît-il, être préparée par des changements objectifs qui facilitent la transformation, pour que tout ne soit pas à créer ex nihilo. Néanmoins, ces formes d'autogestion avaient valeur didactique, pédagogique, d'exemple. Elles montraient la possibilité d'un changement, et stimulaient la volonté de changement. Le poids des conditions objectives est une chose, la volonté collective de changement en est une autre, tout aussi indispensable.

Les rapports sociaux sont toujours vécus, pensés, incarnés par des acteurs. Il ne s'agit pas seulement de structures qui s'ajustent les unes aux autres: le passage par une mobilisation de la conscience, de la volonté, de l'énergie de chacun est inévitable. Et ce sont les solutions proposées aux problèmes vécus, mesurés par les gens eux-mêmes, qui suscitent la mobilisation des énergies. Faute de quoi, les révolutions procèdent par délégation de pouvoir à des gestionnaires, et toute l'entreprise capote.

Peut-on appliquer cette grille de lecture à la transition de la féodalité au capitalisme ?

M.G. - La transition au socialisme n'est pas comparable aux autres transitions. Les transitions furent longues - des siècles -, elles n'ont jamais pris la forme d'un programme du genre «construire le capitalisme», ou «construire la féodalité». On n'a connu que des programmes plus réduits, sur des objectifs limités. Les transitions anciennes sont comparables à des végétations spontanées de nouvelles formes de pensée, de travail, de pouvoir, etc. Seules les grandes religions expansionnistes, adeptes du prosélythisme, ont revêtu la forme de mouvements articulés autour de programmes de conversion, voire de conquête des incroyants. Les phénomènes socio-économiques n'ont jamais eu ce caractère. Mais nous vivons à une autre époque, où on sait ce qui se passe à l'autre bout du monde, où on accède à une conscience

planétaire de son individualité - imaginaire, bien entendu. Mais il est clair que la transition ne peut être pensée à court terme: elle joue sur le long terme. En ce sens, le modèle des révolutions socialistes était incroyablement ambitieux: inventer un nouveau modèle de gestion de l'économie, et l'appliquer dans toutes les parties de la société, en quelques années. Jamais l'humanité n'a posé une double équation de ce type sans tomber dans l'utopie et essayer un échec. Auparavant, les choses se sont faites par ajustements successifs, un secteur de la vie sociale induisant des modifications ailleurs. Peut-être toutes les batailles de Marx contre les utopistes, qui prétendaient supprimer le capitalisme d'un coup de baguette magique, contre les anarchistes, qui prétendaient supprimer l'Etat aussi rapidement, peut-être ces batailles étaient-elles prémonitoires mais vaines ?

Et elles se sont révélées vaines parce que le socialisme, au lieu de naître à son heure de nécessités de l'histoire, est né avant terme de quelques unes de ses contingences.

La vision - et l'espoir - d'un avenir radicalement meilleur et plus digne pour la multitude de ceux qui de la Russie à la Chine peinaient sans qu'on leur reconnaisse d'autre droit, a fait place, en quelques années, à l'apparition d'un nouveau système d'oppression dont le cadavre rougi du sang des masses que les Staline, Pol Pot et autres Ceausescu prétendaient libérer, agonise sous nos yeux en un spectacle nauséabond et grotesque.

L'idée du socialisme, aujourd'hui avilie, repoussante, laisse sceptique même ses derniers partisans. Mais du Nord au Sud, de l'Occident à l'Orient, des problèmes immenses, tragiques ou banaux, sont là qu'il faudra bien, tôt ou tard, résoudre. Le mot socialisme meurt mais la direction qu'il désignait reste. On ne peut douter que demain des mots et des symboles nouveaux capables de porter les espoirs du plus grand nombre surgiront d'on ne sait pas encore où et seront entendus. Soyons prêts à les reconnaître.

Propos recueillis par Pierre Gillis, Paris, 27 mars 1991.

(1) Maurice Godelier, *Les contextes illusoire de la transition au socialisme*, in *Fin du communisme ? Actualité du marxisme ?*, Actuel Marx, Ed. Jacques Bidet et Jacques Texier, Presses Universitaires de France (Paris, 1991), p. 187.

GORKI CHAGALL MEYERHOLD KATE KALWITZ
 CARDENAS CAMUS MARIATEGUI
 De Gaulle GAGARIN ORWELL LUNUMBA
 KANDINSKY PASTERNAK STRAVINSKY chaplin
 DIEGO RIVERA DARWIN BUÑUEL MAO HEMINGWAY
 Tsiolkowsky Bertrand Russell GARAUDY
 GANDHI THOMAS MANN PROUST Malraux
 BERTOLT BRECHT MAIAKOVSKI CASTRO
 DIMITROV PISCATOR TOLSTOI FLORES MAGEO
 CURIE SUN-YAT-SEN SIQUEIROS
 Rolland LEGER EL CHE' LEON FEINER EDWARD RUSHKIN
 JUAN XXIII PAVLOV HO-CHI-MINH LE CORBUSIER C. Vallejo
 PROKOFIEFF PASOLINI EISENSTEIN KAREL WEISS
 neruda LUKACS THESSER LENIN faulkner TOGLIATTI
 STALIN PICASSO Theodor HUXLEY ZAPATA ORTEGA Y GASSET
 ANTONIO G B Shaw BARTRE TUROLEV RENÉ CLAIR ROSA WYENBURGO
 MICHAEL NIEMEYER TROTSKY MIRIS SOSTAKOVICH
 REED SHOLOJOV MATISSE
 TITO FREUD



de science de classe en classe de sciences

pierre gillis et marc rayet

Le « subjectivisme de classe » des formes de la connaissance n'exclut en aucune manière la portée objective de la connaissance : dans une certaine mesure, la connaissance du monde extérieur et des lois sociales est le bien de toutes les classes, mais les méthodes spécifiques de conception, dans leur progrès historique, conditionnent différemment le procès du développement de l'adéquation de la connaissance.

Nicolas Ivanovitch Boukharine ⁽¹⁾

La citation en exergue est extraite de la communication de Boukharine au Congrès International d'histoire des sciences et des techniques qui s'est tenu à Londres du 29 juin au 3 juillet 1931. A la relire aujourd'hui, son look irrémédiablement ringard ne lui laisse aucune chance d'échapper à l'oeil vigilant des arbitres de nos élégances intellectuelles, qui ne manqueront pas de la signaler hors des préoccupations dominantes, et de relever son appartenance à un autre monde et à un autre âge : elle est antérieure à la mort annoncée des idéologies, et au discrédit du marxisme, évacué sans autre forme de procès avec le « marxisme-léninisme » stalinien. On nous concédera toutefois qu'il est résolument incongru de fonder ses choix philosophiques sur des effets de mode, et a contrario, si on veut bien dépasser la superficialité d'une lecture balisée par les convenances du prêt-à-penser contemporain, c'est la modernité de la thèse de Boukharine qui justifie pour nous son exhumation.

Elle offre un double intérêt : le premier est de marquer les distances entre la position qui y est avancée et le diamat, terreau qui a nourri la théorie des deux sciences, la prolétarienne et la bourgeoise. Il s'agit de rompre la filiation le plus souvent considérée comme bien établie entre

le marxisme et la philosophie d'Etat du « socialisme réel », et donc d'éviter à celui-là de sombrer avec celle-ci. C'est bien entendu l'appréciation de la connaissance comme un bien commun à toutes les classes qui est centrale de ce point de vue.

Le second est d'indiquer une direction de recherche, par rapport à un problème que tous les Etats se posent : quelles sont les conditions d'émergence des sciences, est-il possible de planifier le développement scientifique, sur quelles bases pourrait-on organiser le développement des connaissances ? Peut-on définir le procès de construction des sciences comme une découverte, au sens propre du terme, à la manière dont un ministre dévoile le monument qu'il est chargé d'inaugurer ? La réponse de Boukharine à ces questions admet l'existence d'un subjectivisme de classe dans les méthodes et dans les formes d'appropriation de la connaissance – ce qui, on en conviendra, est une idée choquante pour la plupart des constructeurs de science, au moins dans le domaine des sciences dures. On verra pourtant qu'à une nuance près, c'est une idée qui a fait son chemin, au point qu'on pourrait la situer dans le patrimoine commun aux différentes tendances qui s'affrontent dans le champ clos de l'épistémologie.

apurer notre héritage

Commençons donc par régler des comptes, une fois de plus, avec la *métaphysique de la matière* – l'expression est de Gramsci; elle traduit bien la prétention du matérialisme dialectique, *police politique du réel* selon la formule de Georges Labica, à régenter toutes les formes du savoir au nom d'une ontologie extérieure et préalable au travail de décryptage du réel, qu'il soit naturel ou social. Dans la pratique, la primauté accordée à des lois générales et dépourvues d'objet spécifique a conduit à un balancement circonstanciel, qui soumettait la dialectique de la nature, redéfinie pour les besoins de la cause, tantôt à l'idéologie politique, comme dans l'affaire Lyssenko qui reste la plus belle illustration de ce type d'intervention, tantôt à ce que Christine Buc-Glucksman appelait un « travail » *ontologico-catégoriel de type aristotélicien* (2) – de toute façon stérile.

Nous nous permettrons d'être relativement expéditifs à propos du diamat, les positions que nous défendons ici ayant déjà été développées dans deux autres publications des *Cahiers Marxistes* (3) in tempore non suspecto. Nous tenons cependant à apporter deux remarques supplémentaires à ce sujet.

Science bourgeoise / science prolétarienne, disait-on dans les années trente et quarante. Les termes eux-mêmes posent problème, à la lumière des pratiques de l'époque : pour être cohérent, il aurait sans doute fallu parler de fausse science, ou de pseudo-science (la bourgeoise), et de science authentique (la prolétarienne). Dans la perspective ontologique du diamat, qui rejoint en cela celle du positivisme, science et idéologie sont radicalement séparées, et le seul effet possible de l'appartenance de classe du chercheur est d'empêcher la structuration d'une connaissance scientifique, et pas de conditionner d'éventuelles voies d'accès – les subtilités dialectiques de Boukharine (portée objective ET subjectivisme de classe) lui étant étrangères.

On ne peut donc nier la béance du gouffre qui sépare les positions de Boukharine en 1931 de celles codifiées quelques années plus tard, en 1938, dans le chapitre « Matérialisme dialectique et matérialisme historique » de l'*Histoire du PCUS(b)* : pour les tenants de la science prolétarienne, la science bourgeoise n'avait aucune portée objective.

C'est précisément la proximité des dates (1931 et 1938) qui appelle notre seconde remarque. Il est parfois de bon ton de pousser l'historicisme dans ses derniers retranchements, et de justifier les égarements jdanoviens comme étant dans l'air du temps. C'est vraiment faire bon marché de la réflexion théorique de Boukharine et des marxistes qui l'ont précédé, parmi lesquels il faut ranger Lénine, et c'est surtout refuser de voir qu'en ce qui concerne le travail théorique, comme d'ailleurs en matière de détermination de ligne politique, les choix imposés l'ont été au prix de la vie de ceux qui faisaient obstacle.

autonomie absolue ou relative

Modernité de la thèse de Boukharine ? Le débat sur le subjectivisme de classe sera sans doute plus ouvert, et il faudra d'abord montrer qu'avancer cette position sert à autre chose qu'à affirmer qu'on a raison avant de commencer toute discussion, parce qu'on est le meilleur, politiquement s'entend, et que d'ailleurs l'Histoire nous donnera raison.

De manière plus générale, cette thèse pose la question de l'utilité d'un méta-discours, entendu comme un discours au second degré, un discours sur un discours, dont la fonction est de situer socialement celui qu'on décortique : à quelle nécessité répond-il, et qui le tient ? Rapporté aux questions de l'élaboration scientifique, ce méta-discours, qui est celui de l'épistémologie ou de la sociologie des sciences, irrite le plus souvent les praticiens, même s'il ne prétend pas contester les énoncés scientifiques. Majoritairement, les chercheurs préfèrent en effet pousser

à l'absolu l'autonomie relative de la construction de leur discipline, dont le corpus théorique est perçu comme auto-suffisant, le méta-discours étant dès lors radicalement inutile et le travail scientifique se fermant sur lui-même.

L'importance sociale des sciences, leur insertion dans la production, leurs retombées quotidiennes, les décisions qu'elles cautionnent, les bouleversements qu'elles engendrent sont toutefois tels qu'il est devenu intenable de soutenir l'existence d'un cloisonnement étanche. Les tenants de l'autonomie absolue ne renoncent pas pour autant, mais une prudente retraite les amène à restreindre leurs ambitions et à se replier sur la recherche fondamentale, réputée « pure ».

applications ou retombées ?

La séparation entre fondamental et appliqué a été entretenue par un des grands malentendus de l'histoire de la physique des 50 dernières années. L'irruption de la physique quantique dans le paysage théorique, au cours des années 20 et 30, a été rapidement suivie d'une série d'applications de la physique nucléaire dont l'importance de certaines n'échappera à personne : la bombe, et les centrales nucléaires de production d'électricité. Il paraît aujourd'hui de plus en plus évident que les investissements énormes consentis en faveur des grands accélérateurs de particules élémentaires, surtout au CERN à Genève, par la grande majorité des pays industrialisés, l'ont été dans l'espoir de déboucher à terme sur d'autres applications aussi impressionnantes. Cet espoir a été déçu, et faute d'applications, on s'est contenté de retombées, en informatique, en électronique, dans le domaine de la maîtrise des champs magnétiques élevés, technologie transposable, en médecine par exemple, dans les scanners par résonance magnétique nucléaire. Les Etats ont mis quelques années à comprendre la situation, et plusieurs d'entre eux hésitent à poursuivre dans la voie tracée depuis les années 50, notamment la Grande-Bretagne, et à l'occasion aussi, la Belgique. De leur côté, les physiciens ont cru disposer d'un appui financier quasiment inconditionnel et désintéressé de leurs gouvernements en faveur d'une recherche coûteuse dont eux seuls, physiciens, fixeraient les objectifs. On a donc pu croire pendant cette période que la science « fondamentale » était la première des priorités, que c'était elle qui indiquait le nord par rapport auquel se repérait tout le processus de recherche-développement, et qu'elle planait au-dessus des contingences de l'intendance matérielle. Actuellement, une tendance se fait jour qui insiste à nouveau sur la nécessité de répartir davantage des besoins et des exigences des sociétés, et le retour vers des préoccupations plus

pratiques se fait sentir sur fond de difficultés économiques et sociales et souvent au détriment d'une logique de la connaissance devenue un luxe fort coûteux et passablement inutile.

La position de repli vers la science fondamentale s'avère donc quelque peu précaire, d'autant qu'elle s'est accompagnée d'un retournement méthodologique des sociologues que R.K. Merton décrit dans les termes suivants (4) : « *La révolution copernicienne sur ce terrain d'analyses a été l'hypothèse que non seulement l'erreur, l'illusion ou les croyances inauthentiques étaient socialement (historiquement) conditionnées, mais que la découverte de la vérité l'était aussi. Tant qu'on n'étudia simplement que les déterminations sociales des idéologies, des illusions, des mythes et des normes morales, la sociologie de la connaissance n'avait aucune raison d'être. Il était clair que dans l'explication de l'erreur et de l'opinion non démontrée, il y avait des facteurs extra-théoriques et qu'étaient nécessaires des explications spéciales du moment que la réalité de l'objet ne pouvait expliquer l'erreur. Par contre, dans le cas de la connaissance démontrée ou vérifiée, il était établi depuis longtemps qu'elle pouvait s'expliquer adéquatement en termes d'une relation directe de l'interprète avec l'objet. La sociologie de la connaissance a surgi quand on fit l'hypothèse que même les vérités devaient être explicables socialement, qu'elles devaient aussi être mises en rapport avec la société historique de laquelle elles émergeaient* ».

Ce point de vue, dont l'adoption représente un changement de paradigme, revient à traiter la science comme une pratique sociale, et donc à analyser sa construction en prenant en compte bien d'autres déterminations que celles circonscrites au laboratoire. C'est en ce sens que la modernité de Boukharine est éclatante, notamment à travers quelques formulations qui furent redécouvertes et reproposées dans les années 70, comme : « *La théorie est de la pratique accumulée et condensée* », et encore « *La théorie est une pratique spécifique : une "pratique théorique"* » (1).

On en arrive ainsi à un curieux paradoxe : les progrès de la thèse avancée par Boukharine, sa victoire posthume en quelque sorte, auraient dessiné un trajet qui mène d'une redoutable hétérodoxie à la banalité la plus fade ! Serait-elle devenue un lieu commun ?

investigateurs investigués

N'allons pas trop vite en besogne. D'abord parce que la position qu'il exprime reste minoritaire dans le milieu scientifique lui-même, comme expliqué plus haut : elle est en contradiction avec les représentations dominantes que ce milieu se fait de sa propre activité – neutre par essence. Comme l'explique Jean-Paul Delahaye (5), « *la philosophie du jour du physicien est de type positive : il ne faut pas chercher à tout prix le sens des calculs qu'on fait; ce qui compte, c'est que ça marche* ». Et peu importe que sa philosophie de nuit soit différente – réaliste, le plus souvent : elle s'évapore au lever du jour derrière la technicité de ses expériences et la complexité de ses calculs. Dans les faits, on ne fait donc pas la différence entre objet pensé et objet concret, que l'on espère surprendre dans sa pureté, dans le plus simple appareil d'une jeune beauté que l'on vient d'arracher au sommeil. Cette philosophie spontanée vient renforcer le peu d'attrait qu'éprouve le microcosme des chercheurs à être métamorphosé en objet d'étude, et à se voir traité comme les rats de Skinner : il n'est donc pas étonnant que les avancées de la sociologie des sciences n'aient que peu pénétré le monde de la recherche, qui les ignore quand il ne les rejette pas.

Malgré tout, et en opposition avec l'opinion de ce monde, ce qui n'est somme toute pas un détail, on peut considérer que la sociologie des sciences a assimilé l'identification du procès d'élaboration des connaissances à une pratique sociale. Boukharine dit-il autre chose que cela ?

Non, sans doute, si l'on ne tente pas de spécifier autrement les déterminants d'une pratique sociale. Oui, si on s'y essaie : c'est là que se marque ce qui subsiste d'irréductible dans la thèse de Boukharine. Car ce n'est pas de n'importe quel subjectivisme qu'il nous parle, mais bien d'un subjectivisme *de classe*. Une pratique sociale se définit d'abord comme une pratique de classe. Ici, la fidélité à la tradition marxiste est évidente, encore qu'elle n'aille pas sans poser quelques questions. En effet, même si l'organisation de la recherche scientifique est hiérarchisée, il paraît difficile de séparer les chercheurs en se référant à une division interne en classes sociales : la plupart des chercheurs sont des salariés, et occupent des positions comparables dans le procès de production, à l'échelle de la société prise dans son ensemble. La position de classe dont il est question ici est donc avant tout idéologique, et elle s'exprime en termes de valeurs historiquement et socialement dominantes, plus ou moins intégrées individuellement par les acteurs de ce théâtre.

Il est donc clair que pour Boukharine, les choix idéologiques sont des choix de classe; aujourd'hui, et même dans des organisations qui se revendiquent du marxisme, on nuance, et on ajoute que « *en politique, les choix se déterminent en termes de classe et de sexe* » (6). Un second axe de référence est ainsi mis en évidence, ajoutant une dimension nouvelle au problème posé. Dans l'entretien qu'elle a accordé aux *Cahiers Marxistes* en février-mars 1990 (7), Isabelle Stengers explicite bien ces autres facteurs qui pèsent sur le procès d'élaboration de la science : ce sont des impératifs de mobilisation et de compétition, découlant des valeurs sociales qui organisent l'institution scientifique depuis le XIX^e siècle, dénoncées à juste titre par les féministes comme des valeurs « mâles ». Elle se livre d'ailleurs à cette occasion à un parallèle tout à fait intéressant entre deux tentatives qu'elle considère comme aussi mythiques l'une que l'autre, à savoir celle d'une science au féminin, et celle de la science prolétarienne dont il fut question plus haut. Dans les deux démarches, la partie critique est fondée, parce que des valeurs mâles et bourgeoises sont présentes dans l'institution scientifique, dans la division du travail sur laquelle elle s'appuie, dans ses modes d'organisation. Mais pour Isabelle Stengers, la solution n'est pas hors de l'Histoire, elle n'est pas à chercher dans une construction artificielle : il faut « *faire la différence entre les possibles de la science, qui apparaissent déjà dans toutes les tensions qui la traversent, et la science institution dominante qui impose à ceux qui y participent certaines valeurs, comme la compétition et la productivité* ».

la matérialisation des valeurs

C'est sans doute à cette idée, celle que leur activité, leur démarche intellectuelle même, pourraient être tributaires d'un monde de valeurs, que les scientifiques, dans leur grande majorité, sont les plus réticents. Ils admettent facilement par contre que le procès d'élaboration des sciences soit déterminé par un ensemble de conditions matérielles, dont, en ordre principal, l'environnement technologique, ce qui leur donne l'occasion de réaffirmer leur croyance en une possible autonomie : « *Donnez-nous les moyens, nous ferons le reste* ». Et certains d'ajouter « *puisque notre seule valeur est la recherche désintéressée du vrai* », sans se rendre compte qu'ils s'avancent là sur un terrain miné : Paul Feyerabend a, avec un certain humour, réglé son compte à ce mythe d'une démarche scientifique linéaire, méthodique et honnête (8).

Incidemment, n'est-ce pas la peur de voir la science perméable aux valeurs de la société qui, il y a une vingtaine d'années, poussait beaucoup de scientifiques à s'indigner bien davantage lorsque certains de

leurs collègues américains prêtaient leurs services au Groupe Jason chargé de développer la guerre technologique au Vietnam, que devant les actes criminels d'un Nixon ? Faisaient-ils autre chose, ces renégats, que Galilée qui construisait des télescopes pour les campagnes guerrières de son prince ?

Les valeurs, l'ensemble des représentations et des mythes véhiculés par une société, médiatisés par une volonté politique, se concrétisent dans des institutions, dans les moyens d'une politique scientifique. Les effets de cette « idéologie scientifique » ne doivent pas être négligés par rapport aux logiques utilitaristes axées sur les applications et les retombées de la recherche. Ils permettraient sans doute de relativiser le « malentendu » évoqué plus haut à propos du CERN, dont la création répondait aussi, « simplement », à une attitude positive des sociétés européennes d'après-guerre vis-à-vis de la recherche fondamentale. Le repli actuel vers des critères d'utilité sociale répond de même à un changement idéologique, dont le désenchantement ne serait nullement le seul mobile.

Les guerres servent souvent de points de référence pour juger de la capacité de mobilisation dont témoigne un pays, par opposition à la faiblesse de son engagement dans les activités scientifiques. Mais une telle comparaison oublie souvent ce que cette mobilisation entraîne avec elle comme modification des attitudes, des croyances, de sorte qu'il est tout à fait vain, à notre avis, de se demander ce que l'effort (financier) consenti aux USA pour la recherche scientifique et technique durant la Seconde guerre mondiale (par exemple en physique nucléaire, en médecine, pour les radars, etc.) aurait donné comme résultat en temps de paix. Les bons sentiments qui pousseraient à prévoir des résultats supérieurs, car non falsifiés par la logique militaire, etc., font peu de cas du contexte, celui d'une société entière arc-boutée sur ces objectifs, et ne s'interrogent pas beaucoup plus sur les conséquences, combien positives, de l'énorme élan scientifique de l'après-guerre, qui, en France par exemple, a donné naissance au C.N.R.S.

Le développement de la science soviétique offre également aux scientifiques de fréquentes occasions de réflexion. Il est patent que cette science s'est développée différemment de la nôtre, dans ses méthodes et parfois même dans ses concepts, sans qu'un physicien soviétique n'ait pourtant jamais douté que la réalité qu'il cherchait à décrire était la même que celle qui s'offrait à l'investigateur occidental, en quoi il montrait que, probablement sans l'avoir lu, il adoptait la première proposition de Boukharine, malgré les interdits du diamat régnant (et c'est d'ailleurs pour l'avoir nié que les dirigeants soviétiques provoquèrent dans leur pays, avec l'affaire Lyssenko, une catastrophe scienti-

fique et intellectuelle sans précédent). Mais il est remarquable aussi que le système scientifique soviétique a atteint dans son ensemble des performances qui sont sans commune mesure avec le niveau technologique du pays, très en retard sur celui des pays occidentaux, et qu'il est impossible de ne pas voir, là aussi, la manifestation positive d'une série de valeurs et de convictions philosophiques qui imprègnent la société soviétique.

de « tout est bon » au cahier de charges

S'il faut reconnaître que la découverte scientifique, et donc, dans une très large mesure, la recherche dite fondamentale, ne peuvent se plier à un cahier des charges, contrairement à la recherche technologique, il semble tout aussi clair qu'il est impossible d'éviter qu'elle soit forcée, contrainte ou stimulée, par la pression des facteurs idéologico-sociaux, des valeurs, des stratégies, que nous évoquons. L'enjeu se pose donc, pour les scientifiques, de ne pas, de ne plus, ou de moins subir mais de mieux maîtriser de telles pressions.

Cet enjeu se situe bien entendu dans la perspective d'une politique de la recherche. Le simple principe anarchiste du « tout est bon » qui, pour Feyerabend (8), serait encore le plus fertile, pourrait-il être érigé en principe directeur d'une (non)programmation scientifique ? Le faire – ou le laisser croire –, en voilant ainsi le poids réel des déterminations sociales, ne ferait qu'entretenir le mythe d'une autonomie de la recherche en tant que pratique sociale et de l'irresponsabilité du chercheur. A cet égard, la politique scientifique belge, toute pragmatique qu'elle soit, reflète assez bien ces préoccupations lorsqu'elle définit ses trois axes principaux : une recherche libre (le « tout est bon »), une recherche programmée d'initiative gouvernementale (le cahier de charges), et enfin une recherche programmée d'initiative des chercheurs, qui, dans son principe doit permettre au monde scientifique d'envisager concrètement la possibilité d'une programmation de l'intérieur inévitablement confrontée aux réalités sociales.

Pour en revenir à Boukharine, si l'on veut bien débarrasser son concept de « subjectivisme de classe » des interprétations staliniennes, économistes, qui, à son corps défendant, le connotent encore aujourd'hui, sa modernité se mesure à l'actualité brûlante des enjeux d'une programmation scientifique. Une programmation qui ne recevra l'adhésion active des chercheurs, condition à son installation durable en classe des sciences, que si, à travers les formes diverses de la connaissance et leur historicité, elle en reconnaît la portée objective.

Notes

(1) Nicolas I. BOUKHARINE, *Théorie et pratique du point de vue du matérialisme dialectique*, Communication présentée au Congrès International d'histoire des sciences et des techniques, Londres, 29 juin / 3 juillet 1931, réédité dans *Dialectiques* 13, 89 (1976).

(2) Christine BUCI-GLUCKSMANN, « Boukharine, théoricien marxiste », *Dialectiques* 13, 71 (1976).

(3) P. GILLIS, « Science et idéologie », *Cahiers Marxistes* 85, 20 (juin 1980); P. GILLIS et J.-J. HEIRWEGH, « Le marxisme, science d'appellation contrôlée ? », *Cahiers Marxistes* 134, 23 (juin 1985).

(4) R.K. MERTON, *Teoria e struttura sociale, III : sociologia della conoscenza*, Bologne, Il Mulino, 1971, p. 827 (cité dans *L'araignée et le tisserand*, Seuil, 1979).

(5) J.-P. DELAHAYE, « Le réalisme en mathématiques et en physique », *Pour la Science* 159, 34 (janvier 1991).

(6) Charte itinérante - idées, propositions, interrogations : *Delle donne la forza delle donne*, extraits dans *Cahiers Marxistes* 172, 7 (février-mars 1990). Ce texte a été publié par la commission « Libération et émancipation des femmes » du PCI, en 1987.

(7) Isabelle STENGERS, « Science et femmes, femmes de science : la force de l'utopie », *Cahiers Marxistes* 172, 67 (février-mars 1990).

(8) P. FEYERABEND, *Contre la méthode : esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Seuil, 1975.

Marxisme et langages : de la fonction du bobard

Débat avec Michel Gheude
et Daniel Peraya

*Les Cahiers Marxistes ont invité **Michel Gheude**, licencié en linguistique, conseil en communication, spécialisé dans les médias audio-visuels, chargé d'enseignement à l'ULB, et **Daniel Peraya**, docteur en communication sociale, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève, à débattre de marxisme et linguistique, ou plus largement de marxisme et langages. Ce débat, qui s'est déroulé le 15 mars 1991, a été mené pour les Cahiers Marxistes par Pierre Gillis et Didier Dupont; c'est ce dernier qui en a assuré la mise en forme.*

Il y a une vingtaine d'années, foisonnaient publications et débats sur « Marxisme et Sémiologie », « Marxisme et Linguistique »... Aujourd'hui, plus rien, ou presque. Que s'est-il passé ?

Daniel Peraya - Le constat est correct. Visiblement, la problématique n'est plus d'actualité aujourd'hui.

Michel Gheude - Elle est datée historiquement. Si on prend l'histoire de la linguistique au vingtième siècle, c'est un sujet qui est venu assez tard. Mais ni avant ni après cette période, qu'on peut effectivement situer il y a une vingtaine d'années, ce thème n'a été fort débattu. Plutôt que l'extinction du sujet, c'est donc son émergence qu'il faudrait expliquer.

D.P. - Au même moment d'ailleurs, les rapports avec le marxisme ont fait l'objet de discussions identiques dans d'autres disciplines des sciences humaines.

Oui, mais avec des rapports qui n'étaient pas les mêmes. Par exemple, dans la préparation de ce numéro, on s'est dit que le marxisme entretient des rapports privilégiés avec l'économie; c'est plus son objet.

M.G. - En sciences humaines, cela s'est posé en ethnologie, en psychanalyse,...

D.P. - ... dans les théories de la littérature, de la peinture, en histoire de l'art, sous l'effet de ce qui était plus un fait de société ou d'histoire qu'un phénomène lié au développement propre de chacune de ces disciplines.

Alors revenons-en à ce qu'il y avait de particulier à cette époque qui explique ce lien privilégié. Qu'est-ce qui rend compte de l'émergence de cette problématique, de son éclosion dans de multiples directions ? La sémiologie, la linguistique au sens large, a aussi entretenu, alors, des relations avec les disciplines que nous venons de citer. Les avancées en sémiologie, l'articulation qui s'est opérée à ce moment avec le marxisme, tout cela a aussi été reversé dans les autres disciplines constitutives du champ des sciences humaines. Alors pourquoi tout cela dans les années 60-70 ? Probablement est-ce aussi à relier avec l'émergence et la domination du structuralisme ?

M.G. - Cela relève d'une époque à laquelle, parmi les intellectuels, domine un projet critique. A travers la sémiologie, la sociologie, l'ethnologie, la psychanalyse, etc. C'est en fin de compte, par des approches diverses, la critique de la société qui est menée. Et il y a une volonté d'essayer d'articuler cela avec les mouvements sociaux critiques (communisme, socialisme, syndicalisme, mouvements anticolonialiste et anti-impérialiste : c'est l'époque de la fin de la guerre d'Algérie, puis de la guerre du Vietnam); bref, articulation avec des mouvements globalement critiques de la société de consommation, des sociétés multinationales. Cette volonté critique dominante parmi les intellectuels de l'époque s'articule à son tour sur une tradition critique qui est celle du marxisme. D'autre part, existe aussi la volonté d'essayer de construire un modèle cohérent structuré par ces diverses approches. Volonté que l'on retrouve dans le projet structuraliste dont l'ambition est de partir de corpus limités, mais d'élargir l'objet social étudié. Au fond, on se dit que si on prenait un corpus plus grand, on pourrait le décrire complètement. Et si on prenait finalement le corpus total, c'est-à-dire le monde -- celui de l'homme; pas l'univers, il ne s'agit pas d'une cosmologie -- on pourrait arriver, à force de travail scientifique, à le décrire complètement. Cet élargissement se fait dans la lignée de la critique des médias

(comme l'a formulée l'École de Francfort, puis dans sa lignée, la revue *Communications* en France), qui va s'articuler au marxisme. L'articulation s'opère entre autres à travers l'idée que la conscience subjective des masses ne correspond pas à leur condition objective. Donc qu'elles ont été trompées par un discours, par l'idéologie dominante, par les médias, de sorte que des masses qui, normalement, devraient se révolter, acceptent l'ordre établi.

Vu du côté du marxisme, ça correspond d'une part aux recherches d'Althusser et d'autre part, à peu près au même moment, à la redécouverte de Gramsci.

M.G. - Cela correspond à toutes sortes de recherches sur ce que peut être l'idéologie. Dans le léninisme déjà on retrouve l'idée qu'il peut y avoir un décalage entre la subjectivité des masses et l'objectivité de la situation, qui devrait conduire à des contradictions plus explosives que celles qu'on observe. C'est le rôle du Parti, à travers un travail de rééducation, de propagande, d'amener les masses à une compréhension de la situation objective et donc de leur donner les moyens de se dégager de l'idéologie dominante. Cela revient à accomplir un travail sur la nature de l'idéologie, sur son fonctionnement, sur les mécanismes qui amènent les gens à ne pas se rendre compte de la réalité de leur situation et à accepter leur aliénation, leur oppression, etc. Il est normal de rencontrer sur ce terrain des penseurs comme Gramsci, mais d'autres aussi qui réfléchissent sur les rapports entre idéologies dominée et dominante, sur le couple science-idéologie, etc. Questions qui apparaissent alors comme centrales. Et effectivement, dans le champ français, Althusser est important.

De manière plus précise, il est vrai que toutes les disciplines ont été travaillées en même temps, mais nous avons le sentiment qu'au départ, un accent particulier avait été mis sur les questions du langage. Ou qu'en tout cas cette préoccupation était plus nouvelle que la sociologie, par exemple, qu'on peut faire remonter à Marx ou à Weber.

D.P. - Il s'agit d'un retour de problématique : cette question avait été posée à d'autres périodes historiques. Dans les années 20 déjà... Chaque fois à des périodes où l'on a été préoccupé par des problèmes d'idéologie, de culture et par le rôle de la culture dans le développement de la société.

Dans les années 20, après la Révolution d'Octobre... Cela voudrait dire qu'historiquement, il y a une corrélation entre ce type de préoccupations et les moments où le mouvement critique se développe lui-même parce qu'il y a un projet de transformation sociale qui apparaît comme crédible.

M.G. - Dans cette période-là (1960-70) apparaît le structuralisme : c'est en effet la période à laquelle, à partir de la linguistique, un modèle théorique se développe et paraît capable de s'imposer aux autres sciences humaines. Le modèle structurel de la linguistique, c'est l'utilisation du binarisme dans d'autres sciences : l'ethnologie, avec Levy-Strauss, la psychanalyse avec Lacan. Donc une série de gens se disent que ce qui s'est passé en linguistique au cours des années précédentes, indépendamment de la question du marxisme ou de toute perspective critique, pourrait servir de modèle dans d'autres disciplines des sciences humaines.

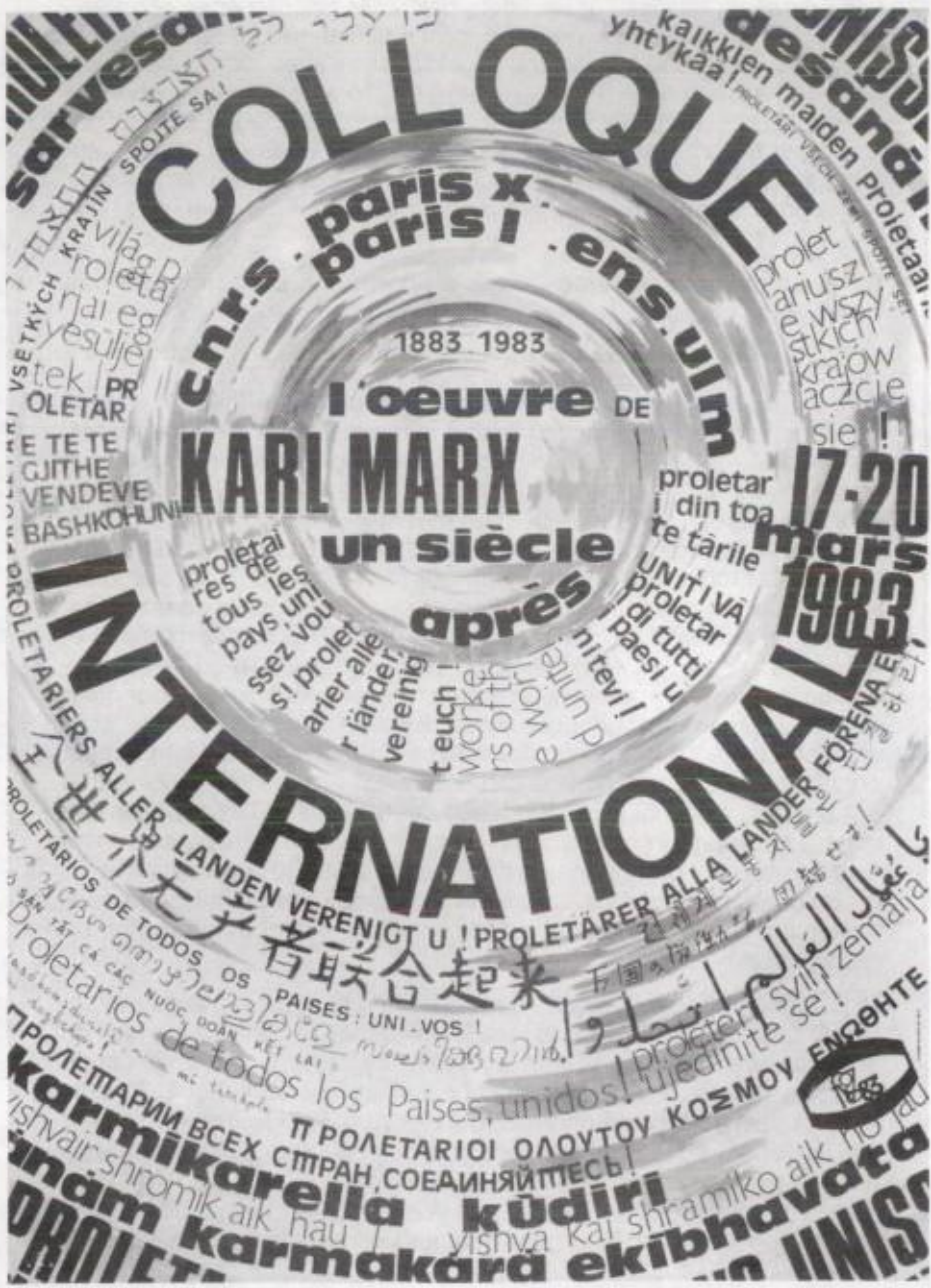
La linguistique apparaît alors comme un nouveau paradigme.

M.G. - Pour résumer, les deux phénomènes sont simultanés et c'est peut-être pour ça qu'on parle un peu plus de langage à cette époque. Mais l'explication première est probablement celle qu'avance Daniel Peraya : les questions du langage et de la culture sont essentielles durant les périodes où se pose la question de l'idéologie; l'autre effet (la linguistique comme nouveau paradigme) a renforcé cette donnée première.

D.P. - C'est vrai que d'une certaine façon, l'émergence du structuralisme dans l'histoire de la linguistique a transformé la philologie et la linguistique telles qu'elles étaient développées jusqu'alors. Mais c'est vrai aussi que le structuralisme, qui a vocation d'être une théorie explicative universelle dans le domaine qu'il explore, tombait à pic dans ces moments où l'on cherchait une maîtrise sur la destinée du monde, où l'on cherchait des clés d'interprétation autorisant la transformation du monde.

Dans les années 20, des préoccupations analogues ont donné naissance à des théories et à des pratiques artistiques et culturelles très formalistes. Puis le structuralisme a été reconvoqué dans les années 70 comme théorie des langages, de la communication et comme fondement d'explication de comportements langagiers, donc de communication, donc des comportements sociaux...

M.G. - ... donc à chaque fois où le côté plus économiste du marxisme apparaît comme incapable d'expliquer le mouvement qui est occupé à se passer, ou l'absence d'un mouvement attendu ou annoncé.



Les prévisions basées sur les effets des seuls phénomènes économiques sont erronées. La question de l'articulation de ces éléments subjectifs (culturels, langagiers, idéologiques) avec ce qui se passe dans la base matérielle (l'infrastructure) est alors posée : y a-t-il contradiction, ou possibilité d'enrichissement mutuel de la théorie, de manière à intégrer le tout dans un modèle unique ? D'où les discussions sur « linguistique et marxisme », « psychanalyse et marxisme », pour savoir si ces deux wagons peuvent être accrochés au même train, ou si l'un d'eux doit rester en gare.

D.P. - Ce qui est sous-entendu par rapport à ça, c'est la volonté de maîtriser les choses...

M.G. - ... c'est le cas de toute théorie...

D.P. - ... mais le structuralisme, plus que toute autre théorie, a eu la réputation d'être la théorie explicative par excellence; or, aujourd'hui, son modèle fondateur, le modèle du code, apparaît comme tout à fait limité. Les théories linguistiques ou communicatives en général définissent un émetteur, un récepteur et un message qui doit passer de l'un à l'autre. Ce message fait l'objet d'un encodage particulier; la communication s'établit lorsque le code est compris par l'émetteur et le récepteur. Aujourd'hui, on a découvert et on découvre toujours que la communication est un phénomène bien plus complexe, que les représentations et les significations ne s'échangent pas comme dans un modèle télégraphique, et que les représentations sont toujours construites pour quelqu'un; la communication a une dimension affective, relationnelle, sensio-motrice, liée à la constitution même du langage et à son aspect cognitif. Le modèle du code conçu comme échange d'information qui se calcule, qui se quantifie, modèle hérité des théories de l'information des années 40, apparaît comme complètement réductionniste parce qu'il ne tient pas compte du contexte historique, du sujet, de la personne et du fait qu'une représentation, un message est toujours un message pour quelqu'un : les interlocuteurs entretiennent dans la communication un rapport psycho-social.

M.G. - Ce modèle réducteur s'apparentait en quelque sorte au morse. Si S.O.S. s'encode ...---..., une fois qu'on connaît le code il n'y a plus de problème de décodage. Mais évidemment dans la communication interpersonnelle de la langue, c'est beaucoup plus compliqué. Si je dis « oui » à trois personnes, dans des conditions différentes, ce « oui » veut dire des choses différentes. Donc l'idée de pouvoir maîtriser complètement le phénomène à travers le concept de code est apparue à un certain moment comme parfaitement illusoire. Cela dit, il y a des codes, mais ils sont ouverts très largement à des interprétations, ils dépendent fortement des situations. Ce sont donc des modèles beaucoup plus

complexes qu'on ne l'avait imaginé à un moment donné.

On constate donc l'insuffisance des théories du code.

D.P. - Oui, ces théories donnaient l'illusion de la maîtrise parfaite des processus et des systèmes de communication.

M.G. - Le projet théorique était le suivant : prenons le morse qui est un code extrêmement rudimentaire et simple, prenons le code de la route, c'est un code un peu plus compliqué, mais aisément maîtrisable; si nous prenons ça comme modèle, nous devons arriver à maîtriser l'ensemble des codes. Il suffira de progresser en complexité et on finira bien par trouver un modèle descriptif du code global. Autrement dit, on peut arriver à maîtriser complètement la communication qui pourrait dès lors être décrite comme une sorte de mégacode. Donc un jour, à force de travail et de recherche, on pourra arriver à décrire l'ensemble des connexions; à la limite, on peut mettre ce code en machine. On peut donc créer une machine à traduire, ou à simuler l'ensemble de la communication et elle pourra fonctionner. Puisque l'homme est, en gros, un animal parlant, ceci revient en fait à dire qu'on peut mettre l'homme en code. On pourrait maîtriser ainsi complètement l'aspect culturel, langagier et communicatif de l'homme.

Et ça, c'est faux ?

M.G. - Ce n'est pas que c'est faux, mais ça paraît éternellement troué. Le code paraît échapper au moment même où on l'attrape et le modèle ne fonctionne plus !

C'est utile sur des modèles spécifiques, mais dès qu'on veut en faire un phénomène totalisant, ça échappe. On a donc acquis à cet égard une plus grande modestie et on s'est dirigé vers des recherches qui n'ont plus vocation totalisante.

D.P. - Des recherches qui ne s'appuient plus sur cette conception quelque peu mécaniste du code, mais qui tiennent compte de la situation complète dans laquelle les gens s'expriment, parlent et communiquent. On prend ainsi en considération la personne, la situation, le contexte et tout ce qui permet cette plurivocité d'interprétations dont nous parlions.

Mais ce projet d'articulation du marxisme et de la sémiologie ou des sciences du langage au sens large n'était-il pas une tentative d'échapper à cette détermination mécaniste et quelque peu réduc-

trice du seul code en y réinscrivant l'homme dans son historicité ?

D.P. - La sémiologie s'est développée comme un projet totalisant qui se voulait à la fois la science des langages et la science de la science. Cette prétention nous conduit dans le domaine du méta-langage, du discours sur le discours.

Le statut de méta-discours a été une condition d'existence pour la sémiologie, et c'est précisément lui qui a fondé son pouvoir d'interprétation ultime et totalisante des choses.

M.G. - Dans les années suivantes, on a redécouvert ce que les mathématiques avaient déjà trouvé, à savoir qu'on ne peut pas prouver mathématiquement les mathématiques. C'est le théorème de Gödel. A sa manière, la communication a découvert son théorème de Gödel. Il n'y a pas moyen de construire une métalinguistique parfaitement cohérente.

Tout comme il n'y a pas de science des sciences, non plus...

D.P. - ... Il n'y a pas de texte ultime en réalité...

... Pas de livre qui contienne tous les livres !

M.G. - En ce qui concerne l'articulation au marxisme, il y avait un conflit quant à la question « historicité/synchronicité ».

Plus précisément, avec le marxisme, il y avait à la fois complicité, parce que le marxisme apparaissait aussi comme une sorte de modèle globalisant, qui pouvait tout expliquer – en tous cas c'était son objectif, puisqu'il se propose d'expliquer l'évolution de la société de manière scientifique – et en même temps, contradiction, parce que le marxisme affirme ne pouvoir expliquer la société qu'historiquement. Les langages disaient partir d'une situation immédiate, concrète, instantanée, synchronique; ils n'ont pas besoin de savoir ce qui s'est passé il y a trois cents ans. On a donc connu une sorte de conflit théorique, qui nourrissait un peu de polémique, doublé d'une complicité sur la volonté totalisante : est-il possible d'articuler la science du langage, l'idéologie de la superstructure au marxisme classique ? Si oui, alors on disposerait d'un modèle global de la société.

D.P. - Au même moment, on a assisté à l'émergence ou à la renaissance de trois mouvements parallèles présentant à peu près le même type de fonctionnement : la théorie des idéologies, enracinée dans le marxisme, la théorie linguistique et enfin la psychanalyse. L'identité globale de fonctionnement entre ces trois mouvements repose sur l'idée de l'exis-

tence d'une perception fausse du réel qu'une théorie interprétante (le Code) peut permettre de rétablir afin de ne plus en être victime. Ces trois mouvements, ces trois discours fonctionnent sur le même mode – celui d'une réinterprétation des faits, du donné perceptible en fonction d'une logique autre qui est à redécouvrir et à reconstruire pour permettre de bien comprendre ce qui se passe dans le réel.

Le structuralisme constituait une espèce d'interface entre les niveaux conscient et inconscient propres à chacune des trois disciplines concernées, et son projet était de les articuler l'une à l'autre.

Cela rejoint en quelque sorte la préoccupation d'Althusser dans *Ideologie et appareils idéologiques d'Etat* : il y identifie le fond de l'idéologie bourgeoise avec la théorie du sujet. Par opposition, la négation de la théorie du sujet, posant en prémisse l'idée que les individus ne sont pas ce qu'ils disent être, que les sociétés ne sont pas ce qu'elles disent être, constitue un point de départ obligé pour le travail scientifique dans tous les domaines.

M.G. - Aujourd'hui on dirait, de manière totalement non aristotélicienne, que c'est vrai et qu'en même temps ce ne l'est pas. Ce qui a disparu, c'est l'idée que les gens étaient trompés, car cela revenait à dire, en quelque sorte, que si nous, intellectuels, à travers la mise en exergue du fonctionnement du code qui les trompe, nous pouvons leur montrer qu'ils sont trompés, alors ils verront et comprendront. Cela repose, au fond, sur une théorie du complot.

La dernière conclusion me semble excessive...

D.P. - Avec une quinzaine d'années de recul, il semble que le développement de ces théories (essentiellement en milieu universitaire et intellectuel) contribuait à justifier la position des intellectuels et leur rôle potentiel, puisqu'ils étaient les seuls à pouvoir élaborer ce type de théorie explicative.

M.G. - J'aime beaucoup l'histoire du *Bild* à ce propos. Depuis les années 50 les intellectuels allemands combattent ce journal populaire qui incarne à leurs yeux tout ce que la culture de la consommation peut avoir d'antipathique et de négatif. En 68, au moment de l'agitation étudiante à Berlin, on a assisté à une énorme pression étudiante contre le *Bild*, sorte de symbole de l'Allemagne dont ils ne voulaient pas. A cette occasion, ils ont aussi découvert les études de marketing du *Bild*. Entre les études hautement critiques des intellectuels à l'égard du *Bild* et ces études de marketing commandées par le *Bild*, il n'y avait aucune

différence ! Les deux disaient la même chose. A partir de là, chez certains en tout cas, il y a eu une prise de conscience que cet appel lancé aux masses (« vous voyez qu'on vous trompe, on va vous expliquer comment on vous trompe ») n'était qu'un leurre. Les gens savaient en fait très bien comment on les trompait puisqu'ils demandaient cette tromperie-là.

Ce n'est pas évident du tout : demeure le problème de la conscience de la tromperie. On peut très bien concevoir que ce que l'on retrouve dans les études de marketing est l'expression d'une conscience mystifiée.

M.G. - Je peux résumer les choses de manière caricaturale. Les lecteurs du *Bild* disent : « peu importe que le *Bild* mente, puisque ce mensonge me plaît ».

Si on vient alors leur dire que ce qu'ils lisent est faux, cela n'a aucune portée, puisqu'ils le savent déjà. Ce n'est pas ça qui compte à leurs yeux. Quand ils achètent le *Bild*, ce n'est pas la vérité qu'ils achètent. Donc quand on leur dit que le *Bild* ment et qu'on leur révèle la vérité, ils répondent que c'est très bien mais qu'ils n'en ont rien à faire !

Si l'on prend les théories qui interrogent la société sur la formation des mécanismes idéologiques, il paraît assez évident que tout ce que tu viens de raconter ne contredit pas l'idée que le *Bild* peut jouer un rôle essentiel dans la formation de leur propre aliénation. C'est auto-entretenu.

M.G. - D'accord, mais ça détruit complètement la possibilité pour l'intellectuel de venir jouer son rôle au nom de la vérité.

Oui, effectivement.

M.G. - Et ça pose le problème d'une tout autre manière. On change de question. On passe de l'aliénation au sens strict (la vérité à opposer au mensonge), à un autre jeu de questions : pourquoi une société veut-elle autre chose que la vérité ?

Revenons à cette idée du complot avec laquelle Daniel Peraya non plus n'est pas d'accord.

M.G. - Par complot, j'entends qu'une partie de la société, de manière consciente, trompe et oriente à son profit le reste de la société, grâce à sa maîtrise de la communication et de l'idéologie.

D'un point de vue marxiste, le terme complot paraît inadéquat parce qu'il n'y a pas plus de conscience « vraie » du côté des dominants que des dominés. La conscience est aussi fautive d'un côté que de l'autre, ce qui n'est jamais le cas dans un complot où les uns roulent les autres. Le marxisme avance que les classes dominantes sont elles-mêmes aliénées.

M.G. - C'est vrai : l'école la plus sophistiquée sur la question dit bien cela ! Gramsci, par exemple. Mais je pourrais dire les choses autrement : il faut se rendre compte qu'il n'y a pas de société sans bobard, et personne n'y échappe – ni les dominants, ni les dominés, ni même les intellectuels qui croient pouvoir démonter le bobard.

La caractéristique du langage, c'est le détachement des choses. Je peux parler de quelque chose qui n'est pas là. Grâce à ça, je peux faire de la fiction, de la littérature, de l'abstraction et donc de la science; grâce à ça encore, je peux mentir. Le tout, par la possibilité que j'ai de ne pas dire les choses telles qu'elles sont à l'instant où elles sont devant moi. Quand le bébé dit « maman » pour la première fois, le bobard est donc là ! Et si l'on admet que le mensonge est la condition même du langage, le problème de l'aliénation prend une tout autre tournure. L'intellectuel n'a plus à désaliéner.

Cela revient à nier la possibilité d'une théorie scientifique sur la société.

M.G. - Les sciences humaines sont largement revenues de cette volonté d'élaborer une théorie scientifique de la société. On n'y parle plus tant de sciences, mais plutôt de « *humanities* ».

D.P. - C'est une opinion qui se discute encore.

Parmi les marxistes on a connu le même genre d'évolution. A la même époque, on trouvait chez Althusser, dans la foulée de Marx, l'idée que la théorie (il n'est pas question de « doctrine » !) dont le prolétariat a besoin pour mener à bien son émancipation ne relève que de la science. Découvrant la réalité de son oppression, il découvrira les voies de sa libération. Si l'on voit les choses de cette manière, la bourgeoisie, les dominants développent une idéologie, mais par contre, les dominés ou le prolétariat n'ont pas besoin d'idéologie : la science leur « suffit ». Cette idée a été fondamentalement mise en cause au cours des dernières années, et aujourd'hui, par exemple, des héritiers d'Althusser comme Balibar ou Labica – si tant est que ce dernier puisse être rangé parmi ces

héritiers – insistent sur la nécessité de comprendre l'idéologie des dominés. La boucle est ainsi bouclée, mais il n'y a plus de place pour des raisonnements qui écarteraient le besoin d'idéologie chez les dominés au profit de la seule science garante de leur libération.

M.G. - Il y a eu en permanence débats là-dessus. D'une part, il y a un débat « sciences/idéologie », et un débat science bourgeoise / science prolétarienne qui a engendré, en linguistique, le débat entre Marr et Staline ⁽¹⁾ ; d'autre part, un débat entre les deux idéologies (dominée/dominante). L'idée qu'il existe une idéologie des masses exploitées découle de celle qui reconnaît l'existence d'une idéologie dominante. Quand je faisais mon émission « *Il y a Folklore et Folklore* », c'était dans la perspective qu'il existe une expression artistique populaire, une idéologie, des croyances, des valeurs, tout ce qu'on peut appeler un appareil idéologique, dominé, certes, mais pas inexistant, qui donne aux gens exploités des possibilités de se révolter, d'asseoir leur révolte, de s'opposer à ce qui vient de l'idéologie dominante. En gros, je pense d'ailleurs toujours que c'est vrai. Il est faux de penser que face à l'idéologie dominante, il n'y ait rien. Il y a évidemment des groupes sociaux avec des valeurs différentes : on trouve de la littérature, des chansons, des systèmes de mémoire et de transmission de mémoire. Face à la manière dont Thiers raconte la Commune, on trouve des récits qui se transmettent de père en fils pour former aussi une mémoire et une culture, des systèmes de valeurs qui font que « les autres ce n'est pas nous », etc. La question qui se posait était celle de l'interprétation du constat : va-t-on greffer de la science sur cette idéologie spontanée, dominée ? La science, à elle seule, suffira-t-elle, en la développant, à donner quelque chose d'autre ? La science, dans ce cas, est-ce le marxisme ? Mais la science se divise en science bourgeoise et science prolétarienne, comment cela marche-t-il ? Sur tout ça, il y a des affrontements d'écoles, affrontements donc sur l'articulation de tous ces éléments.

D.P. - Moi, je me demande si la question est encore d'articuler. Ainsi, si l'on prend l'évolution de quelqu'un comme Bourdieu, l'idée qu'il reprend de cette reconnaissance d'idéologies différentes, de milieux différents qui secrètent leurs propres formes culturelles, leurs formes langagières, revient à la définition de marché linguistique (cf *Ce que parler veut dire*). C'est reconnaître l'idée qu'il y a des lieux où certaines choses peuvent être dites, sont dans l'ordre du « dicible », alors qu'ailleurs elles ne peuvent l'être. Cette idée se rapproche de celle des jeux de langage développée par Wittgenstein et reprise par exemple par Lyotard. On

(1) A ce sujet, on lira avec grand profit la note explicative qui suit la retranscription de ce débat, et que Didier Dupont a rédigée pour nous rafraîchir la mémoire.

relativise ainsi les règles et les codes à leur contexte d'utilisation, enraciné dans le réel, dans le social, et dans l'historique. Nous tenons ici un sédiment du courant impulsé par les rapports entre marxisme et linguistique au sens large... Bourdieu en est donc un bon exemple. Il essaie de réarticuler une théorie historique relativement enracinée dans le marxisme et la théorie des idéologies, à une théorie linguistique ou socio-linguistique qui expliquerait cette notion du « dicible ». Autrement dit, qui expliquerait la valeur attribuée à certaines choses dites, ainsi que la supériorité de certains marchés linguistiques sur d'autres. Mais leur accorder un statut de dominant, c'est déjà reconnaître l'existence d'autres marchés, et c'est aussi reconnaître que chaque marché réagit à des règles internes.

On est loin de la primauté de l'infrastructure.

D.P. - Sur cette primauté, avait-on auparavant une réponse claire ?

En fait, toutes les recherches menées dans le domaine ont insisté sur l'autonomie relative plutôt que sur la détermination en dernière instance. Les thèses de Bourdieu peuvent apparaître comme une illustration de cette autonomie relative, mais elles ne contestent pas la détermination en dernière instance par l'infrastructure.

M.G. - ... en toute dernière instance !

Nous avons esquissé très grossièrement une histoire des rapports qui nous occupent. Essayons maintenant de comprendre pourquoi la problématique a été à peu près abandonnée. Parce que le marxisme est abandonné ?

D.P. - En partie pour ça, oui.

Ou parce que la linguistique ne s'impose plus comme un modèle directeur en sciences humaines ? En d'autres termes, il n'y a plus de projet global de transformation sociale, d'une part, tout le projet critique des années 70 est abandonné ou en panne, et d'autre part le modèle linguistique est lui aussi délaissé. Peut-on dire que la conjonction de ces deux faits ait engendré l'abandon de la problématique qui nous intéresse ici ?

M.G. - La linguistique au sens strict a probablement été abandonnée, mais dans le domaine de la communication, ce modèle n'est pas

abandonné. Il continue même à fonctionner, mais de manière répétitive et figée. Les études sur la communication, sur la télévision par exemple, ou sur la publicité, bref tout ce qui met la communication en jeu de manière sociale, ne sortent pas de l'opposition des années 40 entre théorie empirique et théorie critique (Lazarsfeld, d'un côté; Adorno, de l'autre, avec une vague sortie vers Mac Luhan qui n'a pas vraiment fait école). Très répétitif, parce que ces théories sont fort vulgarisées et qu'on n'a pas assisté à un renouvellement depuis les années 40 de sorte qu'on a régressé en deçà du niveau d'empirisme ou de criticisme atteint alors. En gros, on continue à dire que les médias, c'est l'idéologie dominante, c'est la théorie du « complot », de la manipulation de l'information. Rappelons-nous le récent conflit du Golfe et sa couverture par CNN...

CNN a été critiquée en France alors que la plupart des Français n'ont jamais vu les images de cette chaîne captées seulement par 100.000 ménages de ce pays. Les Français ont vu des images de CNN sur TF1, sur A2, sur la Cinq, mais pas sur CNN.

Mais venons-en à la pratique plus spécifique de l'information. Des choses surprenantes se passent aujourd'hui.

M.G. - Il y a des tas de phénomènes intéressants aujourd'hui. Ainsi, quelqu'un qui est sur place (dans le Golfe, par exemple) détient moins d'informations que celui qui est dans un centre de presse bien informé, mais il apporte quelque chose que l'autre ne peut apporter : l'impression, l'atmosphère, le climat,...

... le mensonge, comme on disait tout à l'heure...

M.G. - ... la rumeur, tout ce qui ne peut être ressenti que sur place. Et ça, lui seul est capable de le donner.

Il authentifie en quelque sorte.

M.G. - Exactement, et il retrace le climat. Voilà pourquoi il est indispensable, parce qu'aucun téléx ne donnera jamais cette impression authentifiante. C'est donc par la fusion, par la confrontation des deux que moi, assis dans mon salon à suivre « la guerre en direct » j'ai l'image d'un Scud qui tombe et qui fait un vague éclair, du bruit; la tête du correspondant qui change, s'inquiète et me fait peur.

Cette impression-là, je ne peux pas l'avoir dans un studio. En revanche les détails techniques, le nombre de blessés, etc. viennent du présentateur en studio.

D.P. - Au fond, aujourd'hui, le fait d'avoir quelqu'un sur place n'est pas une garantie d'information, mais c'est une garantie mythique de la véracité des choses, de la légitimité du discours tenu sur l'événement. Après avoir suivi les discussions sur les médias qui ont accompagné la guerre du Golfe, je pense que le courant critique dans le domaine de la communication est loin d'avoir disparu. Il s'est quelque peu figé, mais reste dominant quoiqu'appauvri théoriquement. L'analyse ne s'exprime certes plus en termes marxistes, mais elle demeure critique à l'égard des médias.

C'est à cela qu'on voulait en venir : là aussi se lit la perte d'influence du discours marxiste.

M.G. - A sa manière, il est aussi devenu dominant. L'économisme, en tout cas, dans les années 80.

C'est une version peu satisfaisante du marxisme.

M.G. - J'en conviens. Mais cet aspect-là du marxisme est devenu dominant dans le discours libéral, qui s'est considérablement écarté de son discours fondateur. En effet, à l'origine, le discours libéral avance qu'« est citoyen celui qui est libéré de la question économique et qui ne se consacre qu'à la politique ».

... qui a assez de fric pour le faire !

M.G. - Exactement. Qui est libéré de l'économie et qui peut donc se préoccuper de la question politique de manière libre. On est loin de ça aujourd'hui dans le discours libéral qui est un discours économiste pur. D'une certaine manière, la société entière est devenue marxiste, dans le mauvais sens du terme, dans le sens « vulgate » du terme. Aujourd'hui, on explique tout par l'économie ! C'est le paradoxe du néo-libéralisme.

Vous nous permettrez aussi de regretter que du côté du marxisme, les courants les plus porteurs de l'articulation dont nous parlions, à savoir les courants les moins économistes, aient eux aussi régressé. On a l'impression que tous les courants qui, dans les années 60-70 avaient mis l'accent sur la détermination de l'idéologie dans les phénomènes de prise de conscience collective des masses sont en relative perdition.

D.P. - Comme tous les courants qui avaient au départ l'ambition d'être des théories explicatives totalisantes.

Mais la tendance économiste, elle aussi, manifeste une volonté de totalisation, par principe et par essence !

Pour conclure, comment pourrions-nous situer le moment précis du développement de la théorie linguistique qui nous a occupés dans ce débat (les années 60-70) par rapport à l'évolution globale des théories linguistiques ?

M.G. - Il y a un très vieux débat qui traverse toute l'histoire de la linguistique depuis Platon, depuis le *Cratyle*. Le langage est-il ce qu'il est de manière arbitraire (j'appelle ceci une *table*, mais j'aurais pu dire *chaise* ou *Schmurf*) ou bien est-ce motivé par une raison sous-jacente ?

D.P. - Ce qu'on pourrait aussi formuler de la manière suivante : y a-t-il une relation naturelle entre le langage et le monde ?

Autrement dit, y a-t-il une forme de déterminisme qui va de la nature à la société, jusqu'au mot ?

M.G. - Quand Jakobson montre que le langage fonctionne sur un certain nombre de phénomènes qui sont toujours les mêmes, avec des oppositions binaires et qu'il compare ce binarisme au fonctionnement du code de l'ADN, il motive. On articule ainsi des codes naturels et des codes linguistiques, tout ça relevant d'une logique sous-jacente -- logique de l'humain : en mettant l'accent sur ce point de vue, je motive. Mais évidemment, plus je motive, moins j'ai de liberté. Donc ma liberté est du côté de l'arbitraire. Alors, je pense que dans la période où on a essayé d'articuler les choses au marxisme, à une notion de code généralisant, on était à la recherche d'une structure qui se situe plus du côté de la motivation. Finalement comme c'était aussi le cas de la théologie au Moyen Age.

En revanche, maintenant, on est dans un moment plus tourné vers l'arbitraire et donc vers la liberté, vers des situations particulières, vers l'interprétation libre des gens, etc... Paradoxalement, l'arbitraire est synonyme de liberté.

L'autonomie des théories elles-mêmes, vue sous cet angle, se réduit à peu de choses : faut-il accepter l'idée que les axes de recherche soient aussi dépendants de l'air du temps ?

M.G. - On n'a pas le choix : personne ne peut échapper aux idées dominantes de son temps.

à propos de Marr

didier dupont

D'un point de vue linguistique, Marr réagira contre deux tendances dominantes de son temps : la méthode comparatiste et le formalisme.

En effet, au début du vingtième siècle, l'étude historique comparative, héritée du siècle précédent au cours duquel elle s'était acquis ses lettres de noblesse, gardait de nombreux adeptes. Leur ambition consistait à décrire les langues d'Europe et d'Asie qui ont pour origine commune l'indo-européen. La recherche de ces racines indo-européennes comme activité dominante parmi les linguistes eut pour corollaire la relative occultation d'autres familles de langues. Elle n'était par ailleurs, chez certains linguistes, pas dénuée d'un certain fond que l'on qualifierait aujourd'hui de raciste : les langues indo-européennes et leurs cultures étant privilégiées par rapport aux autres. C'est notamment sur ce terrain que Marr plaça sa réaction et celle-ci n'est pas à lire sans relation avec la politique des nationalités menée sous Staline.

D'autre part, la Russie tsariste du début du vingtième siècle, puis la jeune Union Soviétique connurent un véritable bouillonnement scientifique et culturel qui n'épargna pas la linguistique. La référence aux thèses de Plekhanov était fréquente dans ce débat. Plekhanov tenta d'envisager la nature dialectique du lien qui unit l'évolution historique des contenus et l'éclatement des formes antérieures, sous la pression des contenus.

On caricature à peine la réalité en affirmant que le formalisme russe né entre l'hiver 1914-15 (fondation du « Cercle Linguistique de Moscou ») et le début 1917 (formation de la « Société d'Étude du Langage Poétique », *l'Opoïaz*, animée par B. Eikhenbaum, B. Tomachevski, R. Jakobson, V. Chklovski, J. Tijnianov, O. Briik, V. Propp, etc.) privilégia l'élément « formel » du couple dynamique distingué par Plekhanov. Leur volonté de fonder une poétique considérant les faits littéraires comme

des faits linguistiques structurellement organisés les a poussés à l'étude de ces structures formelles envisagées en elles-mêmes et pour elles-mêmes. Leur définition de la *littérarité*, à savoir de l'existence de critères formels (lois, ou même simples régularités) qui seraient propres au discours littéraire, en dehors de tout usage social qui est fait de celui-ci, montre à suffisance la dérive mécaniste et idéaliste de leurs conceptions. A l'opposé, Marr privilégia l'élément « contenu » du couple distingué par Plekhanov. Sa déviation était non moins idéaliste et mécaniste.

Comme on sait, la position de Marr devint, à l'aube des années 30, la seule à avoir droit de cité en Union Soviétique, et partant, pour la plupart des partis se réclamant du marxisme-léninisme.

Certes, une troisième voie eût été possible, puisqu'au cours des années 1920-30, en contradiction avec les formalistes auxquels ils étaient pourtant liés, mais avec la volonté d'aller au-delà de la problématique saussurienne tout en évitant un sociologisme vulgaire, M. Bakhtine, V. Volochinov et P. Medvedev orientaient leurs recherches vers la « forme-sens » (conçue de manière dialectiquement liée) et manifestaient des préoccupations très nettes quant aux modes d'intervention du sujet d'énonciation (conçu dans toute sa socialité) dans son énoncé.

La nature des réactions de Marr est intéressante en ce sens qu'elles s'inscrivent dans la ligne des déviations bogdanoviennes qui, du passé, prétendaient faire table rase : rompre avec la culture bourgeoise et sa science pour instaurer une culture et une science prolétariennes. Marr proposa donc une « Nouvelle Théorie Linguistique », la japhétidologie qui, à partir de l'étude des langues caucasiennes, faisait remonter la protolangue bien au-delà de l'indo-européen, à quatre éléments sal-ber-yôn-rosh. Chacun d'eux était, d'après lui, « *le complexe sonore premier qui, par son histoire, est fondé comme superstructure non seulement comme élément de sonorité, mais aussi comme élément de pensée* ». ⁽¹⁾

Le projet marriste est donc clair :

a) rompre avec l'hégémonie indo-européaniste, laquelle linguistique est désormais présentée comme « *la chair de la chair, le sang du sang de l'opinion publique bourgeoise* » ⁽²⁾; une linguistique « *qui a*

(1) F. GADET, in *Les maîtres de la langue*, ouvrage collectif contenant des textes de Marr, Staline et Polivanov, Maspéro, Paris, 1979, p. 106.

(2) et (3) *Ibid*, pp. 107-108.

fait son temps et qui était construite sur l'exploitation, par les peuples européens, des peuples d'Orient par une politique coloniale meurtrière »⁽³⁾.

b) présenter la langue comme un des éléments de la superstructure, ce qui implique des langues de classes et est lié, par ailleurs, à la conception d'une évolution linguistique en quatre stades, selon l'évolution infrastructurale des sociétés qui les parlent. Le point d'aboutissement logique de cette conception dévoyée est la possibilité d'une utopique future langue universelle après l'abolition des classes dans la société communiste, stade ultime avant la destruction du langage devenu médiation inutile dès lors que l'unité de la pensée et de la production aura été réalisée.

Staline sut se servir de ces théories (dans sa politique d'unification linguistique nationale en URSS, notamment) jusqu'à ce que l'imposture scientifique devînt insoutenable.

En 1952, il publia *A propos du marxisme en linguistique*. A cette date, il n'est plus question du dépérissement de l'Etat, mais de son renforcement; l'espoir d'une société communiste est différé et le retard pris par les sciences soviétiques victimes des thèses prolétariennes impose une réaction au plus haut niveau. On proclame la neutralité de la science. La langue n'est plus superstructure : elle est, tout simplement, moyen de communication.

Dans l'aventure, la linguistique soviétique aura perdu vingt ans (qu'elle a largement rattrapés depuis) et quelques-uns de ses meilleurs chercheurs. Les moins malchanceux, ceux qui échappèrent au goulag, s'exilèrent ou survécurent dans des instituts de province, tels Bakhtine à Saransk ou Lotman à Tartu.

Outre *Les maîtres de la langue*, le lecteur intéressé par cette question pourra consulter :

- J.B. MARCELLESI et B. GARDIN, *Introduction à la sociolinguistique*, Larousse, Paris, 1974, pp. 34-64.
- J.L. HOUEBINE, *Langage et marxisme*, Klincksieck, Paris, 1977, pp. 143-161.
- La revue *Langages*, 46, juin 1977, « Le Marrisme ».
- M. BAKHTINE, *Le marxisme et la philosophie du langage, essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*, Ed. de Minuit, Paris, 1977.

le marxisme et les arts

jacques aron

On sait que l'art n'occupe qu'une place très limitée dans les écrits des deux fondateurs du marxisme. Ce sujet n'y est abordé qu'incidemment et il n'est jamais entré dans leurs intentions de rédiger un traité d'esthétique. Les considérations qu'ils lui consacrent ne manquent cependant pas d'intérêt, non seulement pour une meilleure connaissance de leur oeuvre, mais encore parce qu'elles s'inscrivent dans un système de pensée global qui assigne une fonction à l'idéologie, aux représentations, bref à l'ensemble des formes de conscience. Celles-ci sont toutes considérées comme des reflets d'un processus vital naturellement et socialement déterminé, qu'elles influencent à leur tour.

La philosophie marxiste rejette l'autonomie de toutes ces manifestations au profit d'une approche dialectique des produits de la conscience et de la réalité. Ce concept capital – la réalité – de la théorie de la connaissance développée par le marxisme n'a cessé de faire problème, d'être interprété de façon dogmatique, d'être utilisé abusivement par des mouvements politiques se réclamant du marxisme pour orienter ou réprimer tel courant ou telle forme de pensée.

La réalité, distincte de la représentation que s'en font les hommes, y est définie par le niveau de développement atteint par la société, par ses forces productives et les relations sociales correspondantes, lesquelles s'imposent à chaque nouvelle génération d'hommes comme un donné préalable. Cette réalité a objectivement incorporé l'effet de l'action transformatrice des générations passées sur l'homme et sur son milieu et se constitue donc aussi des retombées objectives de la subjectivité, de la conscience passées.

Mais le marxisme ne se veut pas seulement théorie de la connaissance aussi objective que possible mais encore philosophie engagée, transformatrice. Il induit ainsi une pratique politique dont l'ambition est d'être d'autant plus efficace qu'elle s'appuierait sur une vision plus scientifique de la société. On sait ce qu'il peut en coûter d'être trop

présomptueux en la matière. Mais notre propos n'est ici que de traiter de quelques conséquences de l'invocation du marxisme dans un domaine, l'art, qui ne relève directement ni de la connaissance, au sens scientifique, ni de la politique.

Nous le ferons de façon générale, sans nous attacher particulièrement à l'expérience belge, à laquelle les *Cahiers Marxistes* ont consacré un dossier en novembre 1985.

C'est évidemment après la Révolution d'Octobre, dans des conditions historiques données avec l'intervention d'un parti unique au pouvoir, régentant – au nom du marxisme – tous les aspects de la vie sociale qu'apparaît une relecture très circonstancielle des écrits de Marx et de Engels et de ceux qui s'en étaient inspirés jusque là.

Ces conditions qui représentent un champ d'expérimentation nouveau, sans précédent, dans lequel s'engagent des millions d'individus pleins d'espérance, contiennent aussi en germes toutes les manipulations réductrices d'une théorie complexe élaborée par des hommes désintéressés et de grande culture. Simplifiée à des fins pédagogiques, la méthode de connaissance devient instrument de domination ; l'action politique réduit à son usage immédiat toutes les formes spécifiques de la conscience.

Au moment où le parti communiste – 1932 à 1938 – unifie sous son contrôle tous les courants intellectuels et intervient en arbitre de leurs débats, il affirme et impose de plus en plus la théorie et les normes esthétiques du « réalisme socialiste ».

Seule l'acuité des affrontements politiques en Europe après la crise économique de 1929 et la montée du fascisme, affrontements qui n'épargnent aucun aspect de la culture dans quelque pays que ce soit, permet de comprendre que cette théorie ait été tenue dans l'ensemble du mouvement communiste pour un enrichissement du marxisme. Ses effets ont été désastreux.

Faisant ultérieurement le procès de la méthode stalinienne, G. Lukács notait avec pertinence ses traits essentiels qui imprégnaient aussi les interventions du parti sur la littérature, la peinture ou la musique.

« La tendance de Staline consiste à exclure partout, dans la mesure du possible, l'ensemble des médiations et à établir un rapport immédiat entre les faits les plus bruts et les positions théoriques les plus générales (...). Staline, qui ne disposait pas de l'autorité déjà "naturelle" de Lénine, autorité due à la gran-

deur de ses actions et à ses importantes conquêtes théoriques, chercha refuge dans la tendance à mettre en oeuvre en chaque circonstance une justification immédiatement évidente de toutes ses mesures, de telle sorte que ces dernières soient présentées comme des conséquences immédiatement nécessaires des théories marxistes-léninistes. (...) L'absence de scrupules, chez Staline, allait jusqu'à remodeler également la théorie, si nécessaire, selon les exigences de ce principe d'autorité. » (1)

Dans le domaine artistique, un nom reste indissolublement lié à cette entreprise, celui de A. Jdanov, « *ce stalinien d'une rigueur doctrinale sans fissure* » comme l'écrivait J. Duclos en 1948 à une époque où ces mots ne pouvaient être compris que comme un éloge.

Les écrits de Jdanov présentent tous cette articulation polémique élémentaire des concepts. Un déterminisme sans faille relie en une chaîne causale ininterrompue classe sociale, idéologie, politique, expression artistique quelle que soit la manière dont elle se manifeste.

Comme l'écrivait J. Fréville en introduction aux textes de Marx et Engels sur la littérature et l'art, « (...) *Marx insiste sur le fait que le rapport entre le développement de la production matérielle et l'essor de la production artistique n'est ni direct, ni immédiat, ni harmonieux. Le niveau et le caractère de l'une ne correspondent pas nécessairement au niveau et au caractère de l'autre.* » (2)

A l'encontre de cette interprétation correcte, Jdanov, au premier congrès des écrivains soviétiques (août 1934) oppose démonstrativement la littérature soviétique à la littérature bourgeoise.

« Le déclin et la corruption de la littérature bourgeoise, qui découlent du déclin et de la corruption du régime capitaliste, se présentent comme le trait caractéristique, comme la particularité caractéristique de l'état de la culture bourgeoise et de la littérature bourgeoise dans le temps présent. » (3)

A l'inverse :

« Seule la littérature soviétique, qui est la chair et le sang de notre construction socialiste, pouvait devenir et est devenue réellement aussi avancée, riche de contenu, révolutionnaire. »

Jdanov trace alors aux écrivains soviétiques la voie du réalisme socialiste, de la représentation de « *la réalité dans son développement révolutionnaire* ».

« Et là, la vérité et le caractère historique concret de la représentation artistique doivent s'unir à la tâche de transformation idéologique et d'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme. »

Ce programme a valeur d'exemple pour toute la culture. Les oeuvres serviront la cause du socialisme et ses héros, *« les bâtisseurs actifs de la vie nouvelle : ouvriers et ouvrières, kolkhoziens et kolkhoziennes, membres du Parti, administrateurs, ingénieurs, jeunes communistes, pionniers ».*

L'art de tendance, contrôlé par le parti entraîne nécessairement de nouvelles simplifications opératoires de la théorie marxiste : la dissociation non dialectique du fond et de la forme. Il s'agira de distinguer commodément le contenu idéologique dont on mesurera l'adéquation à la ligne politique du parti, et la forme proposée aux « ingénieurs des âmes » comme une technique. Le contenu sera d'autant plus facile à assimiler que l'artiste sera passé maître dans sa technique spécifique. Le contenu sera prolétarien ou socialiste et la forme nationale, traditionnelle, non problématique.

Il faut bien dire qu'au moment et dans le contexte où ces thèses sont formulées, les dangers d'une instrumentalisation totale des arts au service de la politique, leur transformation en « arme dans la lutte des classes » n'apparurent pas à de nombreux intellectuels communistes ou politiquement engagés qui acceptaient l'idée d'un art de tendance.

Depuis le début du siècle, l'avant-garde artistique qui s'affirmait à coup de manifestes et d'excommunications majeures combattait l'isolement du créateur et recherchait son immersion dans les forces vives de la société.

L'espoir d'un nouveau statut social de l'artiste avait accompagné le développement du mouvement socialiste. Quand ce courant supplémentaire, le réalisme socialiste s'ajouta aux autres, à tous les « ismes » déjà recensés par dizaines, il provoqua partout des débats passionnés.

Dès 1935, Aragon regroupa une série de conférences prononcées à Paris et à Bruxelles, accompagnées de documents soviétiques sous le titre : « Pour un réalisme socialiste » (4). La revue *Commune* et la *Maison de la Culture* animèrent à Paris plusieurs débats sur le thème du réalisme, débats très ouverts où l'on vit aux côtés d'Aragon des artistes aussi divers que Jean Lurçat, Marcel Gromaire, Fernand Léger, Le Corbusier ou André Lhote (5) ! Jean Fréville édita en 1936 et 1937,

successivement, les textes de Marx et Engels, de Lenine et Staline (6).

Avec ces publications, écrira ultérieurement Maurice Thorez, « *la pensée marxiste donna des bases théoriques à un réalisme axé sur le progrès social et la transformation du monde* » (7).

Oui, dans la France du Front Populaire, la querelle du réalisme est encore ouverte. Les textes de Lenine rappellent opportunément que l'individualisme a sa place dans la création artistique, qu'il ne convient pas de régler ces questions par la censure, que le grand écrivain n'est pas forcément un homme politique et surtout combien l'expérience soviétique est grevée par le retard culturel des peuples de l'URSS.

« ... Chez nous, la transformation politique et sociale a précédé cette transformation culturelle, cette révolution culturelle face à laquelle nous nous trouvons maintenant malgré tout.

Cette révolution culturelle nous suffit maintenant pour devenir un pays entièrement socialiste, mais pour nous cette révolution culturelle présente des difficultés incroyables, à la fois d'un ordre purement culturel (car nous sommes illettrés) et d'un ordre matériel (car pour être cultivés, il faut un certain développement des moyens matériels de production, il faut une certaine base matérielle). » (8)

Il y a dans ces débats autour du réalisme d'admirables perspectives engendrées par la dynamique du moment.

Chez Jean Cassou :

« Comment s'établit notre relation avec la réalité, pour nous autres artistes modernes ? Dans l'acte créateur, tel surtout qu'il est manifesté depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours, pour nous écrivains, depuis Flaubert et Baudelaire, pour vous peintres, depuis Ingres et Delacroix, en passant par Courbet, Manet, Cézanne et toutes les grandes révolutions picturales dont nous nous réclamons, dans l'acte créateur, je distingue deux éléments fondamentaux : d'abord une volonté de séparation, de destruction, d'opposition et de choc ; ensuite une volonté de construction, d'union, un appel à l'assentiment et à l'harmonie. »

Et Cassou de se livrer alors à l'analyse subtile du plus révolutionnaire de ces mouvements, le cubisme qui exerça tant de fascination sur les artistes contemporains de la Révolution d'Octobre :

« ... Le peintre cubiste qui avait rompu tout lien avec la société de son temps aspirait à retrouver le lien avec la société nouvelle. Il se refusait à plaire au public de son temps et c'est pourquoi son

art était si agressif, mais il portait aussi en lui le pressentiment d'une communauté future. Ces formes brisées étaient le signe d'une harmonie possible.

Ces débris d'objets tendaient obscurément à se reconstituer. C'est ainsi qu'un même acte révolutionnaire réunit le besoin d'opposition de l'artiste et son besoin de réconciliation et d'unité, son besoin de contraction sur lui-même et de son besoin d'expansion universelle. » (9)

Et quelle prudence aussi dans l'analyse de Léon Moussinac qui savait qu'un art nouveau ne naît pas sur injonction :

« ... Nous sommes au commencement. Les analyses pousseront plus avant et pénétreront lentement un domaine où jouent de façon si subtile le sentiment et la raison, la technique et l'idée. (...) Il serait absurde de penser qu'il puisse s'agir de supprimer, d'une décision quelconque les formes actuelles, diverses, anarchiques, de la peinture et de la sculpture : si le prolétariat est l'héritier des plus sûres valeurs culturelles créées par la bourgeoisie, les valeurs techniques ne sont pas, parmi elles, les moins importantes ; mais ces valeurs techniques doivent être confrontées et jugées selon l'accroissement de qualité qu'elles peuvent communiquer aux oeuvres, selon la façon dont elles peuvent majorer, en quelque sorte, la sensibilité de l'artiste, en rejetant à l'occasion hors de lui toute métaphysique et toute mystique.

Là-dessus on ne saurait, en raison des écoles existantes, des personnalités déjà engagées, tomber immédiatement d'accord. Les tendances de forme, cette sorte de spéculation intellectuelle qui consacre l'évasion de l'artiste d'une réalité avec laquelle il ne s'accorde point et qui détermine, par la clientèle à laquelle objectivement il s'adresse, la plus grande part de ses rapports sociaux, tout cela subsistera-t-il, sans doute, assez longtemps encore. Il ne saurait en être autrement.

A leur rapprochement pour des fins semblables (la révolution), un rapprochement qui ne saurait consacrer que des tendances générales, on doit penser que les divergences primitives s'émousseront, (qu')une certaine unité, fournie par le contenu de classe des oeuvres nouvelles, et non la forme, qualifierait déjà, avec quelque netteté, les efforts de la jeune peinture révolutionnaire. » (10)

Combien est plus hasardeux déjà l'appel d'Aragon à se rallier au réalisme socialiste défini par l'URSS et à brûler ce qu'il avait adoré hier, le cubisme, le dadaïsme, à condamner les surréalistes qui « ne surent

accepter le marxisme que du bout des lèvres, rien ne fut changé dans leurs méthodes. Bien plus, ils prétendirent faire entrer dans le marxisme avec eux et leur bagage poétique, les théories de Freud, plier le marxisme aux théories de Freud, et cela en dehors de toute considération économique ou sociale ».

Inquiétant déjà le réquisitoire du procureur Aragon, qui n'avait pas en France le bras séculier qui allait s'abattre ailleurs :

« Il est temps d'en finir avec le genre m'as-tu-vu de la douleur, les hallucinations à un ou à plusieurs, le pas donné au subconscient sur la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher, la sexualité comme système et le délire comme représentation, il est temps d'en finir avec le baroque, le modern style et la foire aux puces, suprêmes ressources de l'ennui mondain et du pessimisme des loisirs. (...)

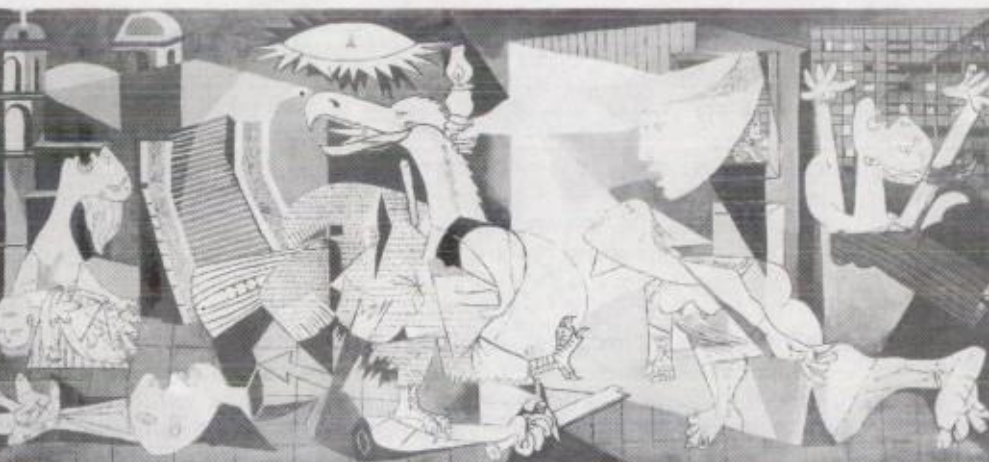
Je réclame ici le retour à la réalité. Assez joué, assez rêvé éveillé, au chenil, les fantaisies diurnes et nocturnes. (...)

Je réclame le retour à la réalité. Je le dis, qui donc s'y oppose, sinon ceux qui ont intérêt à la couvrir, à la dérober à notre vue ? (...) Nous autres, les alliés du prolétariat révolutionnaire, ses frères de combat, nous avons comme devoir de jeter à bas ce trompe-l'oeil, nous autres qui attendons tout de la dénonciation de la réalité. Nous n'avons rien à cacher, et c'est pourquoi nous accueillons comme une parole joyeuse le mot d'ordre de la littérature soviétique, le réalisme socialiste. » (11)

Ensuite vinrent les années sombres, où l'acuité de la lutte politique effaça toutes les nuances, évinça toute analyse à la lumière même des concepts que le marxisme avait forgés.

Si les circonstances (la guerre d'Espagne, le renforcement des états fascistes, le Deuxième guerre mondiale, la guerre froide...) pesèrent lourdement sur tous les aspects de la vie sociale, elles n'expliquent ni n'excusent entièrement les erreurs engendrées par la soumission de tous ces aspects aux objectifs à court terme de la politique. Les alliés d'hier furent rejetés. Aragon avait fait d'André Gide un modèle d'engagement pour les intellectuels :

Tous ne choisissent pas leurs destinées ; les uns avant les autres savent reconnaître et le mouvement de l'histoire et la véritable liberté qui est l'acceptation de ce mouvement, l'identification de nos désirs individuels avec la réalisation du devenir humain par la classe montante, le prolétariat, héritier de toute la



Variation sur Guernica. Picasso.

culture de l'humanité. L'exemple précieux entre tous qu'a su donner André Gide dans ces dernières années reste encore parmi les écrivains une position d'avant-garde. » (12)

Mais Gide avait reconnu très tôt l'emprise inquiétante du stalinisme, la main-mise croissante sur le parti d'une couche de bureaucrates sans culture et sans scrupules. Polémiquant avec *l'Humanité*, dans le contexte des procès de Moscou, il écrit :

« Wurmser cite, sitôt après, une phrase de moi, extraite de mon retour de l'URSS : "Les erreurs particulières d'un pays ne peuvent suffire à compromettre la vérité d'une cause internationale, universelle". J'écrivis cette phrase, non point du tout comme Wurmser cherche à le démontrer, contre la cause de la Révolution, mais précisément au contraire, pour sauvegarder les intérêts de celle-ci, alors que l'URSS de Staline les abandonne – ainsi qu'il me paraît de plus en plus prouvé ; ainsi que devront le reconnaître bientôt tous les gens de bonne foi qui ne consentiront pas à se laisser plus longtemps aveugler. Je crois (il est nécessaire d'y insister), qu'il est extrêmement dangereux aujourd'hui de lier la cause de la Révolution à l'Union Soviétique, qui, je le répète, la compromet. » (13)

Le temps est venu de l'invective :

« André Gide prêche "l'acte gratuit", la "disponibilité" de l'individu qui n'adhère à rien et ne s'engage à rien. L'action est

ennemie : "J'ai peur de m'y compromettre, écrit Gide, je veux dire de limiter par ce que je fais ce que je pourrais faire". *Ce fut entre les deux guerres le plus parfait poète de la décomposition de l'homme.* » (14)

Il faut dire que l'exemple vient du sommet.

Jdanov à propos d'Akhmatova :

« C'est la poésie d'une grande dame hystérique ballotée entre le boudoir et l'oratoire. » (15)

Sur Chostakovitch, Prokofiev, Khatchatourian, Kabalevski, etc... :

« Ces camarades sont les principales figures dirigeantes de la tendance formaliste en musique. Et cette tendance est totalement fausse. (...) Cette tendance remplace la musique naturelle, belle, humaine, par une musique fausse, vulgaire, parfois simplement pathologique. » (16)

Les dix années de l'après-guerre marquent le sommet de la politisation des arts. *Peindre a cessé d'être un jeu*, écrira Aragon en 1951 dans le contexte de la guerre d'Indochine. L'approche théorique qui accompagne ce phénomène en vient à idéaliser le lien de la représentation à la réalité et à le présenter comme univoque et évident.

« Pour expliquer ce que c'est la poésie, il n'est pas besoin de longs exposés théoriques. (...) L'exemple est là ».

Et de citer un poème de Hugo dans lequel figure ce vers :

Le logis était propre, humble, paisible, honnête

pour en conclure :

« Pas un mot qui ne soit la description des choses telles qu'elles sont, qui ne suppose l'existence des choses indépendamment de celui qui les dit. » (17)

Le rejet de toute interprétation individuelle, de toute déformation intentionnelle, qualifiée de formaliste conduit inévitablement à la lecture la plus mécaniste de la théorie de l'art comme reflet de la réalité objective censée contenir une *« musique naturelle »* (Jdanov), un logis *« humble, paisible, honnête »* ou la beauté même dont l'artiste réaliste n'aurait qu'à s'inspirer. Jean Fréville :

« Car le beau n'est pas une création de la fantaisie artistique, comme l'enseignait Hegel : le beau artistique reflète ce qui est beau dans la réalité vivante, objective. » (18)

Cette évidence du sens commun est l'équivalent théorique d'une

peinture qui n'a de réaliste que le nom, qui, par les moyens les plus conventionnels de la représentation des apparences, idéalise en une image optimiste et glorieuse le « socialisme réalisé » ou en devenir.

La déstalinisation permit aux tentatives de desserrer le diktat politique sur les arts de prendre plus d'ampleur.

L'ouvrage que l'écrivain et critique autrichien Ernst Fischer avait publié en 1959 en RDA sur *La nécessité de l'art* fut traduit en anglais en 1963, en français en 1965 (19).

Rejetant les oeuvres basées sur « *l'idéalisation et la propagande* », Fischer proposait de ne retenir qu'une attitude nouvelle de l'artiste impliquant son « *accord fondamental avec les buts de la classe ouvrière et du monde socialiste en train de naître* ».

« Après le XX^e Congrès, l'adhésion rigide à une théorie marxiste "monolithique" des arts cessa d'être obligatoire, et, bien que les tendances conservatrices soient encore fortes, des concepts artistiques très divers s'affrontent maintenant dans le cadre fondamental du marxisme ».

Malgré la volonté d'ouverture, son refus du dogmatisme, Fischer n'en persiste pas moins à attendre de l'écrivain qu'il « *présente objectivement le déroulement total de la réalité* » sans se réfugier dans le subjectivisme. Son réalisme sera cependant critique mais de façon positive, visant à surmonter les inévitables contradictions et conflits entre l'individu et la communauté.

Le réalisme ainsi libéré va se définir de façon de plus en plus extensive ; Garaudy publia en 1963 *D'un réalisme sans rivages* (20). Abandonnant les exigences encore formulées par Fischer, l'auteur y affirme qu'« *une oeuvre peut être un témoignage très partiel, très subjectif même, sur le rapport de l'homme au monde à une époque donnée, et ce témoignage peut être authentique et grand* ».

Garaudy plaide pour la reconnaissance par le marxisme de la spécificité de la création artistique qu'il voit comme

... « une réponse globale à l'ensemble des questions posées à l'artiste par son temps, son milieu familial, social, religieux, culturel, sa situation personnelle et ses fonctions, ses amours et la totalité de sa vie. Cette réponse est autre chose et plus que la somme des conditions qui l'ont suscitée ».

Dans l'oeuvre, il y a un côté mythique,

« c'est-à-dire l'expression concrète et personnalisée de la conscience de ce qui manque, de ce qui reste à faire dans les secteurs non encore maîtrisés de la nature et de la société ».

Aragon, préfaçant ce livre qu'il tenait pour un événement, car il y décelait une *« méditation active, où l'art contribue à la transformation du monde »*, après avoir redit son indéfectible attachement personnel au réalisme, laisse cependant échapper quelque doute :

« Et si l'ébranlement dans la connaissance du réel vient d'hommes et d'oeuvres qui ne se disaient pas réalistes, qui ne l'étaient pas délibérément, Matisse, Joyce ou Jarry... »

Et cet étrange aveu que je laisse au lecteur le soin d'interpréter :

« Le réalisme est devenu le parti-pris de ma pensée, un parti irréversible, en raison de l'expérience de toute ma vie. On comprendra peut-être un jour ce que je lui ai sacrifié. »

A partir des années 70, la voie paraît enfin ouverte pour un renouveau de la pensée marxiste sur l'art. Nous avons déjà attiré l'attention précédemment sur le rôle important joué en cette matière par des penseurs comme Henri Lefebvre ou Théodor Adorno (21).

H. Lefebvre avait opportunément insisté sur la nécessité d'abandonner le préjugé du primat de l'analyse logico-rationnelle sur les manifestations artistiques dans le processus cognitif. D'abandonner le fétichisme du Logos, précipitant l'art dans le domaine infernal de l'irrationnel. Il s'agissait de réhabiliter *« ce connaître du "vivre" et du "vécu" »* qui prend forme dans l'art.

Comme l'écrivait fort justement Lefebvre :

« Il diffère du savoir abstrait en nature, en essence, et non seulement en degré. » (22)

Peut-être convient-il aujourd'hui pour progresser encore d'abandonner cette injonction intimée à l'art d'avoir à s'inscrire dans une visée de connaissance. Le marxisme n'a-t-il pas été lui aussi trop fasciné par l'efficacité scientifique, la prenant pour modèle de toute tentative de transformation du réel, rejetant, dans la foulée de Hegel, l'art dans les étapes pré-linguistiques de la conquête du savoir.

L'art transforme le réel par ses voies spécifiques. Sans doute n'est-il, fondamentalement, que le cri de la créature face au monde où elle est contrainte de vivre.

Et le mouvement *« réaliste »*, en peinture par exemple, n'est que ce cri devant certains aspects de la réalité. C'est à la fois sa grandeur et sa

limite face à d'autres courants par lesquels le réel s'est révélé à nous, a pris forme de façon souvent inattendue et provocante. C'est encore une projection de l'analyse logique que de considérer l'oeuvre d'art comme une réponse à une question que son auteur se serait posée.

Le « *je ne cherche pas, je trouve* » de Picasso est à prendre au pied de la lettre. En art le processus est inversé : seule la réponse a permis de mettre à jour la question.

Il demeure parfaitement légitime que la philosophie marxiste cherche à comprendre le réel pour le transformer, interprète les manifestations de la subjectivité, l'art et les autres, à la lumière des réalités objectives. Dans ce processus de pensée, le concept de réel, le réalisme, a tout son sens.

Mais cessons d'entretenir la confusion purement superficielle et intéressée entre le réalisme philosophique et tel ou tel courant artistique dont la qualité serait due à sa connaissance supérieure de la nature ou de la société.

On risque alors, ainsi que l'expérience l'a montré, de cautionner les oeuvres dont la réception ne heurte pas le bon sens, c'est-à-dire les apparences, et de condamner des phénomènes sans doute plus fondamentaux et plus révélateurs de la transformation du réel.

Ainsi en va-t-il de la peinture non-figurative, révélatrice d'un temps où l'apparence ne livre plus la clé de la compréhension du monde.

Comme l'écrivait Pierre Daix à propos du cubisme, il faut mettre en rapport les transformations de la peinture « *non pas avec la durée courte des modes et des écoles, mais avec la longue durée des changements dans les moyens de connaissance et les attitudes mentales* ».

Notes

1. G. LUKACS, Lettre à A. Carocci (1962), dans le *Recueil de textes* publié aux Editions sociales, Paris 1985.
2. J. FREVILLE, K. MARX, F. ENGELS, *Sur la littérature et l'art*, Editions sociales, Paris, nouvelle édition complétée en 1954.
3. A. JDANOV, Discours au 1^{er} Congrès des écrivains soviétiques (1934) dans le *Recueil de textes sur la littérature, la philosophie et la musique*, Editions de la Nouvelle Critique, Paris, 1950.
4. L. ARAGON, *Pour un réalisme socialiste*, Denoël et Steele, Paris, 1935.
5. *La querelle du réalisme*, Editions sociales internationales, Paris, 1936.
6. Voir note 2 et V. LENINE, J. STALINE, *Sur la littérature et l'art*, Editions sociales internationales, Paris, 1937.
7. Préface à l'ouvrage de J. Fréville, note 2.
8. LENINE, *Sur la coopération*, 1923, cité dans l'ouvrage de J. Fréville, note 6.
9. Voir note 5.
10. Idem.
11. L. ARAGON, « Le retour à la réalité » (1935). Voir note 4.
12. L. ARAGON, « D'Alfred de Vigny à Avdeenko » (1935). Voir note 4.
13. A. GIDE, Lettre à Jean Guéhenno (1937) dans *Littérature engagée*, Gallimard, Paris, 1950.
14. R. GARAUDY, *Une littérature de fossoyeurs*, Editions sociales, Paris, 1947.
15. « Sur les revues *Zvezda* et *Leningrad* » (1946). Voir note 3.
16. « Sur la musique » (1948). Voir note 3. On y trouve aussi, à propos des « nouveautés » de la peinture moderne heureusement supprimées par le parti : « Cette innovation s'exprimait dans des histoires de fous : on dessinait par exemple une femme à une tête sur quatre jambes, un oeil regardant par ici et l'autre au diable ».
17. L. ARAGON, *Hugo, poète réaliste*, Editions sociales, Paris, 1952.
18. Voir note 2.
19. Editions sociales, Paris.
20. Plon, Paris.
21. Voir J. ARON, « Le PCB et les arts plastiques », *Cahiers Marxistes*, nov-déc. 1985, n° 137-138.
22. H. LEFEBVRE, *Hegel, Marx, Nietzsche*, Casterman, Tournai, 1975.

marxisme(s) / science(s) sociale(s)

michel godard

Dans la tradition stalinienne, la sociologie était disqualifiée comme discipline bourgeoise, avec la psychanalyse, entre autres. Tandis que les Secrétaires-Généraux de PC furent volontiers considérés comme de grands scientifiques. Ce qu'ils n'étaient pas tous ni tout le temps : ainsi vinrent certains doutes.

Alors et jusqu'il y a peu, le «marxisme-léninisme» dans les universités de l'Est faisait figure de référence générale, et fonctionnait comme une obligation mondaine. Tandis qu'à l'Ouest c'était plutôt le contraire, les plans de carrière et la cooptation mandarinale encourageant au mieux les marxistes au repentir, et sanctifiant plutôt, en général, l'ignorance la plus crasse des travaux de Marx, d'Engels et de leurs successeurs.

Maintenant que les bananes ont gagné sur le socialisme, l'obligation mondaine est tombée là-bas, et les derniers repentirs peuvent trouver à s'exprimer ici et faire récolter quelques cacahuètes.

Mais la supériorité morale et intellectuelle est-elle donc acquise au camp des bananes et des cacahuètes ? Le présent article est tout entier du côté de ce point d'interrogation.

A défaut d'une sociologie de la production sociologique, qui reste à encourager *ab nihilo* et qui fournirait d'utiles indications, l'examen des rapports entre marxismes et sciences sociales mérite en effet quelques développements qui seront présentés ici selon quatre axes : histoire académique ; objet de connaissance ; prétention scientifique ; articulation au politique.

à propos des clivages académiques

Dans le monde occidental, le courant intellectuel marxiste a connu une histoire principalement extra-universitaire. Sauf dans les années 1970, suivies des repentirs trop souvent peu glorieux évoqués en préambule, les exceptions sont régionales et disciplinaires : une école géographique anglaise aujourd'hui, une école française d'historiens de la Révolution de 1789 hier, un cercle d'économistes ailleurs,...

Ce vide académique doit être examiné. Il signale d'abord évidemment un écart très significatif entre la réalité sociale et la pratique académique : d'un côté, des centaines de millions d'hommes, depuis des décennies, mouvement ouvrier ici, anti-impérialiste ailleurs dans le monde, ont fait ou font référence - peu importe comment, le fait est là - à des doctrines d'inspiration marxiste ; de l'autre, la quasi-totalité d'une élite intellectuelle, désignée comme humaniste et critique, ignore les travaux fondateurs de ces doctrines, ou se place elle-même au niveau des vulgates qu'elle «affronte»¹.

Mais encore ce vide académique a-t-il une histoire, et un mode de fonctionnement particulier. Ainsi tous les manuels de sociologie mentionnent-ils Marx et Engels dans le tableau des ancêtres, et par exemple *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* au registre des textes fondateurs. Ce qui paraît toutefois typique, c'est qu'on se débarrasse ensuite volontiers des-dits ancêtres. Les sociologues renvoient aux économistes, qui passent aux historiens, ces derniers cédant en retrait aux philosophes qui remettent aux politiques : carte rouge et dégagement dans les tribunes, ce mauvais football - trop latéral, dirait-on - n'est pas une fatalité.

1. Ainsi, pendant des lustres, et en tout cas pendant les années 60 et 70, le cours d'histoire générale donné à toutes les premières candis sciences humaines de l'ULB par Jean Stengers commençait par une réfutation du marxisme en trois leçons. Le professeur -libéral, plutôt progressiste et par ailleurs fin analyste- y présentait un moulin marxiste-déterministe (qu'une monitrice un peu délurée n'aurait pas présenté à des petits pionniers de douze ans) et le pourfendait ensuite triomphalement. A défaut de quoi son cours, disait-il, n'aurait pas eu de sens ni de nécessité. Heureusement, il gagnait toujours et continuait, mais plus d'un Sancho en est devenu sceptique.

On pouvait aussi, et on peut encore, dans la même université, être docteur en histoire, enseignant et socialiste, et se réclamer du marxisme, «tendance Proudhon». Ce qui dans un seul élan est vite dit, met à l'aise pour combattre l'étatisme léniniste, et n'emporte d'ailleurs aucune antipathie (voir Ph. Moureaux dans *La gauche face aux illusions néo-libérales*, ouvrage collectif, Ed. Labor).

En l'espèce, le fonctionnement trans-disciplinaire des recherches de Marx et Engels était un choix de méthode, et il n'était pas isolé. Les «sciences sociales» - la dénomination n'était pas acquise - de la première moitié du 19^e siècle visaient à englober questions économiques, sociales, politiques, démographiques : les héritiers des Physiocrates ne sont pas de purs économistes, Malthus n'est pas qu'un démographe, Saint-Simon et ses disciples ne sont pas de purs théoriciens,... Un exemple de la scène belge peut être retenu pour ne pas allonger cette liste, celui de Quételet, figure revendiquée par toutes les disciplines ensuite séparées (et on pourrait lui adjoindre Ducpétiaux).

Dans le procès de la séparation ultérieure, il ne faut pas négliger le fait que la «physique sociale» (terminologie de Quételet), puis la «sociologie» (dénomination imposée en France par A. Comte) ont vite senti le soufre du «socialisme», qu'il y a eu un refoulement de ce qu'on appelait «la question sociale», et parfois de dures batailles idéologiques dans les universités, comme par exemple lors de l'expulsion d'Elisée Reclus de l'ULB, au tournant du siècle (expulsion qui a divisé l'institution et les loges maçonniques auxquelles elle était liée).

Au plan conceptuel, un des mouvements les plus marquants fut celui de la séparation économie/sociologie, qui est consommée au début du 20^e siècle². Pour les économistes, la discipline de référence devient la psychologie : celle de *l'homo economicus* et de ses «propensions» à consommer ou à entreprendre chères aux marginalistes. Et encore s'agit-il seulement le plus souvent d'une référence superficielle, et d'une psychologie de sens commun (pour ne pas dire de café - d'Ecole - de commerce).

On notera en passant que, dans le monde social-démocrate, ce changement des références va de pair avec la poussée réformiste - l'évolution théorique d'un De Man est typique pour la Belgique- et puis avec la dissolution du réformisme lui-même dans la gestion «sociale» de l'Etat capitaliste.

L'écart sera maximal quand l'hégémonie de l'économétrie, à partir des années 1960, aura été assurée. Mais il faut remarquer qu'à ce moment-là l'ambition proprement théorique est souvent modeste : il s'agit seulement de pilotage économique à court terme (six mois, un an

2. PARETO (1848-1923) doit être un des derniers auteurs reconnus à la fois par les économistes et les sociologues, encore que les uns et les autres aient retenu ensuite dans son oeuvre des morceaux seulement, et pas les mêmes.

ou deux), sur base de modèles dérivés de la comptabilité nationale.

Mais le mouvement inverse est aujourd'hui une nécessité apparemment reconnue. Le débat sur les politiques keynésiennes et le rôle régulateur de l'Etat est porté par les besoins de gestion de la restructuration capitaliste en cours - de la « crise » dit-on - dans les centres développés : belle revanche des doctrines politiques n'est-il pas ? De même, les débats sur l'échec des politiques dites de développement du Sud, sur le rôle là-bas des castes étatiques, et sur le rapport aux sociétés civiles (à l'économie grise, informelle). Marx, Engels, Lénine et quelques autres peuvent bien être ignorés, qu'ils reposent en paix, les problématiques qu'ils ont parcourues sont ré-ouvertes.

à propos du social

Sans compter que les historiens ont vu grossir en leurs corporations les rangs de ceux qui s'attachaient à l'histoire économique et sociale (reprenant l'héritage d'un Pirenne en Belgique, de l'école des Annales en France), le rapprochement perceptible du côté des économistes invite à reposer la question de l'objet des sciences sociales, l'unicité de celui-là ayant été perdue plutôt que contestée dans le mouvement des clivages académiques entre celles-ci.

Quand Marx et Engels parlent de la société, ils construisent les concepts de mode de production, de formation économique et sociale ; et Gramsci après eux, par exemple, celui de bloc historique. On voit bien que ces concepts résistent aux clivages entre disciplines : ils désignent *la société comme totalité* et objet de leur pratique d'étude et d'action.

Du côté des premiers historiens, leurs contemporains, ils sont en la -bonne- compagnie de ceux qui travaillent les notions d'Etat et de Nation, voire de culture, mais aussi de citoyenneté. Avec les républicains bourgeois donc, contre les représentants des appareils idéologiques d'Ancien Régime, essentiellement l'Eglise.

Même si aujourd'hui la survivance de telle famille noble peut étonner, comme l'aptitude de l'Eglise catholique à ressortir des fossiles vivants du formol de l'Est européen, la question de la citoyenneté n'est pas une question close : justement pas dans l'Est européen, et pas non plus dans le Sud en révolte, ni peut-être même pas chez nous, où les délices de Capoue du citoyen passif vont de pair avec une percée de l'idée des droits de l'homme. Justement pas, parce que la victoire de l'anti-totalitarisme signe la défaite du concept de totalitarisme, qui était abusivement déduit de celui de totalité sociale, et qui était censé rendre compte d'un blocage absolu.

Mais indépendamment de ce compagnonnage républicain ancien ou vivant, le concept de totalité a été produit par diverses disciplines, de façon désormais incontournable.

Au plus fort, l'élaboration du concept de *langue* par les linguistes mérite d'être mise en exergue pour deux motifs. Premièrement, parce qu'il s'agit là d'un objet proprement irréductible à l'individuel : un charabia absolument individuel est absolument incompréhensible, le code constituant le groupe social et marquant ses limites - poétiques, là où les significations sont marginales ou floues - et ses exclusions (celles du fou, ou des étrangers). Deuxièmement, parce que les pratiques discursives sont effectivement au coeur de toutes les pratiques sociales, y compris celles de la connaissance : «ça» cause tout le temps, le poids et l'écran des mots sont partout.

L'élaboration du concept de *culture* par les ethnologues va dans le même sens, et c'est notamment un C. Lévi-Strauss qui a défendu avec autorité «la totalité» comme objet de connaissance³, dans une optique structurale qui vise les échanges codés de paroles, de femmes et de biens.

A *contrario*, ces acquis signalent deux limites. D'abord celle des analyses de communication (dites analyses de contenu), qui ont buté sur une manipulation empiriste des «évidences» de signification : à force de compter des mots et des signes dans des messages, on s'est rendu compte qu'on en tirait souvent moins qu'on y avait mis en hypothèses⁴. Ou autrement dit, selon une formule joliment imagée : pour comprendre le jeu d'échec, il ne sert à rien de compter les mouvements des pièces.

L'autre limite est en forme d'impuissance et concerne la sociographie quantitative, dont un symbole est le sondage d'opinion. Encore que le perfectionnement méthodologique ait été impressionnant, et stimulé récemment par des outils informatiques et mathématiques nouveaux, ces techniques ont manifesté leur impotence stratégique. Non pas que telle erreur de prévision de vote ait signalé un vice rédhibitoire, mais bien parce que le mouvement de la société leur échappe : la France s'ennuyait, disait-on quelques semaines avant mai

3. Voir notamment «l'introduction à l'oeuvre de M. Mauss», avec la quatrième édition (1968) d'un recueil de textes de ce dernier. Le concept de totalité avait été défendu par Mauss en 1902...

4. Le diagnostic est de Berelson, l'auteur d'un manuel américain qui (a) fait mondialement autorité.

68, le titre journalistique étant en l'espèce plus, et seul, ouvert sur l'hypothèse d'une fête qui a suivi.

Ce qui est en cause ici, c'est l'insuffisance et l'inadéquation du modèle prévalent et naïf du *marketing* : questions simples -aimer un peu, beaucoup,...; préférer ...; associer ...- sur des objets simples comme un paquet de cigarettes, une limonade, l'image d'un politicien ou d'une lessive.

Ces deux limites révèlent que l'objet - la société - est structuré et dynamique, deux caractéristiques qui seront examinées ci-après.

une ambition scientifique

Si les prétentions scientifiques des *Politburo* ont été moquées à juste raison, il n'est pas certain que la sociologie déclarée par eux bourgeoise ait été logée à meilleure enseigne dans son camp supposé.

Le sens commun tient en effet pour acquis que les sciences humaines ne sont pas de vraies sciences : les vraies, ce sont les mathématiques, les sciences naturelles, les sciences «dures» dit-on aujourd'hui comme par compassion pour les «molles».

Sans contester la nécessité d'une critique du scientisme, qui a marqué le 19^e siècle (Marx et Engels compris), ni de celle du positivisme qui a favorisé le dérapage «marxiste-léniniste» (c'est à dire stalinien)⁵, on conviendra que l'évidence du sens commun à propos des incertaines sciences sociales offre un angle d'attaque prioritaire ici et maintenant.

Or la définition des sciences (naturelles) par le sens commun - serait-ce celui des scientifiques eux-mêmes - repose en réalité sur un effet de séduction subjective, qui est trompeur et au demeurant fragile. Cet effet de séduction est généré par le prodigieux essor technologique des deux derniers siècles, et peut se symboliser d'une formule : quand un ingénieur, appliquant des règles d'ingénieurs, nous dit qu'un pont va tenir, le pont tient. Le label scientifique est ainsi accordé socialement à une capacité de prédiction et à un consensus corporatif. Et le label peut perdre de sa valeur à mesure que quelques catastrophes se produisent : ainsi a repris vigueur une attitude anti-sciences aujourd'hui d'inspiration écologiste.

5. On peut considérer que les travaux de D. Lecourt, sur l'affaire Lyssenko, et ceux de G. Labica, notamment, ont bien déblayé le terrain.

Mais la capacité de prédiction passe à tort pour une définition suffisante d'une pratique scientifique. On doit en effet tenir pour un acquis minimum, et ancien, de l'épistémologie des sciences naturelles que leur histoire moderne est celle d'un «matérialisme rationnel» ou «rationalisme appliqué», selon les termes que G. Bachelard a proposés dès les années 1930⁶.

Ces concepts renvoient par exemple à «l'invention» de l'électricité : celle-ci n'est en pratique à peu près pas immédiatement observable dans la nature; contre l'évidence du fluide de feu et de lumière, il a fallu construire à la fois un dispositif expérimental (technologiquement déterminé d'ailleurs) et un système d'hypothèses pour produire et mesurer de l'électricité. Autre exemple, on a inventé et produit de l'oxygène et une théorie de l'oxydation : «éléments» et combinaison d'éléments - c'est le «rien ne se perd ...» de Lavoisier - contre l'évidence empirique séculaire qui distinguait air-terre-eau-feu.

Au regard d'une telle définition des sciences, la distinction entre elles est secondaire et porte sur leur objet ainsi que sur le rapport entre le praticien et cet objet : celui des sciences naturelles est inerte, et l'intervention du chercheur sans importance⁷, c'est ce qui donne la possibilité de répétition expérimentale et la capacité de prédiction ; tandis que l'objet des sciences sociales mémorise les expériences et les connaissances produites, change ainsi, et inclut le chercheur lui-même, avec ses hypothèses et productions.

Dans cette optique, on dira donc que Marx a «inventé» la lutte des classes comme d'autres ont «inventé» l'électricité : il en a construit le système d'hypothèses, contre les évidences ethniques, religieuses, morales..., et le dispositif expérimental, le parti ouvrier, enclenchant un processus historique dont il fut un des acteurs, la dialectique connaissance-vérification ne s'arrêtant pas depuis.

La formule gramscienne de «théorie de la praxis» est sans doute au plus près de cette conception historique des connaissances et de l'action, et de leur articulation essentielle. On notera brièvement qu'elle se retrouve aussi à l'oeuvre dans la psychanalyse, et on verra ci-après qu'elle a ressurgi dans le champ de la sociologie.

6. Cette référence présente en particulier l'intérêt d'évoquer la filiation intellectuelle Bachelard-Canguilhem-Foucault.

7. Classiquement en tout cas. Ce point fut précisément l'objet d'après débats dans le cadre de l'interprétation de la mécanique quantique.

une ambition pour l'action politique

Il reste à caractériser la dynamique sociale, et on sait à ce propos que les divers courants marxistes ont fait de la lutte des classes un concept-clé. Le problème est d'autant plus important que la notion de classe a été au centre de polémiques permanentes, en même temps que la prise en compte d'intérêts économiques des groupes sociaux a fait l'objet d'un consensus qui rejoignait la vulgate économiste et empiriste (certains militants ayant d'ailleurs aussi une conception empiriste des «lutttes», de leur agissement, etc.).

On ne saurait trop souligner que la conception marxiste des classes est fondamentalement *non-classificatoire*, à l'opposé donc de l'usage venu si naturellement de la systématique des biologistes du début du 19^{ème} siècle, usage prolongé jusqu'à la sociographie quantitativiste déjà évoquée. Parmi les limites de celle-ci, il y a justement les kilométriques gloses sur les traits pertinents, du genre : le costume et la cravate distinguent-ils l'ouvrier et le patron, et si oui, l'ouvrier sans bleu de travail est-il encore un ouvrier ...? On a fait plein de statistiques sur des sujets pareils, d'une utilité variable, et considérée aujourd'hui par de nombreux sociologues comme décroissante sinon nulle.

La conception marxiste des classes définit celles-ci par leur opposition : elles vont donc par deux, comme les pôles de l'aimant si on veut bien faire appel à une autre métaphore électro-magnétique.

Cet accent mis sur l'opposition, le conflit et les logiques de celui-ci, fixe le cadre conceptuel et pratique dans lequel ont agi Marx et Engels, et est invité à oeuvrer le sociologue qui leur fait crédit.

Dans la tradition marxiste, ce cadre est politique, et met en particulier en évidence l'articulation entre Etat et société civile, dans une foulée post-hégélienne bien marquée.

Or il se trouve que du côté de la sociologie académique récente, des concepts et des problématiques assez proches ont été mis en avant en dehors de toute référence aux marxismes. C'est que la commande sociale, et souvent publique, a fourni une sorte d'équivalent pratique de la 11^e thèse sur Feuerbach : les sociologues ont été pressés, dans les années 1960, d'aider à changer le monde plutôt que de le décrire. On a parlé ainsi d'action communautaire - notamment aux USA dans les ghettos ethniques en révolte - puis d'action(nisme) sociologique et plus récemment de recherche-action. Par un autre chemin, l'école de Touraine a mis en avant le concept d'intervention sociologique. Bref, de

toutes les façons, il s'est agi de théoriser une praxis, d'historiser les connaissances et de gérer des conflits en s'y impliquant consciemment.

L'autre ruse du réel, c'est d'avoir de tous côtés ramené le débat sur l'étatique, comme indiqué à propos des politiques économiques. Ce débat, souvent lancé par une conjoncture financière (celle du secteur public), est vite allé bien au delà: conception du service (au) public, du secteur non-marchand, rapports entre l'Etat, le monde associatif et la société civile, *in fine* conception de la citoyenneté.

Si la boucle est ainsi bouclée, le lecteur voudra bien retenir d'un plaidoyer peut-être trop aimablement ou cavalièrement œcuménique que les enterrements idéologiques hâtifs ne sont pas justifiés, même si leur histoire a déjà pas mal bégayé. Qu'en somme, le ver est, disons, dans les bananes.



Connaître pour transformer : c'est la fonction de toute théorie digne de ce nom.

Le matérialisme historique ne peut se comprendre hors de cette dialectique. C'est la raison pour laquelle on a beau mettre le doigt sur des pratiques politiques en contradiction formelle avec certains des principes fondateurs du marxisme, sur de véritables inversions de la conscience critique, ou sur d'authentiques impostures scientifiques, il n'en reste pas moins que le lien établi entre les Etats qui se revendiquaient du socialisme scientifique, de Marx et d'Engels, et la théorie elle-même, est solidement ancré dans la conscience populaire, ou dans son imaginaire. Il n'était donc ni possible ni souhaitable d'éviter le sujet dans un numéro dont l'objet est le marxisme aujourd'hui, à moins d'accepter une disjonction pratique/théorie profondément étrangère au matérialisme historique.

Nous vous proposons donc un exercice de marxisme appliqué, dont le point de départ est le livre que Jacques Nagels a récemment publié aux Editions de l'Université Libre de Bruxelles : Du socialisme perverti au capitalisme sauvage.

Belle revanche pour le vieux Marx : les concepts dont on nous dit partout qu'ils ont été invalidés par l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est s'avèrent d'une remarquable fécondité pour expliquer cet effondrement. A condition de les rétablir dans leur fonction critique, et de les libérer de la gangue scolastique qui les avait métamorphosés en religion d'Etat.

Nous avons voulu cet exercice à plusieurs voix.

Claude Renard en a écrit l'ouverture, qui consiste en un compte rendu de lecture, critique comme il se doit, question de savoir de quoi il retourne et de nous mettre en appétit.

Deux débats, que les impératifs d'agendas chargés nous ont empêché de fondre en un seul, permettent ensuite à quelques solistes de renom de confronter leur point de vue à celui de Jacques Nagels, présent à l'une et à l'autre occasion.

Le premier, qui a eu lieu le 18 mars 1991, a mis en présence Ernest Mandel, économiste marxiste, professeur à la VUB et dirigeant de la quatrième Internationale, et Mario Telò, professeur à l'ULB, spécialiste de l'histoire politique de la social-démocratie européenne. Les Cahiers Marxistes y étaient représentés par Rosine Lewin, qui a de surcroît assuré la mise en forme de la discussion, et par Pierre Gillis.

Le 25 mars 1991, Jean-Philippe Peemans, professeur d'économie à l'UCL, était notre seul nouvel invité à un dialogue avec l'auteur, animé par Pierre Gillis pour les CM. Le concept d'accumulation primitive y a fait la preuve de son caractère opératoire, et les choix effectués dans les années 60 en termes de modernisation ont été fortement questionnés.

Une petite remarque, en guise de conclusion provisoire au second débat : la condamnation portée contre la période post-stalinienne désigne, en creux en quelque sorte, l'époque stalinienne comme moins négative, comme encore ouverte sur un avenir potentiellement socialiste, tendu sur d'autres objectifs que la simple imitation du monde capitaliste. Mais n'est-il pas manifeste que les choix décisifs, dont le mot d'ordre de rattrapage ne fut que l'aboutissement logique, datent des années 30 ? L'ère brejnévienne, après l'intermède khrouchtchévien, apparaît sous cet angle comme une vaine tentative d'instaurer la paix civile et de stabiliser un régime dont les bases, jetées à l'époque stalinienne, n'avaient pas été fondamentalement remises en cause ; la coupure qui sépare le temps où « tout » est encore possible de celui où l'on s'avance dans une impasse est alors bien antérieure aux années 60.

ouverture d'un débat

claudio renard

Du socialisme pervers au capitalisme sauvage

Jacques NAGELS

Éditions de l'Université de Bruxelles, 1991 - 305 pages

C'est avantagement que l'on commencera la lecture de ce livre par la table des matières qui rend sensible d'emblée une des qualités essentielles de l'ouvrage, à savoir la rigueur exemplaire avec laquelle il a été conçu et construit.

Essentielle, cette qualité ne l'est pas seulement du point de vue des exigences inhérentes à tout travail scientifique. Quel qu'en soit le sujet (et celui-ci ne porte pas à l'euphorie !), un exposé d'une telle rigueur procure toujours un plaisir esthétique. J'en avais déjà eu la révélation en écoutant un jour un passage de *Travail salarié et capital* dit par Gérard Philippe et, une autre fois, en relisant les merveilleuses définitions euclidiennes du point, de la ligne et de la surface.

Jacques Nagels ne trouvera certainement rien à redire à ce préambule quelque peu littéraire puisqu'il a lui-même placé une citation de Gustave Flaubert au début de son introduction générale. Il ressort de cette citation que, pour avancer à travers les mots, l'idée doit adopter la technique du bon nageur « *couché sur la même ligne* ». Mais Flaubert ne connaissait pas encore « les flots tumultueux de la lutte des classes » qui jetèrent sur des rivages accores plus d'un champion de natation marxiste-léniniste.

Ce n'est pas seulement la finesse de ses analyses qui fait de ce livre une clé pour mieux comprendre la signification des chambardements en Europe orientale, ce sont aussi les nuances (elles valent leur pesant d'or par les temps qui courent !) qu'il permet d'apporter à un certain nombre de jugements hâtifs sur l'effondrement du communisme.

« *Prétendu effondrement* », écrit Nagels in fine (page 285)...

Donc, si après 285 pages d'une quarantaine de lignes en moyenne, l'effondrement du communisme n'est toujours que « prétendu », c'est vraiment parce que celui-ci a, comme l'a dit un redoutable théoricien qu'on ne cite plus, des points communs avec le camarade Antée, ce géant mythologique dont la force renaissait au seul contact du sol natal. Je n'ai rien contre.

Effondrement il y a certes : celui qui résulte, pour Nagels, des perversions d'un socialisme vidé de sa substance au fil des décennies par les pratiques staliniennes et brejnéviennes. La socialisation a fait place à un étatisme destructeur pour toute forme d'autogestion et l'Etat lui-même s'est subordonné à un parti monopolisant tous les pouvoirs – politique, économique, idéologique –, ce que l'auteur appelle « *les trois M* » dont la dérégulation et l'égrugeage ont fini par désorganiser complètement l'économie, la vie sociale et politique, toute la société.

On comprend que la démonstration suive son cours avec beaucoup d'assurance, car, en balayant l'espoir d'un socialisme « réel » enfin démocratisé et revivifié par de grandes réformes – espoir que bien des gens de gauche caressaient encore il y a peu – les (r)évolutions en cours à l'Est n'ont que trop clairement confirmé les prévisions « pessimistes » qui n'avaient pas manqué sous la plume et dans la bouche de J. Nagels au cours de la dernière période. On remarquera que le titre de son livre est le même que celui d'un article qu'il avait publié dans les *CM* en janvier 1990 (n° 71) : « Du socialisme perversi au capitalisme sauvage ? ». Le même, à ceci près que le point d'interrogation a pris la fuite... C'est évidemment cette vérification par la pratique qui, dans l'état actuel des choses, donne toute sa solidité et toute sa cohérence à un exposé dont le développement n'a eu à prendre en compte que des éléments de réflexion nouveaux apparus depuis peu.

Si l'on n'a pas réussi à réformer le socialisme « perversi », pense Nagels, c'est en raison de son caractère irréformable lié à la nature systémique des « trois M ». La désagrégation rapide de ce système ouvre maintenant la voie, non à une économie de marché à encadrement socialiste, mais bien au capitalisme « sauvage ». Et de préciser : « *sauvage* » parce qu'« aucune des conditions qui forcent le capitalisme à se comporter de manière civilisée n'est, pour l'instant, présente » (page 256); en outre, cette épithète « ne se rapporte pas qu'aux mécanismes économiques; elle a trait également à l'idéologie, aux modalités de l'exercice du pouvoir politique, aux conditions sociales des différentes couches de la population » (page 272).

L'auteur a sûrement raison d'ajouter « pour l'instant » quand il évoque l'absence, à l'Est, des conditions qui obligent le capitalisme à obéir à d'autres lois que celles du marché « à l'état pur ». L'implosion des anciennes structures va beaucoup plus vite que le rétablissement d'un capitalisme qui, pour être « sauvage », n'en restera pas moins de type périphérique (comme il l'était déjà avant-guerre dans la plupart de ces pays). Nagels le montre en s'appuyant sur l'exemple polonais qu'il connaît particulièrement bien (pages 177 et 232-233). Impossible de priva-

tiser l'économie sans avoir créé au préalable les conditions d'un marché à l'occidentale, ce qui demande un certain temps même lorsque la volonté d'aller vite existe dans le chef de l'autorité politique. Une information récente, postérieure à la parution du livre, illustre la réalité de cette contrainte. En effet, le gouvernement polonais a décidé de ne plus revenir, pour cause d'impossibilité « technique », « *sur les lois adoptées par les communistes au lendemain de la seconde guerre mondiale* » (voir *La Libre Belgique* du 28/3/91), en l'occurrence la nationalisation des grandes entreprises et la réforme agraire.

Pour les grandes entreprises, il s'agit bien, effectivement, de difficultés présentant des aspects techniques, difficultés qui font dire à Nagels (page 177) que « *les réformateurs polonais sont extrêmement conscients du fait qu'il ne sert à rien de privatiser avant d'avoir créé les conditions "normales" du fonctionnement d'un marché concurrentiel* ». Mais les problèmes posés par le devenir de l'ancienne réforme agraire ne tiennent pas uniquement aux conséquences « techniques » de la mauvaise politique agricole du POUP (Nagels pages 110 et 126-127); ils ont aussi une autre portée dans la mesure où la décision du gouvernement polonais ruine les espérances des propriétaires fonciers (en tous cas de leurs descendants) dont les biens furent jadis partagés et distribués aux petits paysans. Ceux-ci sont assurément très attachés à notre Mère la Sainte Eglise et à notre Père le Saint Marché, mais de là à restituer la terre aux comtes et barons émigrés, il y a de la marge !

Aussi n'est-il pas fatal que le capitalisme « sauvage » parti à la reconquête de l'est européen s'impose partout sans rencontrer de résistances plus ou moins ordonnées qui l'obligent à modérer ses ardeurs. Mais tout donne néanmoins à penser que les populations concernées auront encore à supporter de dures épreuves avant d'atteindre le bout du tunnel. En principe, les réformes démocratiques récemment obtenues devraient être un point d'appui pour organiser efficacement ces résistances. Il faut toutefois tenir compte de l'écart qui peut exister, pour toutes sortes de raisons, entre les libertés dont on dispose et l'usage qu'on en fait, en termes de culture politique, dans des conditions historiques données. On se gardera donc de contredire Nagels lorsqu'il estime « *vraisemblable* » l'émergence d'« *un régime musclé qui puisse imposer à la population les sacrifices liés à la politique d'austérité, au chômage croissant, aux faillites d'entreprises, à l'inflation galopante* », sans parler de l'aléatoire règlement des conflits nationaux et ethniques (page 250).

Quoi qu'il en soit, la démocratisation était un passage obligé vers le bout du tunnel et ses acquis restent chargés d'avenir au-delà des traverses et des détours prévisibles.

Comme toujours dans un ouvrage de ce genre, on trouvera quelques points de théorie susceptibles d'alimenter des controverses. Je n'en épinglerai qu'un, fort nouveau il est vrai, qui figure dans les conclusions (page 281), là où l'auteur écrit que « *sans doute, l'Histoire démontre l'échec de l'idée de Lénine selon laquelle il était possible de construire le socialisme dans un pays relativement arriéré* » et fait apparaître comme « *vraisemblablement plus pertinente (...) l'intuition de Marx selon laquelle une rupture révolutionnaire ne pouvait avoir lieu que là où le capitalisme était le plus avancé* ».

Cette conclusion ne découle pas, à proprement parler, des analyses qui la précèdent, ce qui explique pourquoi elle est, y compris dans sa formulation, beaucoup plus hypothétique que les autres. Elle demande, me semble-t-il, un sérieux débat dans lequel « l'Histoire » devrait aussi répondre à la question de savoir si le dernier mot de la révolution, en 1917, pouvait être Kerenski.

L'impossible réforme du « socialisme réel »

Débat entre
Ernest Mandel,
Jacques Nagels, Mario Telò

Economie de marché : depuis un an environ, c'est le maître-mot dans les pays du ci-devant « socialisme réel ». Dans son livre, J. Nagels écrit (page 4) : *Le marché, d'abord avancé pour perfectionner le « socialisme », se heurte dans sa réalisation aux structures verticales du centralisme bureaucratique. Pour se déployer, le marché exige la déstructuration de la planification. Le marché présuppose un environnement adéquat, c'est-à-dire une économie de marché. L'économie de marché postule la propriété privée : chaque bien doit avoir son maître. Les conditions de l'émergence du capitalisme sont réunies...*

A ce propos, je poserais un préalable au débat : y a-t-il selon vous une différence entre économie de marché et économie capitaliste ?

■ **Jacques Nagels** Il n'est pas juste de réduire l'économie de marché au capitalisme. Le capitalisme implique le marché comme mode de régulation dominant, mais les rapports de production et d'échange capitalistes signifient que les principaux moyens de production sont dans les mains de propriétaires privés.

Sur le plan politique, le capitalisme laisse place à des formes très diverses ; il peut s'accommoder de régimes forts, voire militaires, et de régimes où les tensions politiques sont moins fortes. Il y a là un large spectre de possibilités.

Je crois que la forme que le capitalisme prendra à l'Est sera nécessairement sauvage ; mais à cet égard, des variantes sont possibles, selon qu'il s'agisse de la Roumanie, de la Pologne ou de l'URSS, par exemple.

Je précise ma question : peut-on imaginer des formes d'économie de marché qui ne soient pas capitalistes ?

■ **Ernest Mandel** Je crois qu'il y a eu dans l'Histoire trois formes d'économie de marché : la petite production marchande, l'économie capitaliste – comme seule forme d'économie de marché généralisée –, et des formes d'économie de marché subordonnées dans des pays post-capitalistes, essentiellement en Union soviétique sous la NEP (*Nouvelle politique économique*, de 1921 à 1927), ou en Yougoslavie après 1950.

L'économie de marché généralisée n'a existé que sous le capitalisme et implique nécessairement le capitalisme. Il n'existe pas d'économie de marché où la force de travail et les grands moyens de production sont devenus marchandises, et qui ne soit pas capitaliste.

L'économie capitaliste implique toujours une exploitation très forte, d'énormes inégalités, de grosses injustices. C'est bien pour cela que les socialistes sont socialistes et que les marxistes sont marxistes : ils contestent ce système, tout en sachant qu'il sera difficile de remplacer cette société par une autre.

La contestation du capitalisme sur le plan économique a pris la forme de l'étatisation. Mais peut-on l'assimiler à la collectivisation ? Je citerai encore Nagels (page 40) : *L'idée selon laquelle l'Etat doit devenir propriétaire des moyens de production, n'est pas en soi perverse. Se borner à cette étape et de plus, la pousser à son paroxysme, jusqu'à la possession par l'Etat de tous les moyens de production et la gestion par le Plan de toute la vie économique et sociale, telle est, je le répète, le coeur de la perversion.*

Fort bien. Mais dans l'opinion publique occidentale, Gorbatchev et sa perestroïka sont associés à une idée : la planification est condamnée, elle est bonne pour la poubelle. Alors ?...

■ **J.N.** Cette question est tout à fait fondamentale.

Collectiviser pour moi signifie collectiviser les grands moyens de production, en laissant un pouvoir réel à la classe ouvrière au sein des entreprises. Ce schéma n'a pas été appliqué, si ce n'est en Pologne avant 1949, où les nationalisations ont suivi les occupations d'usines par les travailleurs. L'idée a resurgi en 1956, et la tradition autogestionnaire est vivace : elle a été reprise par Solidarnosc en 80, et elle a figuré à son programme jusqu'en juin 1989. Elle a disparu du programme de Solidarnosc en septembre 89, lors de son entrée au gouvernement. Substituer l'étatisation à la collectivisation est une des caractéristiques des « trois M »⁽¹⁾ ; cela bloque toute forme de démocratie économique.

(1) Les « trois M » dont il est question à plusieurs reprises dans la discussion représentent le concept clé de l'analyse par Nagels du socialisme perversi. Les « trois M », ce sont trois monopoles, économique, politique et idéologique, dont l'unité dialectique constitue la formation socio-économique spécifique dont nous venons de vivre l'effondrement.

■ **Mario Telò** Je ne suis pas économiste, mais politologue et historien. Il me semble qu'il faut bien voir la diversité des formes historiques du capitalisme, et distinguer ce qui constitue le noyau de l'analyse de Marx en 1848, dans la phase révolutionnaire du capitalisme, de ce qu'est devenu le capitalisme contemporain, chez nous, en Amérique et ailleurs. Car dans ces derniers cas, les rapports entre économie et politique ont changé profondément, aussi, notamment en raison du poids du mouvement ouvrier.

A mon sens, par exemple le taux d'exploitation des travailleurs et le taux de chômage peuvent être infléchis par l'organisation et par l'action politiques. En Suède, le plein emploi est pratiquement réalisé, avec un taux de chômage de 2 %.

■ **E.M.** Pour moi, l'expérience historique du 20^e siècle confirme avec éclat l'impossibilité d'assurer à long terme le plein emploi. Les crises périodiques sont un des mécanismes classiques pour rétablir le chômage et la peur du chômage. Il n'est pas possible d'y échapper sans changer le système. On peut certes mitiger les effets du chômage, et il est bien évident que nous n'en sommes plus, dans une Belgique restée capitaliste, à la situation misérable des années trente. Mais depuis quelque quinze ans la tendance générale est à l'augmentation du chômage et des inégalités, à l'accroissement de la précarité, du taux d'exploitation, à la diminution de la part des salariés dans le revenu national. Dans ce bilan global, la Suède et l'Autriche pèsent pour un pour cent : l'OCDE compte entre 35 et 40 millions de chômeurs (selon les sources). Et ce débat dure depuis 1898...

■ **M.T.** Comme le montre le livre de Nagels, les événements de 89 en Europe centrale et orientale ont réfuté l'idée qu'on pouvait construire le socialisme dans des pays économiquement arriérés. Mais je ne vois pas dans ces événements la revanche de Kautsky et de l'évolutionnisme – toute transformation sociale étant conditionnée par une maturation économique complète. Bien sûr, les facteurs socio-économiques ne peuvent être négligés, Marx l'a bien montré. Mais ils ne sont pas les seuls déterminants : il faut aussi un développement de la démocratie, en tant qu'expression du besoin d'organisation des masses populaires. Je reste convaincu, et je ne suis pas le seul (je pense par exemple à Göran Therborn) que des politiques économiques peuvent, dans certains contextes, agir avec efficacité sur la structure économique et sociale. J'y vois une confirmation de la validité de concepts gramsciens comme hégémonie et révolution passive. J'ajouterai de manière provocatrice que j'y vois aussi un motif de donner raison à Bernstein, qui avait imaginé la possibilité de conditionner le capitalisme sous le poids de facteurs superstructurels tels que la démocratie, contre Kautsky.

■ **E.M.** Si l'Autriche et la Suède ont pu consacrer des sommes importantes à l'emploi, n'est-ce pas lié à leur statut de pays neutre ?

■ **M.T.** Peut-être. Mais ce statut, s'il offre des possibilités de ce genre, ne préjuge pas de l'usage qui en sera fait. Il y a eu des choix stratégiques, au niveau des gouvernements et des organisations ouvrières, et une capacité remarquable de mise en oeuvre des décisions prises.

■ **J.N.** Je dirais pour ma part que les crises cycliques produisent du chômage en période de récession, et que ce chômage a une fonction économique. Est-ce qu'un mouvement ouvrier puissamment organisé peut, dans le cadre du capitalisme, éviter un taux de chômage important ? Je crois que oui, si son contre-pouvoir est suffisant pour imposer une certaine politique économique. Le chômage peut dans ce cas se limiter à un taux très réduit. Mais c'est une question de luttes. Ainsi, en Belgique, dans un rapport de forces assez favorable, on pourrait avoir un taux de chômage plus bas que celui que nous connaissons, même en tenant compte du caractère ouvert de notre économie et du contexte international.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que le chômage en Belgique, c'est du pipi de chat par rapport à ce qui se prépare à l'Est. L'ordre de grandeur est fondamentalement différent : le taux là-bas sera le triple du nôtre. De surcroît, les conditions de vie dans lesquelles le chômage sera vécu là-bas sont très différentes, car la paupérisation s'accélère gravement.

■ **E.M.** Je voudrais revenir au problème sous-jacent audébat stratégique central. Bernstein, homme extrêmement intelligent, exprimait des positions bien construites et cohérentes. Cette cohérence fait défaut à ses disciples d'aujourd'hui. Que dit Bernstein ? On va, dit-il, vers une réduction graduelle mais constante des contradictions explosives du système capitaliste. Le 20^e siècle, poursuit-il, connaîtra moins de crises profondes, de guerres et de dictatures que le 19^e. Dans cette perspective, il plaide pour que les travailleurs engrangent le maximum de réformes et ne perdent pas leur temps à parler du but final, voire de révolution.

Il se fait que cette vision s'est avérée totalement fautive : le bilan du 20^e siècle est celui de millions de morts dus à deux guerres mondiales et à X guerres locales, au fascisme, aux dictatures militaires, aux crises... Malgré le colonialisme, le 19^e siècle fait figure d'âge d'or en comparaison.

Après la Deuxième guerre mondiale, nous avons connu vingt à vingt-cinq années d'expansion économique exceptionnelle dans les pays de l'OCDE. Grâce à un mouvement ouvrier très fort ou très influent, des progrès sans précédent ont pu être accomplis sur le plan du niveau de

vie et de la protection sociale des travailleurs. Ce progrès est cependant circonscrit dans le temps et l'espace. Depuis le début des années 70, il y a globalement régression dans les pays de l'OCDE. Pourquoi ? Parce que l'économie est dominée par 700 multinationales qui sont plus fortes que les Etats. Ce n'est pas l'idéologie néo-libérale qui a démantelé l'interventionnisme étatique. C'est le déclin de l'efficacité de l'interventionnisme étatique qui a permis un faux triomphe du néo-libéralisme. Faux, parce que même sous Reagan, l'interventionnisme de l'Etat a progressé aux USA, mais ce au profit des dépenses militaires et des subventions au capital, et aux dépens des dépenses sociales.

Telò a évoqué deux facteurs (respectivement d'ordre économique et politique), nécessaires pour transformer la société capitaliste. Pour ma part, j'en vois plus précisément quatre : 1) une base matérielle suffisante; 2) un cadre institutionnel de libertés démocratiques; 3) une volonté politique de défendre partout et toujours les intérêts des salariés et des opprimés; 4) la capacité d'imposer, contre la résistance du grand capital, des formes de politique économique et sociale impliquant des ruptures réelles par rapport aux priorités du grand capital.

Autrement dit, il faut être prêts à des affrontements, inévitables à mon sens, en dépit de tous les efforts de consensus...

■ **M.T.** Nous sommes effectivement au coeur du problème. Nagels a montré que ce ne sont pas seulement les « trois M » qui ont échoué, mais aussi les tentatives de réformes démocratiques du système, tant en Pologne, qu'en Tchécoslovaquie, en URSS et en Yougoslavie. C'est à mes yeux, l'apport le plus précieux de son livre : ses analyses factuelles sont extrêmement utiles.

Ces échecs témoignent de la difficulté de réaliser une société socialiste de marché. Car tous les courants communistes réformateurs ont échoué : pas seulement Husak, mais aussi Dubcek ; pas seulement les staliniens polonais, mais aussi Rakowski ; pas seulement Kadar, mais aussi Nyers et Pozsgay ; pas seulement Honecker, mais aussi Modrow et Gysi. Les troisièmes voies ont échoué !

Dès lors, je pose la question de savoir si la perspective indiquée par Mandel est valable. Peut-on avec lui conclure sur la nécessité de « plus de ruptures et moins de consensus » ?

A mon sens, il faut une critique plus radicale des stratégies d'« auto-réforme » du communisme. La transformation des sociétés capitalistes occidentales, d'autre part, exige une stratégie de démocratie plus organisée, plus structurée, plus capable de créer un consensus sur le processus de transformation. Il y a place pour un approfondissement et un développement de la démocratie ; il y a nécessité d'acquérir une culture du gouvernement de l'économie. Par exemple, pour répondre à la question : comment mieux protéger l'environnement, quand on sait

que même la pauvreté à l'Est n'a pas évité mais plutôt aggravé la destruction de l'environnement.

Dans ses conclusions, Nagels écrit (page 279) : (...) Il est inutile de vouloir construire une autre société, une société véritablement socialiste, à partir de fondations de type « trois M ». Cela représente un coût humain et social épouvantable et cela est inutile. Après le stalinisme, il n'y a plus d'espace pour le socialisme.

La raison de l'échec des réformateurs communistes n'est-elle pas là ? Pour Nagels, ils devaient échouer.

■ E.M. Le débat me paraît un peu biaisé par le fait que derrière les définitions et formulations, il y a des forces sociales qui n'apparaissent pas suffisamment. Le côté fort du livre de Nagels, ce sont – on l'a déjà dit – ses analyses précises de l'évolution en Pologne. Mais derrière le terme « socialisme pervers », je perçois comme une hésitation à qualifier les forces sociales en présence. Le mot nomenklatura est mentionné une seule fois en 300 pages ; le mot bureaucratie n'apparaît même pas. L'idée selon laquelle toute cette expérience a quelque chose de commun avec le socialisme est fautive. Lénine lui-même a dit cent fois que « le socialisme, c'est la société sans classes ». C'est une vieille idée pour moi et pour le courant que je représente.

On peut regretter l'échec des réformateurs dits communistes, mais l'autoréforme de la bureaucratie n'avait aucune chance de réussir. Cela se dégage d'une analyse approfondie des forces sociales en présence. La thèse officielle du PCUS et de Gorbatchev est que depuis la mort de Lénine, il n'y avait plus en Union soviétique, ni démocratie, ni pouvoir des Soviets. J'irais plus loin : en 21, en pleine guerre civile, la démocratie était plus réelle qu'en 23. A partir de 1928, s'est déroulée dans la société soviétique, et aussi en Europe de l'Est, une lutte triangulaire – entre classe ouvrière, caste bureaucratique et forces petites et moyennes bourgeoises. Mais il n'y avait aucune variante de socialisme. Il y avait une société post-capitaliste sous dictature bureaucratique. Les travailleurs soviétiques ont été habitués à quarante ans de plein emploi. Croire qu'ils accepteraient un chômage massif relève de l'illusion : ils se battraient. De même, les Polonais n'accepteraient pas une baisse de 30 % de leurs revenus et de leur protection sociale. Il y aura donc de grandes batailles sociales dans tous ces pays, des batailles dont on ne connaît pas le résultat. Parler de capitalisme sauvage, c'est dire dès aujourd'hui que ces pays vont être réduits à un état de semi-colonie, c'est-à-dire ramenés à la case départ. Je crois qu'il faut leur dire que c'est cela qui les attend s'ils n'échappent pas aux diktats du marché mondial.

Mais si des luttes se développent, que leur direz-vous ? Que diront les « gradualistes » ? En ce qui me concerne, je suis pour le renforcement

sans limites de la démocratie, des droits de l'homme et de la femme. Le peuple doit pouvoir agir sans qu'au nom du consensus on fasse donner contre lui l'armée ou la gendarmerie.

Le consensus avec la bourgeoisie, quand il n'y a pas de conflit aigu, peut éventuellement permettre d'engranger des succès. Ce n'est pas vrai en cas de conflit explosif. Et les conflits explosifs ne sont pas le produit de la politique des révolutionnaires. Ils sont le produit de l'exacerbation des contradictions sociales.

En outre, la politique de consensus tend à dépolitiser les citoyens, à discréditer le Parlement et les institutions démocratiques. Quand les citoyens ont l'impression qu'ils n'ont plus de choix à opérer, ils ne votent plus. Ainsi sont créées les conditions du succès de l'extrême-droite...

■ J.N. Trois observations.

1) Ce que j'ai défini dans mon livre comme les « trois M » va bien au-delà de ce qu'on entend d'ordinaire par stalinisme.

J'ai consacré un chapitre à la nomenklatura et je suis étonné d'apprendre que je n'ai utilisé le mot qu'une fois ⁽²⁾. J'ai expliqué que le parti communiste est devenu une secte, où une strate supérieure – la nomenklatura – cassait toute démocratie. Que le phénomène ait commencé en 1924 ou en 28 est accessoire : il est en tous cas précoce.

2) Je ne suis pas d'accord avec l'opposition nette tracée par Mandel entre politique de rupture et politique de consensus : dans la réalité, l'une et l'autre sont liées et présentes côte à côte. Un seul exemple : celui d'un enjeu capital – la désindexation des salaires, voulue par la bourgeoisie. Eh bien, en même temps que cette volonté-là, existe une volonté de consensus, imposée à la bourgeoisie, en faveur du maintien de l'indexation. La manière dont cet enjeu est disputé, à la pointe des luttes sociales, et à tous les niveaux possibles (Commissions paritaires, Conseil central de l'économie, Conseil national du travail), traduit la coexistence entre rupture et consensus.

3) Quand Mandel dit « explosif », cela veut dire « révolutionnaire ». Moi, je ne crois pas qu'il faille sublimer l'explosion. Car la plus grande difficulté, c'est de maintenir la mobilisation dans la longue durée. Sauf cas de crise exceptionnelle, pareille mobilisation est impraticable. La transformation d'un moment révolutionnaire en une institutionnalisation qui permette la victoire du socialisme ne s'est encore produite nulle part. C'est un problème énorme.

(2) Une des vertus des traitements de texte est de permettre une vérification aisée de ce genre de contestation : c'est 20 fois que le mot nomenklatura apparaît dans le livre de Nagels.



Je voudrais poser une question d'ordre politique ; elle concerne les rapports entre le parti et l'Etat. Nagels explique (page 33) que l'Etat est subordonné au parti, plus précisément que *la fonction étatique apparaît comme résiduelle par rapport à la fonction partisane*. L'analyse paraît formellement impeccable. Mais le parti dans la société soviétique ne relève pas de la société civile ; il fait partie de l'appareil d'Etat. Ne peut-on pas dans ces conditions considérer que le parti a été tué par l'Etat ?

■ **J.N.** Sur les rapports parti/Etat, je suis bien d'accord pour (re)dire que dans le système des « trois M », les partis ne sont pas militants, mais bureaucratisés et étatisés.

■ **E.M.** Il me semble qu'en URSS, à partir de 70, l'appareil du parti et l'appareil d'Etat ont commencé à se diversifier d'abord, à s'autonomiser ensuite. C'était le début de la crise. En fait, l'appareil militaire est autonome depuis trente ans et les Académies aussi. Une seule exception : le sommet du parti.

■ **J.N.** Je ne crois pas qu'il faille placer toutes ces autonomisations sur le même plan. Il y a eu une marche vers l'autonomie, d'accord. Mais à

tous les échelons de la pyramide, il y avait une emprise du parti. On peut dire avec Pierre Gillis que le parti était étatisé, en ce sens qu'il était devenu bien plus une machine étatique qu'un parti, mais cela ne doit pas faire oublier qu'il dominait les autres.

■ **E.M.** Il s'est produit un fait nouveau, un tournant – dans la dernière phase de l'ère brejnevienne : le parti ne pouvait plus imposer grand'chose, il devait marchander, négocier. Gorbatchev a été choisi par le KGB parce que celui-ci croyait qu'il allait, par son modernisme et son ouverture sur le monde, mieux pouvoir imposer ses choix.

■ **M.T.** A mon avis, le groupe dirigeant soviétique est entré en crise très tôt. On le constate à travers le débat Staline-Trotsky-Boukharine sur la théorie de la crise générale du capitalisme, débat dans lequel Trotsky et Boukharine se sont montrés d'une lucidité remarquable : ils estimaient cette théorie fautive. Pour eux, elle était contredite par l'évolution du capitalisme, qui n'avait pas épuisé toutes ses ressources, puisqu'il arrivait à se moderniser, à mettre en oeuvre la taylorisation. Cela mettait en question le noyau de l'analyse sur laquelle la Révolution d'Octobre s'était appuyée. Mais cela a aussi produit un grave isolement de l'URSS, et donc un affaiblissement des positions de Trotsky, isolé à l'étranger, et de Boukharine, défait dans sa tentative de dégager une alternative à l'intérieur du système.

Le concept de révolution passive de Gramsci s'inscrit dans la même perspective critique : les processus de transformation sociale au sein du capitalisme ont lieu indépendamment de l'URSS, parce qu'ils sont l'effet des contradictions qui traversent le processus de modernisation du capital. C'est sur ce diagnostic que se fonde la possibilité de mener une « guerre de position » dans les sociétés capitalistes. La mise en cause du système stalinien est donc antérieure à la consolidation du pouvoir de Staline – les écrits critiques de Gramsci sont datés de 1926.

Je suis tout à fait d'accord avec Nagels quand il insiste sur la cohérence des « trois M », sur l'interdépendance entre facteurs infra- et superstructurels.

Les deux approches qui ont imaginé une « sortie à gauche » du stalinisme ont échoué, sans doute parce qu'elles sous-estimaient cette cohérence. La première approche critiquait exclusivement les institutions politiques du système soviétique, tout en estimant saine sa « base infrastructurelle » (I. Deutscher entre autres). L'autre courant (Bettelheim, Linhard) analyse le système stalinien comme un capitalisme d'Etat. Toutes deux, malgré leurs oppositions, avaient en commun l'espoir d'une relance du soviétisme. Il en est résulté beaucoup de confusion : certains (Rossana Rossanda, par exemple) ont voulu voir dans Gorbatchev un nouveau Lénine. C'est une illusion : il n'y a pas eu



de réforme du système, encore moins de sortie à gauche du stalinisme. Les conflits vont s'approfondir. Et le danger est que la seule force qui puisse prétendre gérer cette situation de manière un peu moins conflictuelle soit la démocratie chrétienne, à la polonaise. En réalité, il s'agit là de formes de populisme national, qui seront peut-être les seules capables d'une gestion nuancée du capitalisme sauvage.

■ **E.M.** C'est vrai, comme l'a dit Nagels, qu'on n'a pas encore trouvé une formule pour passer du stade « explosif » des luttes sociales à l'indispensable stade « institutionnel » du pouvoir des masses. La difficulté est d'autant plus grande que le socialisme traverse une très grave crise de crédibilité. Nous sommes au pied d'un Himalaya, et il nous faudra du temps pour l'escalader.

D'accord aussi avec Nagels pour dire que la question rupture/consensus est complexe et ne peut être réduite à un schéma. Les rapports de force entre classes se modifient quotidiennement : c'est la politique...

Reste une question clé : qu'est-ce qui a fait faillite en Europe de l'Est ? Les « trois M », me dit-on. Soit. Mais il y a quelque chose de plus fondamental derrière cela.

Je m'explique. Parce que la classe ouvrière n'a encore aucune véritable victoire révolutionnaire à son actif, certains tirent la conclusion que d'autres forces peuvent remplir la fonction propre des masses laborieu-

ses, se substituer à elles. Pour moi, la cause est entendue : je suis toujours et sans exception du côté des masses laborieuses. C'est ce que Marx appelait l'impératif catégorique. Un impératif qui n'est pas encore clair pour tous, en dépit de la leçon donnée par les événements récents. Substituer l'Etat démocratique, le gouvernement, le marché à l'auto-activité et l'auto-organisation des masses comme principal instrument de progrès et d'émancipation, ce n'est qu'une variante du substitutionnisme stalinien et post-stalinien par le biais du parti. S'il y a une leçon à tirer de ces 65 ans d'échec, c'est que toute tentative d'imposer le "bonheur" aux masses contre leurs propres convictions est irrémédiablement vouée à l'échec.

Quant à la planification socialiste, la combinaison entre démocratie la plus large et propriété collective des grands moyens de production n'a jamais été appliquée. Une planification décentralisée, combinée avec un pouvoir réel aux travailleurs, n'a pas davantage été appliquée.

Une chose a été clairement établie : dans une économie de grande échelle et de projets d'investissements à long terme, tout le monde planifie – trusts et Etats. Le tout est de savoir comment. La planification soviétique a commis dès le début des erreurs terribles, qui ont eu des effets durables... et que Trotsky avait déjà critiquées en son temps.

La nouvelle manière de faire de la politique en Occident exige que les gens soient impliqués dans les décisions qui les concernent – c'est vrai pour un problème d'arrêt de bus dans un quartier. C'est vrai pour décider de la guerre et de la paix.

■ **M.T.** Je voudrais encore formuler deux observations.

1) L'année 89 a vu un développement de la démocratie et de la participation populaire tout à fait considérable, que Habermas a justement souligné. Ce qui s'est passé à l'Est ne résulte donc pas uniquement d'une « mondialisation de l'économie » (Wallerstein).

2) Si on fait le bilan d'un siècle de mouvement ouvrier, on doit acter l'échec des tentatives de révolution socialiste, mais les problèmes posés par le développement historique du mouvement ouvrier demeurent. J'estime qu'on ne peut pas placer sur le même plan les effets de l'influence sur le développement économique du mouvement ouvrier et démocratique occidental, d'une part, et d'autre part, ce qui s'est passé à l'Est. Je refuse de mettre dans le même sac les limites et les crises de la social-démocratie et l'effondrement du « socialisme réel ». En Occident, on a pu réaliser un certain équilibre, certes, instable mais profond, entre mouvement ouvrier et capital, alors qu'en Europe centrale et orientale on doit tout recommencer à partir de zéro. Les ouvriers de Leipzig et Dresde ont majoritairement voté pour Kohl, en raison du poids de l'Allemagne occidentale...

■ **E.M.** Mais les manifestations du lundi, à Leipzig et ailleurs, mettent ce vote en cause !

■ **M.T.** Justement parce qu'ils bénéficient en Allemagne (à la différence d'ailleurs en Europe de l'Est) de la force acquise par le SPD et par les syndicats !

■ **J.N.** Il faudra qu'à l'Est, les peuples se cassent le nez, fassent leur propre expérience du marché. C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante. Sans une organisation structurée qui puisse prendre le relais, cette expérience n'aboutira qu'à des formes de lutte défensives.

La situation en Allemagne est très spécifique. Ailleurs et surtout en URSS, on est dans une phase de balbutiements. Il peut y avoir en URSS des grèves extrêmement importantes à cause de l'inflation galopante, des pénuries accentuées, d'un taux de chômage démentiel : ce sera la réaction aux premiers effets de l'instauration d'un capitalisme sauvage. Mais si parallèlement à cela et en même temps ne s'affirme pas une capacité d'organisation, les grèves n'auront pas de conséquences sur le plan politique et institutionnel. Je ne crois pas qu'on assiste dans les années qui viennent à un retournement de situation en Union soviétique. Je crois plutôt à une évolution « à la polonaise », avec un poids important de l'armée et du KGB. Bien entendu, le capitalisme peut s'accommoder de l'une et de l'autre, ainsi que de l'ancienne nomenklatura, qui se lie aux entreprises... C'est là, pour moi, l'hypothèse la plus probable à l'heure actuelle.

■ **E.M.** A propos d'organisation, il faut tenir compte de l'expérience du mouvement ouvrier en Europe et dans le monde et distinguer deux phases. D'abord, l'organisation élémentaire des travailleurs pour la défense de leurs intérêts immédiats, pas forcément limités à l'économique. Sur ce plan, en URSS se manifeste déjà un mouvement ouvrier autonome, même s'il ne concerne encore que dix pour cent des effectifs ouvriers.

Ensuite, l'organisation à objectifs politiques : à cet égard, on n'est nulle part en URSS, où la gauche, très faible, ne cesse de se fragmenter.

Je crois qu'il y aura de très grandes luttes, qui ne déboucheront pas sur des solutions. Il y aura une longue période de décomposition du système, sans que quelque chose d'autre ne surgisse. Je ne vois pas pour ma part le « capitalisme sauvage » s'institutionnaliser en URSS. Les candidats aux investissements sont peu nombreux. Il y aura probablement un équilibre instable entre forces en présence, et l'impossibilité pour l'une d'entre elles d'imposer sa solution. Le risque relativement le plus grand me semble le retour en force de fractions conservatrices ; mais que peuvent-elles offrir ? Le retour aux purges staliniennes est

impossible : trop de gens ont goûté à la démocratie, trop de choses bougent. La possibilité de parler et de manifester librement, de faire grève, tout cela constitue un progrès énorme qu'on ne peut sous-estimer et qui ne pourra être balayé.

■ **M.T.** Je ne veux pas rater l'occasion de marquer pour une fois mon accord avec Ernest Mandel !

Je ne crois pas à la validité d'un parallélisme URSS/Pologne. Il me semble que l'Union soviétique trouvera plus difficilement son équilibre que par exemple la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne – aidées par la CEE ; je m'attends à voir ces pays intégrés à moyen terme dans la communauté européenne, et se retrouver dans une situation de subordination périphérique, pas vraiment coloniale, mais comparable à celle de la Grèce ou du Portugal. Par contre, je suis pessimiste sur l'avenir de la stabilité et de la paix en Europe Orientale, après la fin du bipolarisme. La déstabilisation des relations internationales est un grand sujet d'inquiétude pour moi.

■ **J.N.** Je vous trouve bien romantiques. S'il est vrai que les gens s'expriment, manifestent – et c'est bien sûr un progrès – la tendance générale qui se dégage de cet ensemble d'expressions n'est guère encourageante. Oui, il y a eu un moment fort de la glasnost, il fallait faire exploser les structures du socialisme perversi, mais vous sous-estimez deux éléments.

C'est le discrédit total de toute référence au socialisme, le rejet de toute idée de justice ou de répartition équitable du revenu national. Et vous sous-estimez aussi l'intelligence du capitalisme, qui effectivement, ne va pas engouffrer des milliards en URSS. Il lui suffit de voir le chaos s'étendre, la désétatisation progresser à tous les niveaux. Le long processus de désintégration en cours ne peut mener qu'à une autre régulation. Aujourd'hui, le capitalisme s'immisce ici et là. Dans vingt ou vingt-cinq ans, à force de dévaloriser le capital fixe existant, en éparpillant la propriété des moyens de production, il finira par être victorieux...

■ **E.M.** Mais les travailleurs soviétiques ne se laisseront pas faire ! Des mesures qui portent atteinte aux conditions de vie des gens provoquent toujours une résistance, même en l'absence de projet politique alternatif cohérent. Et tellement de choses peuvent se produire dans les vingt-cinq années à venir...

■ **J.N.** Je crois au contraire la question de l'alternative politique essentielle. Sur ce plan, nous nous trouvons face à un blocage complet : la résistance politique que pourraient rencontrer les pratiques – prévisibles – du capitalisme sauvage est considérablement débilitee par le rejet de toutes les valeurs qui apparaissent comme liées à l'ancien régime.

La modernisation : fatal dérapage du socialisme ?

Débat entre Jacques Nagels
et Jean-Philippe Peemans

Pour expliquer l'effondrement des régimes d'Europe de l'Est, Nagels convoque un concept marxien, celui de l'accumulation primitive. Son introduction relevait toutefois d'un contexte très différent. Est-il vraiment transposable ?

■ **Jacques Nagels** Je fais appel au concept d'accumulation primitive avec un grand clin d'oeil, en sachant parfaitement bien qu'il a été invoqué pour expliquer d'autres transitions, à d'autres périodes historiques, mais dans tous les cas, il s'agissait de transitions vers le capitalisme. Une des conditions à remplir pour créer les prémisses du capitalisme est de « libérer » les travailleurs, de les offrir tout nus aux acheteurs de force de travail, et pour cela, il faut faire sauter leurs protections. Les corporations féodales étaient un exemple de telles barrières, qu'il a fallu détruire pour « dénuder » les travailleurs, et l'Etat des ex-pays socialistes en était un autre. Il faut évidemment aussi que les moyens de production soient libérés.

■ **Jean-Philippe Peemans** Choisir l'accumulation comme angle d'attaque pour l'analyse de l'histoire des pays socialistes me convient tout à fait. De ce point de vue, les pays socialistes ont réalisé une articulation originale entre industrie et agriculture, qu'il est faux d'interpréter en termes de subordination de l'agriculture à l'industrie. Toute une littérature présente pourtant bien ainsi l'industrialisation de l'URSS et les premiers succès qu'elle a connus : ils seraient le résultat de la mobilisation d'un surplus agricole pour financer une industrialisation rapide dans un contexte de brutalité illustré par la collectivisation des terres. Je m'inscris en faux contre cette opinion : l'agriculture n'a pas joué un rôle important dans l'accumulation primitive ; c'est ce qui fait la singularité du développement des pays socialistes. On ignore cette originalité lorsqu'on se braque, d'un point de vue étroitement économiste, exclu-

sivement sur l'industrie en négligeant ce qui s'est passé dans l'agriculture, et en oubliant toute la composante sociale du processus repérable dans le développement d'une agriculture coopérative, qui a toujours été un référent important du mouvement socialiste. Les pays socialistes ont été écartelés entre deux exigences : celle de l'industrialisation rapide, et celle de la construction d'une économie paysanne coopérative. Ecartelés parce que les deux exigences sont largement contradictoires, les tenants de la primauté à l'industrialisation, à l'instar de Preobrajensky, voulant capter un surplus dans le secteur agricole, alors que le développement du secteur coopératif agricole passait par une consolidation de l'économie paysanne.

Je pense que les idées de Preobrajensky n'ont jamais été appliquées, pas même sous Staline : le kolkhoze des années 30 n'est pas un simple instrument de ponction du surplus agricole. Il est plutôt une *obshina* modernisée – c'est-à-dire l'ancienne communauté villageoise avec propriété collective du sol, à laquelle les paysans étaient profondément attachés ; les obshinas représentaient encore 90 % des formes de propriété à la fin des années 20. Le kolkhoze consolide l'obshina ; il est le résultat de grandes luttes sociales, menées par la paysannerie pauvre contre les koulaks à la fin de la NEP, l'appareil répressif de l'Etat étant cette fois du côté de la paysannerie pauvre. A cette époque, les forces de travail disponibles ne permettaient pas de cultiver toutes les terres, faute de moyens. Mais la mécanisation va rendre possible cette culture. Une partie importante de l'équipement industriel a donc été consacrée à l'agriculture, qui a ainsi été aidée par l'industrie.

C'est l'exact contre-pied de la thèse qu'on entend exposer le plus souvent.

■ J.-P. P. Sans le moindre doute. On ne peut parler d'exploitation de la paysannerie, puisque le nombre d'heures que les paysans doivent prêter pour cultiver les céréales s'est considérablement réduit – ce nombre d'heures, qui représentait 80 % de leur temps dans les années 20, tombe à 20 % de ce temps. Le kolkhoze assure la subsistance de ses membres en leur attribuant une part de la production, et leur permet de nourrir leur bétail. Le temps épargné est consacré à la production non-céréalière sur des lopins confiés personnellement aux paysans, mais organiquement liés à l'adhésion du paysan à la coopérative. Cette production non-céréalière est écoulée librement, à des prix libres, sur le marché kolkhozien, et ce jusqu'en 1952. Paradoxalement, pour nombre de petits paysans et d'anciens ouvriers agricoles, l'entrée dans la coopérative a représenté l'accession à la propriété de la terre. Le kolkhoze préserve donc la petite économie paysanne, grâce à l'appui technique massif du secteur étatique ; mais simultanément, le lien

КРЕСТЬЯНИН



ЕСЛИ ТЫ НЕ ХОЧЕШЬ
КОРМИТЬ ЮМЕНЩИКА



НАКОРМИ ФРОНТ
ЗАЩИЩАЮЩИЙ
ТВОЮ ЗЕМЛЮ И
ТВОЮ СВОБОДУ.

ПЕРЕБУДЬ РОСТА

particulier entre l'économie paysanne et la mécanisation subsidiée par l'Etat n'incite pas l'économie coopérative à se développer en tant que telle. Ce système est donc totalement hybride, et son institution a donné un caractère contradictoire à l'accumulation.

En réalité, aussi bien en URSS qu'en Europe de l'Est, ces coopératives n'ont pas été fonctionnelles en termes d'accumulation, ou d'industrialisation – et encore moins en termes d'accumulation primitive. Leur fonction était d'abord sociale – elles ont même posé des problèmes d'approvisionnement du noyau industriel, de la classe ouvrière, provoquant des tensions dans les villes.

La première phase de développement des pays socialistes, je l'analyse donc comme une phase de lutte de classe aiguë entre petite paysannerie et ouvriers agricoles d'une part, et paysans moyens et propriétaires fonciers de l'autre, et pas comme une phase de concurrence entre industrie et agriculture.

■ **J.N.** Pour l'essentiel, je refuse aussi de dire que les paysans ont payé la note de l'accumulation. Mais je nuancerais quelque peu : les prix agricoles ont été maintenus bas, pour que les salaires puissent aussi rester bas, puisqu'à l'époque, le salaire était essentiellement consacré à l'achat de nourriture. Cela a permis de dégager un surplus dans les villes, grâce au bas niveau des salaires, et dans les campagnes, où les revenus, même s'ils avaient augmenté, restaient néanmoins bas ; macroéconomiquement, une épargne a été dégagée, ce qui a permis une accumulation rapide pendant les deux premiers plans quinquennaux. Mais le transfert de richesse s'est fait de l'industrie vers l'agriculture, par le biais d'une mécanisation massive, je suis donc d'accord sur ce point avec Jean-Philippe Peemans. Il faut cependant ajouter que cette première et importante mécanisation, portant par exemple sur des moissonneuses-batteuses, n'a pas été suivie par une mécanisation plus fine, pas plus d'ailleurs que par une chimisation suffisante de l'agriculture, indispensable pour améliorer les rendements naturellement très faibles des terres en URSS. Un des effets pervers de la grosse mécanisation est l'écrasement du sol par des tracteurs-mastodontes, altérant gravement la couche supérieure du sol dont l'aération est empêchée.

D'autre part, si la volonté politique d'organiser les coopératives, qui s'inscrit bien dans un projet socialiste, a été indubitable, la violence étatique, dont l'objectif initial était de démanteler la grande propriété foncière et de casser le pouvoir des koulaks qui exploitaient du travail salarié, a rapidement débordé cet objectif initial pour s'en prendre à une partie plus importante de la classe paysanne. Le statut de koulak a été un peu facilement attribué à des paysans moyens qui travaillaient leur terre tout en salariant deux ou trois ouvriers agricoles. Les réticences de

certains paysans qui craignaient des formes de collectivisation trop rigides, dans lesquelles le sentiment de propriété personnelle des terres aurait complètement disparu, ces réticences ont été traitées comme des manifestations d'opposition frontale au régime. C'est sans doute ce qui explique la quasi-absence d'attachement des paysans, constatée encore tout récemment, à toute forme de propriété collective de la terre : la violence a aussi été utilisée contre eux. De manière générale, les conflits ont été exacerbés, alors qu'il aurait sans doute été possible de maintenir l'alliance pour construire le socialisme avec des couches intermédiaires.

■ **J.-P. P.** L'approche de Nagels me paraît très stimulante, entre autres parce qu'elle montre bien que ce que nous vivons derrière les discours sur la démocratie et les droits de l'Homme, c'est une nouvelle étape de l'accumulation qui exige la destruction du cadre institutionnel qui avait été précisément érigé dans l'espoir de concilier l'inconciliable, à savoir l'accumulation avec une redistribution plus ou moins égalitaire, ou la modernisation avec l'éthique socialiste. Pourquoi inconciliable ? Parce que l'accumulation n'est pas simplement un processus économique : elle implique une différenciation sociale, elle s'appuie sur la logique de l'inégalité. La modernisation, même baptisée socialiste, secrète des forces sociales qui tendent à réinscrire le processus de l'accumulation dans sa logique « normale », au sens des normes qui le régissent internationalement, sur la plus grande partie de la planète.

La longue histoire des réformes et des contre-réformes peut se lire par rapport à cette grille d'analyse ; elle apparaît alors comme une lutte continue entre deux tendances, celle qui veut accélérer l'accumulation et créer un noyau industriel, et celle qui met l'accent sur le cadre social du développement, et qui freine l'accumulation, en se référant à des valeurs égalitaires. Les forces sociales qui appuient l'une ou l'autre tendance sont antagonistes, et le temps permet de mieux cerner les contours du conflit : il prend la forme d'une lutte de classes dans les années 80.

Les formes de ces luttes de classes sont toutefois très spécifiques : elles se déguisent en luttes de fractions au sein du parti unique, tout en débordant le cadre des Etats-partis.

Les modernisateurs dans et hors du parti partageaient la même idéologie ; ils se référaient les uns et les autres aux propositions du FMI. Et c'est unis qu'ils ont vaincu l'opposition de leurs adversaires, délégitimés par les choix antérieurs favorables à une modernisation accélérée. En effet, ces choix rendaient impossible la poursuite d'une politique de

transferts sociaux, dont les moyens n'existaient plus, et dont les partisans ne sont plus apparus alors que comme des freins au progrès.

Je n'hésite pas à affirmer que nous vivons le triomphe de la contre-révolution ; j'entends par là le triomphe des forces sociales qui fondent le développement social sur l'inégalité. Et les vaincus sont les partisans d'une gestion sociale, que l'on qualifie aujourd'hui de bureaucratique. Exemple : l'URSS a maintenu la cohésion d'un Etat multinational au prix de gigantesques transferts des richesses à l'intérieur de son propre territoire, entre l'Europe et l'Asie, entre le Nord et le Sud. Cette redistribution a représenté d'importants sacrifices pour le Nord, mais elle a permis en revanche de faire bénéficier le Sud d'avantages sociaux en avance sur son développement économique et technique. Pratiquement, des millions d'hommes se sont consacrés à l'administration de cet Etat et à la gestion de ce conflit latent ; on constate aujourd'hui l'anarchie et la violence que produit le démantèlement de cet appareil.

J'insiste beaucoup sur la nécessaire historicité de l'analyse des pays de l'Est, qui seule permet d'interpréter leur histoire comme celle d'un développement, à comparer à d'autres expériences de développement. On échappe ainsi aux analyses dichotomiques socialisme/capitalisme, ou plan/marché. L'histoire que nous analysons est celle d'une transition entre société à dominante agraire et société industrielle, transition caractérisée par un équilibre tout à fait particulier entre forces sociales.

■ **J.N.** La contradiction que tu mets en évidence, entre modernistes et tenants d'une gestion sociale, évacuée, me semble-t-il, une donnée capitale : ceux qui se réclamaient de l'égalité appartiennent à la nomenklatura, dont la pratique était terriblement anti-égalitaire. Cette nomenklatura, en URSS par exemple, est une strate sociale forte de millions d'individus, qui bénéficiaient de conditions d'existence relativement luxueuses. Ceci est un autre facteur de délégitimation de leur pouvoir, d'autant plus que les avantages dont il est question n'étaient pas discrets : ils allaient de l'occupation de superbes villas à la priorité absolue accordée sur toutes les routes aux voitures du Comité central. Cette remarque ne change malheureusement rien au fait que les victimes de l'accumulation capitaliste seront effectivement les ouvriers, les gestionnaires du social (enseignants, par exemple), et les paysans, qui vont se heurter à la dure réalité des lois du marché. Rien n'est plus inégalitaire que le chômage massif ! On n'exagère probablement pas en parlant d'organisation du chômage : c'est une manière de peser sur les salaires, et de rendre les travailleurs « libres », le prix de la force de travail étant aussi bas que possible. « *L'augmentation du chômage sera une mesure du succès de notre politique économique* », a déclaré Balcerowicz.

wicz, maître d'oeuvre de la transition capitaliste au sein du gouvernement polonais. Balcerowicz lui-même est très représentatif de la reconversion d'anciens cadres du POUP en managers du capitalisme, et de l'alliance entre nomenklatura et forces de la bourgeoisie montante.

Le concept des « trois M » ne dessine-t-il pas les contours d'un mode de production, puisqu'il désigne une cohérence infra/super-structurelle – on ferait ainsi le joint avec les travaux d'Henri Lefebvre, qui parlait dans les années 70 de mode de production étatique à propos du « socialisme réalisé » ?

J.N. On a aussi parlé de système stalinien. L'histoire de ces sociétés disparaît quelque peu derrière ces appellations, que je considère comme réductrices.

■ **J.-P. P.** Je refuse de me laisser enfermer dans la critique libérale ou néo-libérale des expériences socialistes, critique qui perd délibérément de vue l'aspect contradictoire de ces expériences. On a voulu les inscrire dans des définitions extraordinairement exigeantes : dans la mesure où on les définit comme LE socialisme, on les soumet au test de l'égalité totale, et ils échouent, et on les soumet au test de l'efficacité économique, et ils échouent aussi.

Ne mettons pas la barre trop haut : des pays dont la population comptait 80 % de paysans misérables auraient dû sauver le monde ! Et il en est pour s'indigner qu'ils ne l'aient pas fait...

Mais ils ont eux-mêmes déclaré être LE socialisme.

J.-P. P. Pour des raisons de mobilisation. Mais on ne peut pas juger une société sur son propre discours ; celui-ci n'est qu'une composante de sa réalité. Prendre le discours pour la réalité, c'est une grossière faute d'analyse scientifique.

Les inégalités dont bénéficiait la nomenklatura sont à interpréter comme autant d'éléments du réel, et il est inutile de les rapporter à des normes abstraites. Le phénomène Ceaucescu, par exemple, n'est évidemment pas explicable en termes de rationalité socialiste, ou en se référant à Marx. Par contre, le pouvoir du clan Ceaucescu peut être comparé à ce qui s'est passé dans d'autres sociétés transitant de l'agraire à l'industriel, où les tensions sont telles que les luttes politiques, les luttes entre factions ne se résolvent que via une personnalisation extrême du pouvoir, et en termes de clientélisme politique. Mais cet aspect de la réalité ne doit pas oblitérer l'autre versant des mêmes sociétés, à savoir une authentique recherche de l'égalité, portée par d'importantes forces sociales : il faut restituer leur identité complète à ces sociétés. Si on se

contente d'une description unilatérale, on ne peut comprendre pourquoi les pays socialistes ont fonctionné comme référant positif dans bien des pays du Tiers Monde, à peu près jusqu'en 1970.

Pour autant, peut-on qualifier les expériences à l'Est de socialistes ? Leur idéologie le fut. Mais je préfère parler de la forme la plus avancée du populisme, d'un populisme radical, qu'il est intéressant de comparer à d'autres populismes, notamment dans les pays du Sud ; ce qui frappe alors, c'est la moindre avancée du populisme dans les pays du Sud, précisément parce que les alliances de classe à la base de ces régimes y étaient nettement moins solides.

Que représente cette date-charnière de 1970 ?

■ **J.P. P.** Le modèle entre en crise lorsque les pays socialistes se réinsèrent dans l'économie mondiale, et le cas de la Pologne est exemplaire à ce sujet. La Pologne n'est pas le Brésil, peut-on lire dans le livre. Elle l'est quand même un petit peu : un Brésil moins violent que nature parce qu'une certaine régulation sociale existe en Pologne, mais l'Etat polonais a développé une stratégie économique à la brésilienne. Tout en maintenant une politique sociale à la soviétique : résultat, ils ne sont même pas le Brésil. Et ils ont perdu leur système de protection sociale.

Cette crise est la conséquence prévisible, peut-être même inévitable, de choix antérieurs. Le dérapage, à mes yeux, date des années 60, au moment où un certain type de modèle auto-centré est réalisé, quoiqu'imparfaitement, bien sûr, et est abandonné au profit de l'objectif de rattrapage des économies occidentales. Au contraire, un développement auto-centré passe par la définition de modèles urbains originaux, socialistes, par une organisation des transports qui ne soit pas axée sur la voiture individuelle, d'agriculture et de mode alimentaire, etc., etc. Dans les années 70, le seul consensus possible au sein des partis-Etats porte sur la révolution scientifique et technique et sur la conquête d'une position favorable au sein de la division internationale du travail. D'autre part, la possibilité du rattrapage a elle-même été hypothéquée par l'évolution du capitalisme, qui a renoncé à la même époque à combiner croissance et plein emploi. La relance de l'accumulation capitaliste s'est faite aux dépens de la régulation, via des rationalisations massives. Les nouvelles technologies, coûteuses à l'importation et donc génératrices de difficultés pour les transferts sociaux, se sont révélées inapplicables parce que dépendantes de rationalisations du travail incompatibles avec le contexte social hérité de leur histoire.

Le résultat de l'internationalisation est que l'Est est de plus en plus le Sud ; la contradiction interne, entre l'accumulation et la redistribution, a

été résolue dans les années 80 par la liquidation du social. Je ne pense pas que le modèle « trois M » rende suffisamment compte de la dialectique sociale et des contradictions qui ont traversé toute cette histoire.

■ **J.N.** De Bernis dit un peu la même chose dans sa préface, quand il pose la question du poids des contraintes internationales sur les processus que j'étudie. Tout en reconnaissant le bien-fondé de la remarque, je ne suis pas prêt pour autant à renoncer aux « trois M ». Je ne crois d'ailleurs pas que ma critique du monopole politique soit réductible à une critique libérale – je pense plutôt à la libération des formes d'expression politique populaires. Il en va de même pour le monopole économique : à partir des années 70, le plan devient un carcan pour les forces productives. Et idéologiquement, les producteurs de discours ont cru, sans doute de bonne foi au départ, et ensuite de mauvaise foi, que la réalité se conformait à leur discours ; il est fatal qu'arrive un moment où la contradiction entre les deux doit éclater.

Reste un point de réel désaccord de ma part avec l'affirmation selon laquelle les pays socialistes ne pouvaient pas être autre chose que ce qu'ils ont été. Je suis également partisan de modèles auto-centrés, et je crois aussi que le mot d'ordre « rattraper les Etats-Unis » lancé par Khroutchchev fut une énorme erreur. Ce mot d'ordre ne s'est d'ailleurs pas imposé sans mal, on peut le constater à la lumière des oppositions qu'a suscitées le projet de création de la grande usine Lada à Togliatti, au nom d'un modèle de consommation socialiste refusant de mettre le paquet sur la production de voitures individuelles. Mais je ne crois pas qu'il aurait fallu « concilier l'inconciliable » pour poursuivre une accumulation tournée vers un projet auto-centré, accumulation qu'on peut qualifier de socialiste.

■ **J.-P. P.** Lorsque je dis qu'il était vain d'espérer voir les pays socialistes suivre un autre chemin que celui qu'ils ont suivi, je pense d'une part aux contraintes internationales, et d'autre part aux rapports entre forces sociales au sein même de ces pays, au moins dès que le projet de développement s'est défini en termes de modernisation/imitation. A la fin de la période stalinienne, des bifurcations étaient encore possibles : un énorme potentiel populaire restait disponible, d'autres modèles de développement étaient encore accessibles.

Mais le choix d'une industrialisation accélérée avait d'ores et déjà donné la maîtrise de fait du développement social à une strate de cadres ; leur pouvoir était indissociablement lié aux choix en faveur de l'accumulation à l'occidentale, choix qu'ils avaient évidemment tendance à transcender en idéal. Ce n'est que par la répression policière que ces couches ont été bridées à l'époque stalinienne, ce qui constitue sans conteste une grave faiblesse, que l'on peut partiellement expliquer par l'intensité des con-

traintes extérieures. Une fois libérées par la liquidation du contrôle policier de l'intelligentsia, dès 1953-54, les ambitions de ces couches techniciennes se sont donné libre cours et leurs options favorables à une imitation du modèle américain se sont imposées.

Cela se traduit dans presque tous les domaines de la vie sociale. Voyons l'urbanisme, par exemple : le modèle urbain de l'époque stalinienne était profondément enraciné dans la tradition russe, très classique, alors qu'on passe ensuite aux H.L.M. massives des années 50, conformément au modèle Le Corbusier. Le kolkhoze, même reconstruit après les dévastations de la guerre, reste le village russe, alors que le projet khrouchtchévien, c'est l'agroville, la fusion des villages, qui va de pair avec le remplacement des kolkhozes par les sovkhozes, au nom d'un impératif productiviste calqué sur le Middle West américain. Ce qui se met en place à travers la logique du rattrapage, c'est un projet élitiste, alors que le projet populaire est dans un premier temps marginalisé, pour être finalement, à travers les événements récents, totalement éliminé.

L'effet conjugué des pressions internationales et d'une dialectique des forces sociales internes a poussé les pays socialistes dans une impasse, et à mes yeux, le plus étonnant est davantage ce qu'ils sont arrivés à réaliser malgré ces terribles handicaps, essentiellement de 1930 à 1970, bien plus que les évidentes lacunes de leur développement.

■ **J.N.** Je reste malgré tout convaincu qu'on peut mettre le doigt sur des choix politiques erronnés. S'il était par exemple juste de refuser le plan Marshall, dans l'immédiat après-guerre, la fermeture complète sur soi n'était certes pas une réponse adéquate à la situation. Les « trois M » sont aussi le résultat de cette fermeture, alors qu'à la même époque, des forces sociales importantes étaient encore mobilisables et des solutions démocratiques de l'ordre du possible – elles n'ont pas été essayées. Mais je suis d'accord avec l'idée que la logique du rattrapage est incompatible avec toute finalité socialiste.

un changement de paradigme : le nouveau programme dans l'histoire du spd

Thomas Meyer *

L'histoire de la social-démocratie allemande est étroitement liée à celle du marxisme - les noms d'Engels, Bebel ou Kautsky sont là pour rappeler que certains des dirigeants du Spd furent aussi des théoriciens marxistes d'envergure et de renom. Il nous a donc paru intéressant de publier un texte de Thomas Meyer, qui a joué un rôle actif dans l'élaboration du nouveau programme du Spd, et de faire ainsi le point sur l'évolution idéologique de ce monument du mouvement ouvrier d'Europe occidentale. Le marxisme est présent en filigrane dans cette histoire récente, surtout par sa défaite face aux héritiers de celui qui fut en son temps un hérétique notoire: Edouard Bernstein, révisionniste du début du vingtième siècle. On notera avec intérêt la «réidéologisation» que représentent les discussions actuelles, face au triomphe du pragmatisme scellé à Bad Godesberg - c'est au moins l'interprétation qui en avait prévalu, même si Thomas Meyer la récuse ; on notera aussi la proximité des préoccupations du Spd allemand et du Pds (ex PCI) qui se traduisent au moins par l'utilisation d'un vocabulaire politique commun.

Le texte de Thomas Meyer, dont nous publions de larges extraits, a été édité par Mario Telò, dans le livre Tradizione socialista e progetto europeo, Editori Riuniti, Roma, 1988, et traduit par la rédaction des Cahiers Marxistes.

(I, II)

III

(...) Les aspirations, les prémisses et les postulats du programme de Bad Godesberg (adopté par le Spd en 1959, NDLR) étaient enracinés dans un consensus de masse, partagé par toutes les tendances politiques (et déjà arrivé à maturité au dix-neuvième siècle), autour de l'idée que la mise en application complète du modèle de progrès technique et industriel induirait l'humanisation progressive de la société. Contrairement aux partisans bourgeois de cette conception moderne du progrès, le programme de Bad Godesberg maintenait cependant, dans la tradition socialiste, la volonté d'éliminer de ce processus les déséquilibres imputables au marché, au moyen d'une intervention constante de l'Etat, et celle de vaincre les injustices grâce à la démocratisation et à la redistribution du revenu par l'Etat social.

A partir des années 50, on a constaté une concordance de fond entre un consensus presque généralisé parmi la population, les processus socio-économiques qui se développaient objectivement, et les pré-supposés du programme de Bad Godesberg; cette concordance encouragea aussi au sein de la social-démocratie une dynamique conservatrice. Celle-ci s'affirma de plus en plus à travers une lecture classiquement conservatrice de la portée et de la signification du programme du parti. Venant renforcer cette attitude conservatrice, les bases de ce qui était considéré comme la seule politique nécessaire et souhaitable, étaient déjà jetées. Tout débat paraissait dès lors superflu et n'aurait fait que jeter le doute sur les objectifs à atteindre et sur la voie à suivre pour y arriver. Il suffisait d'exécuter de manière ferme, saine et cohérente les mesures qu'appelait la politique quotidienne. Un pas en avant réalisé par un mouvement réel valait mieux que cent programmes politiques.

IV

En ce qui concerne la conception du progrès qui est à la base du programme de Bad Godesberg, tous les sociaux-démocrates la voyaient dans un monde identique, avec une seule et même culture. La distinction classique entre gauche et droite, qui avait toujours joué un rôle non négligeable dans la social-démocratie - souvent au point de mettre en danger, voire même de briser l'unité du parti - n'était plus définie par rapport à la ligne directrice du développement social futur, mais n'avait plus trait qu'aux retouches à apporter à un modèle de progrès qui faisait l'unanimité au sein du parti. Les différences qui

subsistaient portaient sur l'ampleur du prélèvement fiscal effectué par l'Etat sur la production, ou sur la partie des moyens de production à socialiser. La gauche, toutefois, refusait de limiter ses ambitions à la démocratisation de la société qui allait de pair avec ces exigences, même si les deux tendances, la gauche et la droite, avaient érigé cette démocratisation en critère de mesure pour leurs propositions; ses revendications les plus avancées dans le champ de la lutte politico-économique, la gauche les faisait découler d'une légitimation productiviste, légitimation que la droite mettait en cause et qui depuis Marx avait toujours occupé une place centrale dans l'argumentation social-démocrate.

Si une culture commune postule, entre autres, que l'on vive d'un point de vue cognitif et analytique dans un même monde, et qu'on ne se contente pas de partager les formes et les rituels symboliques destinés à rendre possible la maîtrise de son environnement, alors le consensus réalisé à Bad Godesberg sur quelques questions centrales, qui par ailleurs n'était pas matière à discussion entre la gauche et la droite, n'allait néanmoins pas de soi pour le mouvement ouvrier social-démocrate en Allemagne. Une partie des groupes dirigeants du mouvement ouvrier social-démocrate, dès l'origine, avait toujours été issu d'un monde fortement influencé par une optique bourgeoise, qui avait marqué leur expérience, tandis que la majorité de ses membres (du moins jusqu'à l'effondrement de la République de Weimar) était intégrée et vivait dans les sous-cultures propres aux classes subalternes. Mais on peut faire abstraction de cette contradiction, sans grande importance dans le contexte qui nous occupe, lorsqu'on se remémore les circonstances, souvent invoquées, au cours desquelles, durant au moins les quatre décennies comprises entre le début de la dispute sur le révisionnisme (1896) et la chute de la première démocratie allemande (1933), est apparue, au sein du mouvement ouvrier social-démocrate, une divergence quant au modèle d'interprétation de la réalité et de transformation du monde.

On a souvent négligé le fait que la théorie révisionniste d'Edouard Bernstein (qui a fourni à un nombre sans cesse croissant de politiciens sociaux-démocrates et de membres du parti - à commencer par les syndicalistes, les élus aux conseils locaux et les parlementaires - le modèle d'interprétation du monde social) a représenté pour la conception socialiste du monde une authentique mutation paradigmatique, dans le sens revêtu par cette expression dans le cadre de la théorie épistémologique de Thomas Kuhn¹. Ce qui est en jeu à ce propos n'est pas l'élémentaire antinomie «réforme/révolution» (pour autant qu'elle ait jamais pesé sur des choix réellement importants). Il s'agissait plutôt de

savoir si les réformes du présent qui ont pour objet le droit du travail, l'Etat social et la démocratisation de la société constituaient déjà des éléments qui, envahissant la société, la restructuraient, ou bien si elles n'étaient que des emplâtres sur le corps de la vieille société, emplâtres destinées à se voir remplacer, le jour de la révolution, par une organisation sociale radicalement différente, qui n'aurait aucun lien ni rapport avec les possibles de la politique quotidienne. Alors que les marxistes de cette époque vivaient dans un monde d'attente, dans lequel tout événement politique ne servait qu'à préparer le jour de l'affrontement décisif (et toute l'oeuvre concrète de transformation socialiste de la société n'aurait été mise en route qu'à partir de ce jour), les réformistes révisionnistes vivaient dans un monde dont la transformation progressive représentait déjà la progression de la nouvelle société au sein de la vieille; pour eux, la substitution d'éléments du nouveau monde à ceux de l'ancien s'opérait via un processus permanent et inéluctable.

La plupart du temps, la réforme en elle-même était soutenue par les deux courants; mais un peu comme dans ces caricatures où l'un voit un visage là où l'autre voit un pot, elle trouvait ensuite sa place dans des mondes absolument différents, du point de vue de la conception et de l'interprétation. Cette différence paradigmatique déboucha sur d'énormes divergences quant à la prospective politique, quant au poids à accorder aux projets politiques du jour, et quant à ce qu'on attendait d'une participation socialiste au gouvernement, point sur lequel les différences de conception du monde pouvaient se déchaîner brutalement, avec des conséquences douloureuses. Et au bout du compte, ces différences ont donné lieu à des cultures politiques divergentes.

Sur base du paradigme révolutionnaire, selon lequel la praxis du présent ne peut être reliée continûment et structurellement à la véritable transformation socialiste de la société, on ne pouvait mettre en pratique (sans contradiction interne ni fracture socio-psychologique) qu'une culture politique tribunicienne, fondée sur la revendication, sur la protestation, sur l'opposition radicale, sur les promesses, sur les espérances enthousiastes et sur le mythe politique².

Déployer une culture politique «consulaire», une culture d'association et de participation coresponsables, d'implication constructive dans la définition des caractères de la réalité, à partir de ses propres intérêts et de ses propres valeurs, cela ne pouvait se faire, dans le cadre de cette différenciation de paradigmes, que dans les champs d'action fortement influencés par l'esprit révisionniste, essentiellement au sein des conseils locaux, dans l'action syndicale et dans la représentation dans les organes électifs parlementaires. Au contraire, la culture tribunicienne

disposait de places-fortes dans le corps des permanents du parti et parmi les intellectuels, auxquels il convient d'ajouter les couches et les groupes ouvriers les plus radicalisés. Ces cultures marquaient leurs différences aussi bien par rapport aux questions politiques que dans la conception du lien entre théorie et pratique, quand bien même elles se présentaient de la même manière sur la scène politique. Elles cristallisèrent petit à petit au sein de la social-démocratie en courants séparés, et finalement en groupes organisés.

V

Avec le mot d'ordre «le socialisme, c'est notre devoir d'aujourd'hui» lancé après 1945, on pouvait déjà constater l'atténuation de cette ancienne distinction paradigmatique. Le révisionnisme latent rencontra tant de succès au cours de tous les débats officiels concernant les analyses et les perspectives politiques que les controverses de l'après-guerre entre la droite et la gauche social-démocrate furent confinées à l'intérieur du paradigme unificateur du révisionnisme, lequel ne faisait plus l'objet d'aucune contestation. Seuls le périmètre et les modalités des réformes, la voie à suivre et le timing de la réalisation de l'élargissement des contrôles sociaux sur le pouvoir économique et de l'oeuvre de démocratisation faisaient encore l'objet de débats. C'est pourquoi les sociaux-démocrates de l'après-guerre vécurent, pour la première fois, dans un monde et une perspective temporelle unitaires. Ceci concernait deux aspects majeurs. Il était peu probable que la nouvelle société à laquelle on aspirait puisse se réduire au résultat de la transformation du monde actuel, sans faire apparaître quelque chose de fondamentalement différent. D'autre part, il était certain que l'orientation du modèle de progrès technico-industriel qui était en marche représentait la base de ce processus, tout en en faisant partie intégrante.

Parallèlement à la reconnaissance croissante de la complexité des relations socio-économiques de la vie, avec l'effondrement des anciens mythes révolutionnaires qui en découla, la prise de conscience de l'élargissement du fossé séparant les classes constitua le second grand événement pour la social-démocratie allemande; ce fait même modifia la structure de l'organisation ainsi que la manière dont elle se concevait. Contrairement à ce qui se passait dans l'ancien schéma bipolaire de la société hérité du marxisme (qui dominait encore sensiblement dans le programme d'Erfurt de 1891), les deux lignes directrices de la différenciation sociale durent être revues, du point de vue de leur programme et de leur contenu culturel, à travers un processus lent et pénible: l'auto-affirmation et la différenciation entre classes moyennes traditionnelles

ainsi que la différenciation au sein du monde du travail, y compris l'entrée en scène d'une «nouvelle classe moyenne», très influente sur le plan politique.

Les employés et les fonctionnaires, les membres de cette nouvelle classe moyenne qui commençait à éveiller l'intérêt de la social-démocratie, étaient restés hors de son atteinte pendant la République de Weimar, pas tant à cause du manque de clarté qui caractérisait ses programmes qu'en raison de la répulsion exercée sur ces groupes par le grand mouvement autonome d'inspiration ouvrière et profondément ancré dans le prolétariat. En fait, et bien plus pour réagir à l'exclusion objective de la classe ouvrière hors de la culture officielle de la société bourgeoise que pour protester contre son contenu, le mouvement ouvrier avait déjà donné naissance pendant la République de Weimar à un réseau étendu et ramifié d'organisations et de formes d'associations «contre-culturelles»: «du berceau à la tombe», de l'initiation socialiste au trépas prolétarien, de la Ligue des cyclo-touristes socialistes aux mouvements des chorales ouvrières, de l'appartenance aux coopératives de consommation à l'appartenance au syndicat, de la Corporation de la bibliothèque de Gutenberg à la Ligue sportive ouvrière, ces associations constituaient en soi une culture ouvrière infiniment vaste, vivante, complète, et pas seulement postulée et encensée au niveau théorique. Certes, les sociaux-démocrates qui le souhaitaient pouvaient se démarquer de ce réseau d'organisations véhiculant une culture antagoniste; mais au sein du mouvement ouvrier, jamais aucune alternative ne fut proposée.

En Allemagne, après la seconde guerre mondiale, il apparut clairement qu'on avait fait tomber, entre autres choses, les barrières culturelles séparant les classes, et qu'un vaste processus de nivellement s'était opéré. Celui-ci n'était pas tant socio-économique que socio-culturel. En partie à cause de ce phénomène complexe et des portes qu'il ouvrit aux ouvriers et aux employés d'un niveau inférieur, leur permettant de faire activement partie des sociétés musicales, des groupements sportifs et de tout autre groupement officiel (mais aussi en partie sous l'effet d'une mutation encouragée par les groupes dirigeants du parti et destinée à raser les derniers vestiges d'une culture et d'une symbolique exclusivement et intrinsèquement ouvrières, dans le but de réussir enfin à s'affirmer parmi les employés et dans la nouvelle classe moyenne), l'approbation du programme de Bad Godesberg coïncida presque avec l'abandon définitif de l'idée de culture ouvrière autonome. Finalement, la vie du parti fut si bien épurée de tout «résidu» que les bannières rouges, les vieux chants et le terme «camarade», et même le tutoiement, commencèrent à sembler, au cours des années 60, très curieux, pour ne pas dire exotiques, à nombre de membres de la social-démocratie.

Le processus amorcé à Bad Godesberg se conclut certes par la généralisation du sentiment d'appartenance à un monde politique commun, mais aussi par la conquête de nouvelles couches moyennes et de nouveaux employés, grâce au - ou au prix du - dépérissement d'une culture social-démocrate autonome. A propos de cette période, lorsqu'on parle de coexistence conflictuelle entre des cultures politiques différentes au sein de la social-démocratie, on ne veut pas faire référence à un affrontement entre diverses injonctions ou exigences culturelles au sein du parti. En fait, le parti s'est parfaitement gardé de telles injonctions, et quelle que soit l'étiquette sous laquelle elles se présentaient.

VI

Le cadre général de référence dans lequel se déroula le Congrès de Bad Godesberg s'est ensuite transformé d'une manière radicale à partir des années 70. La renaissance à partir de 1968 de l'ancien paradigme marxiste, due à la révolte des jeunes sociaux-démocrates, qui n'avait d'ailleurs été que le prolongement du mouvement étudiantin de la seconde partie des années 60, ne constitua, de ce point de vue, qu'un prélude. Un défi beaucoup plus ardu, beaucoup plus sérieux, fut posé à l'autonomie politico-programmatique et à la capacité social-démocrate de bénéficier d'un consensus majoritaire dans le pays: ce défi résultait de nouveaux processus étroitement liés à la crise de l'ancien modèle de progrès. Les travaux autour du nouveau programme du Spd, à partir de 1984, représentent une tentative d'arriver à une solution valable pour résoudre les graves problèmes suscités par cette nouvelle situation.

Comme l'ont particulièrement démontré les recherches empiriques réalisées par le sociologue américain Ronald Inglehart (on peut cependant toujours remettre en cause les hypothèses heuristiques fondées sur un matériau empirique), une «révolution silencieuse»³ était déjà en cours dans les pays industrialisés d'Europe occidentale dès les années 60. Celle-ci pousse une minorité croissante de la société à substituer aux anciennes valeurs matérialistes des valeurs post-matérialistes comme la participation, l'orientation des choix suivant leur signification réelle, l'équité et l'épanouissement personnel. Ces changements de valeurs se répandent surtout parmi les jeunes générations et la nouvelle classe moyenne, mais ils finissent tout de même par atteindre, même si c'est dans une moindre mesure et de manière beaucoup plus lente, une grande partie des autres classes sociales. Ils entraînent une dévalorisation relative des effets du bien-être résultant de la politique traditionnelle, ainsi qu'un déplacement de l'intérêt politique (et du même coup des critères déterminant la réussite d'une politique), en faveur de questions

telles que la signification de la vie et du travail, les possibilités d'épanouissement personnel, les relations et rapports communautaires et un ordre social équilibré.

Cette «révolution européenne silencieuse» fut reconnue tardivement, et on la sous-estima bien souvent. Elle dévoila son thème principal, à savoir l'auto-destruction du milieu social et l'anéantissement de la biosphère sous l'effet d'une industrialisation excessive, avec un certain retard, c'est à dire à partir du début des années 70, grâce aux études du Club de Rome et à une série de catastrophes écologiques d'un type inconnu jusqu'alors. Cependant, elle le maîtrisa ensuite d'une façon qui prouvait un caractère radical, une énergie et une capacité de diffusion remarquables. Dès ce moment, le consensus qui unissait toute la société quant au modèle du progrès industriel s'est brisé. Et il en fut de même, simultanément, pour la partie constitutive et fondamentale du consensus propre à la social-démocratie, qu'elle avait réalisé à travers le programme de Bad Godesberg, précisément fondé sur le consensus général.

Dès le début des années 70, c'est surtout la couche sociale intéressée par le passage aux valeurs post-matérialistes qui décela dans l'expansion illimitée du modèle traditionnel du progrès de la production un danger pour la survie de l'espèce, à cause de l'apocalypse rampante dont l'avènement était inscrit dans le bouleversement des cycles naturels. D'autre part, le noyau traditionnel du vieux mouvement ouvrier, qui avait grandi avec le centre productif du système industriel, persistait à voir dans l'ancienne avancée du progrès les prémisses d'une vie meilleure et du progrès social qui l'impliquait.

Les groupes sociaux porteurs du retournement de valeurs post-matérialiste, pour ne pas dire toute la formation qui s'était à peine constituée et qui était composée des critiques du modèle traditionnel de progrès, étaient issus des rangs sociaux-démocrates et de sa périphérie dans les milieux de gauche. Aussi, après une phase prolongée correspondant à l'émergence d'un mouvement de base apolitique, le problème de l'organisation se posa à nouveau pour un secteur de la gauche. Au sein du «mouvement pour les initiatives civiques» (Bürgerinitiativen), on discuta avec beaucoup d'animation, au début des années 80, pour savoir si la bataille écologique contre le modèle du progrès industriel serait menée plus facilement via l'influence qu'un mouvement social indépendant exercerait sur tous les partis, ou par l'organisation d'un parti écologiste spécifique. Après le regroupement d'un de ces courants, en 1981, dans le parti des Verts, et suite aux succès que ce parti a connus lors de sa participation aux élections municipales, aux



Länder et au Parlement fédéral, la question de principe du soutien électoral aux partis de la gauche a resurgi, au moins pour les générations les plus jeunes et pour une partie considérable de l'électorat de gauche.

Pour la social-démocratie, ces problèmes revêtaient principalement trois aspects:

1. Alors qu'auparavant, toute la société se reconnaissait en lui, le consensus sur la croissance, en principe illimitée, de la civilisation technico-industrielle, s'était brisé. La fracture divisait en deux la base social-démocrate. La question de l'identité social-démocrate se reposait en termes inédits, absolument différents des anciennes distinctions entre droite et gauche, de manière radicalement nouvelle.

2. Le type de débat politique et théorique, interminable et exténuant, qui avait apparemment constitué un mode de fonctionnement du vieux consensus interne non dénué d'une certaine efficacité, et qui traduisait une façon de penser et de se situer pratiquement inconsciente mais très fiable, représentatif de l'esprit collectif de toute une époque, lui donnant son sens et ouvrant une perspective, ce type de débat s'avéra irrémédiablement dépassé. Ce qui jusqu'alors avait été le fondement indiscutable de toutes les discussions politiques internes était carrément devenu le principal sujet d'affrontement. Presqu'ironiquement, les questions stratégiques qui émergèrent à partir du milieu des années 70 occupèrent la

première place dans la politique réelle, alors que l'application fidèle, dans la politique de tous les jours, des perspectives de progrès qui jusqu'alors étaient évidentes pour tous, se révéla représenter une politique illusoire.

3. Pour la première fois depuis la dispute sur le révisionnisme, cela créa une profonde opposition paradigmatique entre deux cultures. En fait, les porteurs des orientations de valeurs opposées, dont l'importance était décisive à plusieurs égards, ne vivaient plus dans le même monde, du moins dès la moitié des années 70. Les décisions, les mesures pratiques et les perspectives, qui pour une partie d'entre nous, malgré les nombreux distinguo et les relativisations, représentaient toujours des jalons sur la voie d'une vie meilleure et restaient inscrites dans le continuum d'un futur prometteur, apparaissaient aux autres comme les signaux alarmants de la destruction catastrophique de la biosphère, et avec elle, du genre humain, comme les éléments d'une apocalypse toujours plus proche. Les luttes contre l'énergie nucléaire, contre les grandes installations à risque et contre la destruction croissante de la nature sous l'effet de la construction de voies de communication et d'habitations symbolisent cette fracture.

VII

Aux deux cultures vers lesquelles évoluait, de façon sans cesse plus diversifiée, le paysage de la gauche démocratique en République fédérale allemande et avec lui, celui de l'électorat social-démocrate, correspondaient non seulement des paradigmes opposés quant à la conception de la politique et du monde, et donc quant aux objectifs politiques, mais aussi des différences notables pour ce qui était des formes de vie individuelles et collectives, et même du style et des modalités de la participation politique. Tout cela rendit extrêmement difficile la coopération entre les représentants de ces deux cultures que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des partis politiques et des organes représentatifs.

Evidemment, ce nouveau dualisme politico-culturel ne se développa pas suivant un modèle fondé sur la juxtaposition de segments séparés rigidement, mais plutôt comme deux pôles d'énergie contradictoires sur le plan social, exerçant une force d'attraction différenciée selon le cadre de leur action, avec beaucoup de nuances et de points de contact. Pendant longtemps, et dans une certaine mesure aujourd'hui encore, les organisations syndicales des secteurs productifs traditionnels et le parti des Verts ont représenté, au sein de la gauche démocratique, des noyaux de cristallisation situés aux deux pôles opposés. Entre ces deux extrêmes, l'influence de ces cultures se manifeste d'une façon et dans une mesure variable, dans le milieu social-démocrate d'une part et dans

la gauche non organisée prise dans son ensemble de l'autre. Ce processus dynamique se caractérise par les effets centrifuges déchaînés par une polarisation politico-culturelle au sein même d'une social-démocratie qui initialement n'avait pas été en état d'y faire face par des concessions susceptibles d'intégrer et d'unifier. A long terme, ce processus comporte le risque grave de ne laisser derrière lui qu'un mouvement exsangue. Cela se concrétise sous la forme de défaites électorales, plus ou moins équivalentes, sur les deux fronts opposés où doit lutter le parti. A la fin de l'«ère» qui avait vu en Helmut Schmidt son véritable représentant, on a connu le risque aigu d'une marginalisation contemporaine du Spd, que ce soit par rapport au noyau de producteurs appartenant au mouvement syndical, ou par rapport aux nouveaux mouvements sociaux, sévères critiques du modèle de progrès réalisé. Ce processus aurait pu conduire le Spd à une perte d'attractivité et de crédibilité politiques, et aurait en outre menacé de manière incalculable la capacité du Spd de bénéficier d'un consensus majoritaire.

Dans cette situation, tout portait à croire que l'accession à un nouveau consensus pour la social-démocratie passait par une discussion et un débat ouverts, capables de lui rendre la possibilité de devenir majoritaire, dans le contexte d'un paysage politique considérablement modifié et en s'appuyant sur un projet nouveau et crédible pour l'avenir. Dans le cadre du schéma politique traditionnel bipolaire gauche/droite, que ce soit du point de vue social global ou de celui interne à la social-démocratie, ce sont avant tout des problèmes comme l'accroissement des possibilités de participation et des chances de vie, la démocratisation de la société, la politique sociale et le justice distributive qui furent pris en considération. Partant de là, le début des années 70 a vu les luttes politiques se déplacer vers un champ de bataille organisé autour de quatre pôles, où les questions portant sur la distribution des richesses et non encore résolues furent occultées par les controverses sur le modèle de progrès industriel proprement dit. La distinction gauche-droite fut dépassée et relativisée aussi bien à l'intérieur du système des partis que dans la gauche elle-même, la contradiction dominante opposant désormais les tenants du progrès envisagé en termes traditionnels aux critiques de celui-ci, partisans d'une conception alternative du progrès.

(VIII)

IX

L'actuelle discussion de programme au sein du Spd représente, depuis sa création, le quatrième grand effort d'autodéfinition paradigmatique des buts et des voies du socialisme démocratique; il ne s'agit donc pas de la compilation mécanique et routinière d'un programme

abstrait à effectuer à échéance fixe. Chacun des quatre grands débats théoriques fut résumé et scellé par un nouveau programme pour constituer, en fin de compte, pour chacune des phases historiques, une sorte d'auto-interprétation officielle émanant du parti. Néanmoins, chacun d'entre eux demeurerait présent dans la tradition du débat interne au parti, parfois sous forme d'un ruisseau, parfois sous forme d'un flux plus impétueux qui, dans d'autres circonstances, aurait pu redevenir le courant principal. En ce sens, il y a toujours eu un manque manifeste de synchronisme dans la tradition de la social-démocratie allemande.

La première grande confrontation idéologique fut celle des anarchistes et des marxistes dans le cadre de la 1^{re} Internationale. La question qui les a divisés était la suivante: le chemin vers la société libérée passe-t-il par l'élimination de l'Etat ou, au contraire, peut-on emprunter une voie prévoyant la création de formes sociales innovatrices dans le cadre de l'organisation étatique déjà existante ? Le choix favorable à la voie politique date de la fondation de l'organisation social-démocrate allemande.

Le deuxième grand débat commença en 1896. Il avait pour origine les thèses révisionnistes d'Edouard Bernstein à l'égard du marxisme dominant au sein du parti. Tout tournait autour de la possibilité de transformer le capitalisme en socialisme au moyen d'une stratégie de réformes orientées à cette fin, la position opposée mettant en avant l'idée qu'on ne pouvait s'atteler à la construction d'une nouvelle société qu'après l'écroulement de la société capitaliste. Ce débat se clôtura d'abord par le refus de la stratégie réformiste. Ce n'est qu'après quelques décennies (après une phase caractérisée par une ligne politique ambivalente articulée autour d'une élaboration théorique anti-réformiste et d'une pratique politique réformiste) que l'on procédera à un choix réformiste clair avec le programme de Bad Godesberg.

Le troisième grand débat idéologique fut celui qui opposa les sociaux-démocrates aux communistes au cours des années qui suivirent la Révolution d'Octobre. La question était de savoir si la «dictature du prolétariat», instaurée sous la forme de la dictature du parti bolchevique, était, comme l'affirmaient les communistes, le passage intermédiaire indispensable sur la voie de l'émancipation humaine ou, au contraire, selon la réponse des sociaux-démocrates, si elle représentait l'abandon des principes propres à la tradition socialiste, puisque le socialisme ne pourrait résulter que de l'achèvement et de l'accomplissement de la démocratie.

Ces débats composent les stratifications historiques et idéologiques du processus de formation de l'identité social-démocrate et sont à présent la source de références du quatrième débat stratégique en cours aujourd'hui. Il s'agit de savoir si l'accomplissement du modèle de progrès par l'industrialisation peut mener à une société solidaire et auto-régulée, ou si, au contraire, pour bien des aspects dans bien des domaines, ce modèle ne finit pas par constituer un obstacle à l'affirmation d'une telle société.

Alors que les trois premières confrontations idéologiques de l'histoire se conclurent, du moins provisoirement, en faveur d'une des deux tendances politiques en compétition, le débat actuel sur l'industrialisation montre clairement qu'il s'agira uniquement, dans ce cas-ci, d'une synthèse au sens hégélien du terme, c'est à dire un résultat par lequel les noyaux des deux cultures politiques seront «dépensés et récupérés», selon la signification que le verbe *aufheben* a pris dans cette philosophie. A long terme, l'ancienne conception du progrès est incompatible avec les conditions naturelles de survie de l'espèce humaine et n'est plus possible politiquement. D'autre part, il n'est probablement plus concevable de sortir du modèle de développement industriel. Du point de vue des valeurs et des expériences historiques fondamentales du socialisme démocratique, ce n'est même pas souhaitable, et cela ne représente sans doute pas une plate-forme politique sur la base de laquelle il serait possible de construire un consensus majoritaire dans un pays. Le débat qui secoue la social-démocratie laisse donc entrevoir aujourd'hui une redéfinition auto-critique et une révision du concept de progrès, en tenant compte du facteur écologie.

(X)
XI

L'ébauche d'Irsee, présentée en juin 1986 par la Commission chargée du programme, constitue le résultat provisoire d'une stratégie de débats destinée à réaliser une synthèse organique entre les cultures et sous-cultures politiques sectorielles diverses. Les représentants de ces cultures sont parvenus, en deux ans, à un accord de fond sans qu'une majorité ne doive imposer sa volonté à une minorité. La tâche du Spd sera de faire qu'à l'avenir, une telle synthèse soit également réalisée à la base du parti, via des débats de masse, étant donné que c'est la seule manière de révéler et d'exploiter les capacités d'orientation et de motivation.

L'ébauche d'Irsee est axée sur cinq idées intégratives et unificatrices nouvelles dont la configuration reprend les contenus de fond des deux

grandes sous-cultures social-démocrates à tel point qu'on les y retrouve sous leur forme authentique. Bien que l'on sache depuis l'époque de Leonard Nelson que le compromis constitue l'actualisation terrestre de l'idéal, il ressort clairement de l'ébauche d'Irsee que, dans la mesure du possible, le programme fondamental du parti ne devrait pas comporter de compromis; à la rigueur, ils pourraient apparaître dans une phase d'application et de réalisation face à un environnement hostile.

1. Dans son préambule, l'ébauche d'Irsee souligne déjà que la survie du genre humain est menacée par l'existence de phénomènes qui ont des effets à long terme et qui résultent du modèle de société fondé sur l'asservissement de la nature, ainsi que de la politique de dissuasion atomique adoptée par les blocs. Pour la première fois dans son histoire, l'humanité menace - avec les techniques pacifiques et non pacifiques qu'elle a élaborées elle-même - l'existence de la biosphère et la survie de sa propre espèce. La Commission chargée d'élaborer le programme était d'accord à l'unanimité que la profondeur et la radicalité des changements de la situation mondiale ne permettent plus de commencer, comme cela était possible dans le passé, par la réaffirmation pure et simple des valeurs traditionnelles telles que la liberté, la justice et la solidarité. Au contraire, le programme - avant même de mentionner ces valeurs fondamentales - aborde le problème de ces dangers provoqués par l'homme lui-même et érige la garantie de la paix dans l'ère atomique et la responsabilité de l'homme pour l'intégrité de la nature en «conditions fondamentales» de toute politique digne de ce nom. Ces conditions fondamentales - conditions aussi pour la vie physique - ne sont certes pas placées au-dessus des valeurs fondamentales traditionnelles du socialisme, en ce sens que ces dernières pourraient être dépassées ou relativisées par leur faute, comme dans une espèce de «dictature» des points de vue et des principes écologiques. Cependant, aujourd'hui, l'affirmation de ces conditions fondamentales doit être à la base de toute tentative de transformer la société qui se veut orientée par des valeurs fondamentales, et elle donne la possibilité à cette dernière d'adopter une ligne directrice d'une très grande et profonde signification. Le premier mot d'ordre et la tâche fondamentale de la politique social-démocrate énoncés dans le premier paragraphe du programme ne sont plus constitués par de grands espoirs placés dans les valeurs d'une émancipation totale de l'homme, mais par la dénonciation du réel danger de l'auto-destruction de l'espèce humaine.

2. L'espoir, profondément partagé, au delà de toutes les différences de tendances politiques et depuis le début du mouvement socialiste, d'une croissance, théoriquement illimitée, de la production de biens matériels et de services, ayant pour objectif une société de bien-être (cet

aspect est inséré et repris dans le programme de Bad Godesberg sous la dénomination de «bien-être constamment croissant») représentait le symbole du modèle traditionnel du progrès et de son lien avec l'utopie socialiste. Après des débats qui ont duré des années, débats difficiles et extrêmement âpres, la Commission chargée du programme est parvenue à formuler l'hypothèse d'une «société responsable du point de vue social et écologique», représentant une idée unificatrice qui précise ce que peut être un progrès revu et corrigé dans sa finalité et dans ses modalités de réalisation. L'ébauche d'Irsee montre de façon détaillée que l'on peut cerner le noyau d'une culture industrielle digne d'être conservée parce que conciliable avec les conditions mettant la nature en mesure de s'auto-reproduire, et avec un environnement de vie et de travail respectant la dignité de l'homme. En même temps sont exposées les transformations sociales et écologiques, en partie très radicales, par lesquelles cette nouvelle culture industrielle doit être caractérisée.

Outre l'écologisation de la production et de la consommation par la mise en place d'un cadre général de référence par l'Etat, grâce à une nouvelle politique des applications technico-industrielles et une nouvelle forme de «cogestion» (Mitbestimmung) dans les entreprises, cette transformation doit être réalisée au moyen d'un cadre législatif étatique, du contrôle et de l'encouragement des investissements destinés à rendre possible une «politique de croissance sélective».

Le but final serait de remplacer le produit national brut par des indicateurs qualitatifs tenant compte de ce qui, dans l'avenir, doit augmenter ou diminuer. Parmi ces indicateurs - qui, en même temps, désignent les objectifs finaux pour les processus de croissance orientés selon des principes qualitatifs - figurent, par exemple, des facteurs tels que la consommation de ressources énergétiques et de matières premières, le recyclage des matières premières déjà utilisées, l'exploitation plus ou moins importante des terres, le contrôle social des technologies et les répercussions sur l'emploi.

Cette politique de modernisation écologique et sociale s'intègre à la politique du travail par plusieurs biais. Il y a tout d'abord la réduction de la durée du travail et une «politique écologique en matière de consommation» amorcée grâce à des impôts spéciaux de l'Etat. Il y a ensuite des programmes d'investissement pour l'assainissement de l'environnement, liés à une stratégie globale visant à la création d'emplois. Enfin, il s'agit d'élargir les formes de cogestion à l'entreprise, et d'impulser une stratégie destinée à humaniser les conditions de travail.

3. Le principe classique de la neutralité de la technique, selon lequel les répercussions sociales des technologies dépendent uniquement du contexte social de leur réalisation, est remplacé dans l'ébauche d'Irsee par l'affirmation suivante : jamais la technique ne peut être neutre car,

d'une part, elle est inévitablement liée au cadre social dans lequel elle a vu le jour, et, d'autre part, elle est toujours dépendante des intérêts dominants, même si cela ne saute pas aux yeux. De plus, l'ébauche d'Irsee souligne que, dans l'état actuel de la technique, la réalisation de tout ce qui serait techniquement possible pourrait signifier la fin d'une vie et d'un travail à la mesure de l'homme, voire même l'extinction de la vie en tant que telle. L'ébauche fait ainsi référence aux technologies à risque, comme l'énergie nucléaire, auxquelles il est demandé que l'on renonce rapidement; à la centralisation d'informations, permettant des formes de contrôle contraires aux droits de l'homme, ainsi qu'aux manipulations génétiques, à cause du risque implicite dont elles sont porteuses de voir l'être humain procréé en laboratoire, ce qui équivaldrait à mettre fin à l'idée même d'une dignité autonome de l'homme.

Cette idée d'un contrôle social et écologique de la technique n'est cependant pas liée à l'hypothèse d'un arrêt du progrès technique, voire à la sortie de la civilisation technologique. On envisage plutôt une politique de développement technologique socialement guidée, qui devrait être réalisée moyennant un dialogue social qui implique l'ensemble de la société, une restructuration des objectifs concrétisée dans l'encouragement par l'Etat du développement technique, et une extension des droits des travailleurs dans la phase d'introduction des nouvelles technologies.

4. A partir des années 70, l'Etat social a également été soumis à une critique radicale, aussi bien de la part de l'opinion publique qu'à l'intérieur du Spd, d'une part à cause des graves problèmes financiers dont il était responsable, mais aussi à cause du caractère discutable de ses méthodes, c'est-à-dire la bureaucratisation, les retards chroniques et la mentalité d'assisté qu'il induit chez ses «clients». Parallèlement au conflit ouvert entre les traditionnalistes et les partisans d'hypothèses alternatives, les sociaux-démocrates étaient divisés entre ceux qui défendaient l'Etat social sous sa forme actuelle et ceux qui le critiquaient pour son étatisme tendanciel et qui exigeaient sa reconstruction totale. L'ébauche d'Irsee se tient aux principes de la responsabilité publique globale et refuse d'abaisser le niveau actuel de la sécurité sociale, mais reprend la stratégie antiétatique en ce qui concerne ses hypothèses de réforme dans le cadre d'une politique sociale préventive et d'une aide publique garantie par les initiatives de «self-help». Pour que cela puisse se réaliser sans baisse du niveau de solidarité, il faut que l'assistance sociale fonctionne selon un modèle de coproduction sociale (à savoir qu'elle soit dispensée selon des modalités coopératives mises en oeuvre entre l'administration responsable de la prestation des services sociaux et les intéressés, de sorte que ces derniers puissent rester des agents actifs) destiné à remplacer le modèle qui prévaut actuellement et qui est fondé sur le transfert pur et simple des ressources monétaires et sur la

délégation. Le maintien du niveau atteint en matière de sécurité sociale doit être garanti grâce à une transformation radicale des méthodologies en vigueur actuellement.

5. Un point de l'ébauche traite minutieusement du débat concernant l'abandon de la politique de dissuasion nucléaire et la suppression des alliances militaires, débat relancé et accéléré en République fédérale, surtout par le mouvement pacifiste. La suppression des blocs, l'élimination au niveau planétaire de toutes les armes d'extermination de masse par le biais d'une politique de création progressive et d'agrandissement de zones dénucléarisées doivent permettre un «partnership dans la sécurité», fondé sur l'intérêt authentique de chacun des deux systèmes au maintien de la paix, sans que cet intérêt ne se confonde avec une communauté de valeurs. Pour la République fédérale, la poursuite de cet objectif à l'intérieur de l'alliance dont elle fait partie est considérée comme plus riche en perspectives que le retrait pur et simple de l'Alliance atlantique, puisque seul un mouvement parallèle dans les deux blocs peut couronner de succès cette stratégie.

Ces nouvelles idées, porteuses d'unification et d'intégration, ne sont certes pas la manifestation de compromis de façade entre des positions fondamentalement inconciliables. Il s'agit au contraire d'un projet politique cohérent et durable, capable d'ouvrir des perspectives de travail fructueuses. Le texte et les programmes qui s'y réfèrent le montrent de façon approfondie. Ces nouvelles tentatives d'intégration résultent d'une synthèse substantielle entre les intérêts politiques fondamentaux et les conceptions politiques des deux grandes cultures de la gauche démocratique telles qu'elles se sont développées et transformées de façon autonome au cours de longues années de débat. En politique, on a connu de nombreuses expériences négatives lorsqu'on s'est attaché à aplanir des conflits, notamment en cédant à la tentation omniprésente de renoncer à un consensus fondé et motivé en faveur d'une stratégie d'harmonisation purement verbale. Ces expériences expliquent un certain scepticisme à l'égard de l'ébauche d'Irsee, proposant les axes d'un nouveau programme pour le Spd, mais il nous semble que ce scepticisme n'est pas de mise en l'occurrence: on peut affirmer que les idées maîtresses de l'ébauche sont l'expression concrète d'une convergence profonde des deux cultures social-démocrates, celle du courant traditionnel et celle du courant alternatif.

Dans le cadre de la dialectique politique de la République fédérale, une «troisième voie» originale est ainsi opposée au néo-conservatisme défenseur du modèle traditionnel du progrès et aux Verts-alternatifs, qui font valoir une espèce de droit de veto organisé. Cette troisième voie se caractérise par la reconstruction et la redéfinition du modèle de progrès,

du point de vue social et écologique. C'est une solution qui s'avère à même de recueillir le consensus de la majorité, tant au sein des milieux productivistes du mouvement syndical et des «technocrates libéraux» que dans les secteurs et les groupes intéressés par une transformation constructive de la société, à savoir les mouvements sociaux et les nouvelles couches intermédiaires.

Notes:

- (1) Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.
- (2) À propos de cette catégorie, cf Claus Leggewie, *Der König ist nackt - Ein Versuch die ära Mitterrand zu verstehen*, Hamburg, 1986.
- (3) Ronald Inglehart, *La révolution silencieuse*, Milan, 1983.

la faillite du communisme immature

jacques aron

« - Les syndicalistes prenaient toujours position contre la dictature du prolétariat : "Ce qui s'établit en Russie, c'est du capitalisme d'Etat qui conduit à une nouvelle forme d'oppression et d'exploitation du prolétariat."

- Cela ne pourrait se produire, répliquai-je, que si les travailleurs ne parvenaient pas à exercer leurs nouveaux droits, à envoyer dans les Soviets les meilleurs d'entre eux, et n'usaient pas de leur faculté de renvoyer leurs délégués incapables.

Fidi Harjes répondit :

- Mais où sont-ils donc tes travailleurs éclairés, assez développés pour soutenir toujours les meilleurs ? Moi je suis d'avis qu'il convient de changer l'homme avant les rapports sociaux.

- Tu veux donc retourner au capitalisme ! Où la société bourgeoise donne-t-elle à l'ouvrier le moyen de s'épanouir ?

- L'a-t-il davantage sous la dictature du prolétariat ? La dictature interdit toute possibilité d'épanouissement des dispositions personnelles !

- C'est idiot ! La dictature saisit et utilise tous les moyens qui permettent aux ouvriers et aux paysans de se développer. Mettre les hommes capables à la place qui leur convient, voilà l'une des principales tâches du communisme. »

Heinrich Vogeler, peintre réputé de l'Art Nouveau allemand, rallié au communisme pendant l'éphémère République des Conseils d'ouvriers et de soldats de Brème en 1919, rapporte cette conversation de l'époque dans ses souvenirs (1).

Arrêté après l'échec du mouvement révolutionnaire, il eut avec son juge la discussion suivante :

« - Dites-moi, Monsieur Vogeler, comment vous, peintre célèbre, êtes-vous venu au communisme ? Vous êtes bien communiste ?

- C'est la guerre qui a fait de moi un communiste. Après cette expérience, il ne m'était plus supportable d'appartenir à une classe qui envoyait à la mort des millions d'hommes pour le profit de quelques-uns. La guerre pèse de plus en plus aux travailleurs ; le peuple n'y trouve que pertes et misère, il en a assez de se laisser exploiter par ses maîtres. Les travailleurs disent avec raison que la propriété privée est la source du profit.

- Mais qu'est-ce qu'ils mettront à sa place s'ils l'abolissent et avec elle toute initiative, tout effort pour le gain et le bien-être ?

- La propriété collective la remplacera ; les usines et les champs appartiendront aux ouvriers et paysans.

- Croyez-vous que le peuple soit mûr pour un tel bouleversement ?

- De même que les travailleurs savent que le capitalisme est et restera la cause de la guerre, ils connaissent la voie qui permet de sortir de cette anarchie. La guerre leur a appris à ne plus mourir en héros pour les nantis.

- Je vous remercie, Monsieur Vogeler, vous êtes un incorrigible idéaliste. »

Leipzig, 1986, près de septante ans après, un autre peintre, Wolfgang Mattheuer, membre du SED depuis 1958 :

« Le capitalisme, théoriquement moribond, est aujourd'hui plus puissant que jamais. Et, plus que jamais, les peuples d'Europe qui, suite à la guerre, furent soumis au "bloc de l'Est", ressentent le "socialisme réalisé" comme imposé et non désiré.

Voilà l'amère vérité qu'aucun tabou, aucune formule incantatoire ne sauraient dissimuler.

La supériorité américaine rend Reagan toujours plus séduisant tandis que la pénurie contraint Gorbatchev à formuler ses propositions d'un ton presque implorant. Encore et toujours des rapports de force qui n'autorisent "aucune faiblesse du pouvoir", aucune "appréciation individuelle". Pas de pensée libre, pas de participation des individus actifs à la réflexion, à la planification, au gouvernement. La "créativité des masses", ce mot d'ordre sacré, ne peut se déployer. Les capacités des individus sont sous-utilisées.

La léthargie s'étend sur le pays comme un brouillard. La productivité du travail est terriblement basse. » (2)

Et dans sa lettre de démission (1986) :

« Je réalise aujourd'hui que le parti n'a pas besoin d'individus désireux de se déterminer librement. Il n'a mis en place aucun mécanisme qui permette à l'expérience et au savoir individuels de remonter et de s'intégrer de façon positive. Il s'imagine toujours, comme auparavant, détenir tout savoir et tout pouvoir. Il ne discute qu'à contre-cœur avec les camarades qui ne clament pas leur enthousiasme. »

Une période historique s'est achevée. Commencée avec la Première guerre mondiale et la Révolution d'Octobre, elle a pris fin avec l'ouverture du Mur de Berlin.

L'histoire, diront certains, n'est jamais terminée. Soit, mais il y a des césures qui demeurent et dont l'importance n'a pas échappé aux contemporains. 1789 ou 1815 ne disparaîtront jamais des manuels.

Et après de tels bouleversements, il n'est aucune perspective d'avenir qui puisse faire l'économie d'un bilan préalable. Surtout pas pour ceux qui ont été au cœur de l'événement et que l'histoire aujourd'hui interpelle sans ménagement.

Certes, le bilan n'est pas facile à établir, ni la ligne de partage évidente à tracer entre le poids des circonstances et les responsabilités politiques de ceux qui ont cru ou prétendu conduire l'expérience à son terme.

Nous savons que l'échec aura nécessairement pendant un temps des allures de restauration. La Restauration, écrit Victor Hugo dans son *Journal des idées et des opinions d'un révolutionnaire de 1830*, « ce gouvernement qui traitait la France en accusée, en criminelle, et lui faisait sans relâche son procès, avait fini, tant il y a une raison intérieure dans les choses, par ne plus pouvoir avoir pour ministres que des procureurs généraux ».

Les citoyens de l'ex-RDA, comme Christa Wolf, auraient bien des choses à en dire – et ils les disent.

Mais aucun argument ne justifie qu'on élude le débat dans un parti dont l'histoire est entièrement comprise dans la période qui se clôt.

Du *Manifeste Communiste* des pères fondateurs à la Révolution d'Octobre, septante ans s'étaient écoulés. Avec la révolution soviétique commençait réellement l'expérimentation concrète du communisme, le passage de la théorie critique à la pratique.

Mais contrairement aux présupposés, ce n'est pas le capitalisme développé qui donne naissance à une structure sociale capable de dépasser ses limites. On imaginera donc la théorie circonstancielle du « maillon le plus faible ».

La Première guerre mondiale, la confusion générale, la désagrégation des pouvoirs et des valeurs ont ouvert la voie à l'aventure qui enfante un prématuré de l'histoire : le socialisme dans un empire gigantesque, dont une petite partie est à l'aube du développement industriel, et le reste dans un état d'arriération économique considérable. La classe ouvrière y est embryonnaire, les acquis démocratiques, inexistantes.

L'échec des autres mouvements révolutionnaires – en Hongrie, en Allemagne, berceau du communisme théorique, où les ouvriers sont plus nombreux et le mouvement socialiste, puissant et organisé – isole rapidement l'Union soviétique.

Attaquée par les puissances impérialistes, l'URSS, qui défie l'ordre social dominant, ne cessera, malgré les brefs répit qu'elle parvient à se ménager, d'être la cible des Etats qui travaillent à sa perte. Une dizaine d'années suffiront à faire apparaître les suites dramatiques de la pression internationale, de l'isolement du pays, du sous-développement économique et social : le volontarisme et la contrainte président ensemble à l'industrialisation forcenée, à la collectivisation des campagnes. Une répression impitoyable frappe une grande partie de la population ; la lutte fratricide s'installe dans le parti. La fièvre obsidionale gagne le pays, l'ennemi intérieur est partout et permet d'expliquer tous les échecs.

L'eût-on voulu, quand et comment se serait-on accordé quelque répit dans ce processus de transformation accélérée ?

Au contraire, l'arrivée au pouvoir d'Hitler, Munich, la guerre d'Espagne, l'Anschluss, la complaisance des puissances occidentales à l'égard du fascisme dont on espère secrètement qu'il en découle avec l'URSS, tout cela laisse peu de place aux aspirations des peuples et des citoyens soviétiques.

Certes, l'élan révolutionnaire et l'engagement idéaliste subsistent, mais ils cèdent graduellement la place à un système répressif totalitaire. La concentration du pouvoir dans le parti et plus particulièrement au sommet de sa hiérarchie met sous tutelle toute la vie sociale, économique, culturelle.

De théorie critique de la réalité, le marxisme, pris en charge par des fonctionnaires spécialisés, est transformé en idéologie, caution de l'ordre établi.

Dans ce contexte, qui est disposé à entendre certaines vérités sur la réalité soviétique ?

CONTRE LE

COMMUNISME



ET LE

MARXISME

VOTEZ REX

En 1936, André Gide écrit dans son *Retour de l'URSS* : « Dictature du prolétariat, nous promettait-on. Nous sommes loin du compte. Oui : dictature, évidemment ; mais celle d'un homme, non plus celle des prolétaires unis, des Soviétiques. Il importe de ne point se leurrer, et force est de reconnaître tout net : ce n'est point là ce qu'on voulait. Un pas de plus et nous dirions même : c'est exactement ce que l'on ne voulait pas. »

Gide avait résisté à toutes les pressions de ses amis communistes avant de publier ce livre digne, juste et plein de scrupules, qui se terminait par ces mots : « L'aide que l'URSS vient d'apporter à l'Espagne nous montre de quels heureux rétablissements elle demeure capable. L'URSS n'a pas fini de nous instruire et de nous étonner. » (3)

La politique de Front populaire et d'alliances démocratiques pour endiguer le fascisme échoue ; la menace de guerre se précise. L'ultime manœuvre pour l'endiguer, le pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne qui en est le prix, jette le désarroi dans les esprits. Le moment est-il mieux choisi pour faire le procès des retards démocratiques de l'URSS, avec le Parti ouvrier belge qui publie en mars 1940 sa brochure intitulée *Le Paradis Russe* ?

Trois mois plus tard, après l'invasion de la Belgique, Henri De Man, son président, appelait à ne pas résister à l'occupant, et voyait une délivrance dans « cet effondrement d'un monde décrépit. (...) La justice sociale n'a pas pu sortir d'un régime se disant démocratique mais où, en réalité, régnaient les puissances d'argent et les politiciens professionnels, régime devenu de plus en plus incapable de toute initiative hardie, de toute réforme sérieuse. Elle pourra sortir d'un régime où l'autorité de l'Etat est assez forte pour saper les privilèges des classes possédantes et remplacer le chômage par l'obligation pour tous de travailler. » (4)

L'opposition héroïque du peuple soviétique à l'invasion nazie et la participation des communistes à la résistance dans les différents pays occupés vont rendre à l'Union soviétique et aux partis communistes une légitimité nouvelle.

Comment, dans ces conditions, quelques années de retour à la guerre froide vont-elles conduire à renverser les alliances et à annihiler les rapprochements qui s'étaient noués dans la lutte antifasciste ?

Le camp socialiste (suivant la terminologie alors en vigueur) s'est élargi mais son extension aux pays de l'Est de l'Europe est davantage la conséquence des victoires de l'Armée rouge que d'un processus politique interne. Dans ces pays, l'URSS impose ses méthodes de gestion politique et économique. Il faudra attendre la naissance de la Chine populaire pour voir surgir un Etat né d'un cheminement révolutionnaire

original mais dans une situation de sous-développement encore plus considérable.

Il appartient aujourd'hui à la gauche de reprendre l'analyse historique des circonstances qui ont entraîné aussi rapidement après la Deuxième guerre mondiale l'isolement des pays socialistes, et l'affrontement de deux blocs militaires antagonistes munis d'armes nucléaires qui ont assuré quarante ans d'équilibre dans la crainte d'une destruction massive dont la menace s'est à plusieurs reprises concrétisée.

Si l'attitude de l'URSS et des partis communistes doit être repensée, l'analyse englobera nécessairement aussi les partis socialistes occidentaux toujours enclins à se ranger complaisamment sous la bannière atlantiste et à utiliser la « peur du rouge » pour soutenir les revendications de leur électorat.

1956 sera l'année de l'intervention en Hongrie mais aussi celle du XX^e congrès du parti communiste soviétique, à partir duquel on pourra commencer à prendre la mesure de la répression stalinienne et de ses séquelles. L'URSS semble enfin pouvoir rompre avec ses années noires. Mais paradoxalement, l'échec global de l'expérience communiste initiée en 1917 n'est pas lié à ces années noires de guerre civile, de famine, d'intervention étrangère, d'industrialisation forcée et de répression politique, mais à l'incapacité de les surmonter, de gérer une situation nouvelle, de répondre aux besoins issus de son propre développement, d'assurer son équilibre dans un contexte international que l'URSS a elle-même contribué à créer et à affermir : l'éloignement du risque d'affrontement militaire, la coexistence pacifique de deux systèmes concurrentiels. Bref, l'incapacité à gérer le retour à une certaine normalité intérieure et extérieure, dans une étape historique où se concrétise une partie des objectifs pour lesquels les communistes n'ont cessé d'oeuvrer.

Ce sont ces trente dernières années qui ont été fatales au mouvement communiste, ces années que Krouchtchev avait ouvertes dans l'euphorie, prophétisant « *la construction en grand du communisme* » (5).

Sur-évaluation volontariste du « socialisme réalisé » et sous-évaluation présomptueuse de l'économie capitaliste : « *L'Union soviétique a entrepris la construction en grand du communisme (...); la coopération et l'entraide fraternelles se sont développées sous tous les aspects entre les pays socialistes. Les possibilités sociales et économiques de restauration du capitalisme sont désormais supprimées, et cela non seulement en Union soviétique, mais dans tous les pays socialistes. (...)* La tendance générale à la putréfaction du capitalisme s'est inexorable-

ment accentuée. Bien que l'économie des pays capitalistes accuse un certain accroissement de la production, elle est devenue encore plus instable, et l'alternance de ses courtes périodes d'essor, des chutes et des crises la rend pareille à un malade rongé par la fièvre (...) Le critère de la liberté et du bonheur véritables réside dans un régime social qui affranchit l'homme du joug de l'exploitation, lui accorde des droits démocratiques étendus, lui offre les moyens de vivre dans des conditions dignes de l'homme, lui donne l'assurance du lendemain, révèle ses aptitudes et ses dons individuels, renforce le sentiment que son labeur est au profit de la société entière. Le socialisme est précisément ce régime social. » (5)

Noble perspective, hélas contredite par les faits. Même si l'URSS et les pays qui lui sont liés économiquement connaissent d'incontestables succès au cours de ces années, le poids des habitudes du « communisme de guerre », la centralisation politique, la planification autoritaire, le contrôle policier, l'absence de reconnaissance et de gratification de la qualité du travail presté vont s'ajouter aux contraintes objectives fortement sous-estimées : le retard de développement par rapport aux USA, épargnés et enrichis par la guerre, et par rapport aux autres pays capitalistes industrialisés de longue date.

A partir des années soixante, s'ouvre en effet dans ces pays une ère nouvelle où les effets cumulés des réserves de capitaux, des techniques nouvelles décuplant la productivité du travail, du compromis gestionnaire social-démocrate, élargiront considérablement le champ du marché dans la société dite de consommation de masse. A l'inverse, en URSS et dans les pays du Comecom, les succès économiques dans certains secteurs doivent être tempérés par les pertes et les gaspillages dus à l'inertie de la planification bureaucratique, à l'inadéquation de nombreux produits à la demande et à l'évolution des besoins. Au surplus, la croissance économique a pour contrepartie d'énormes désastres écologiques dont on commence seulement à mesurer l'ampleur.

En bref, ces trente dernières années ont vu l'écroulement du grand défi de rattraper et dépasser le capitalisme.

Le déclin du parti communiste de Belgique – comme des autres partis communistes extérieurs au « camp socialiste » – est lié à l'identification par l'opinion publique de son action nationale et de la situation

des pays dirigés par des partis communistes ou prétendus tels. Combien de militants n'ont-ils pas mesuré quotidiennement l'écart entre l'estime personnelle que leur portaient leurs amis, leurs collègues, et leur refus d'une société que l'on persistait à doter de qualités supérieures en raison de la propriété sociale de ses moyens de production ?

La grandeur du projet communiste tient à sa vocation internationaliste, mais cette dernière pose à chaque parti communiste des exigences dont les autres partis n'ont jamais eu à se soucier. Ils n'ont jamais de comptes à rendre de l'attitude ou de l'action de leurs cousins idéologiques. Au grand supermarché mondial de la politique, la variété des étiquettes dissimule bien l'identité des produits. Seuls les partis communistes mettent en jeu, par leur nature même, tant de références surgies de contextes aussi différents, répercutées par les media, et à propos desquelles chaque membre du parti se trouve mis en demeure de se justifier, car elles sont les multiples facettes d'une expérience planétaire, celle du communisme. Comment faire saisir cette complexité dans des campagnes politiques dominées par quelques slogans simplistes ? Les membres d'un tel parti, dans leur quartier ou sur leurs lieux de travail, sentent toujours peser sur eux une responsabilité plus lourde que celle des adhérents à toute autre formation, et enregistrent des réactions souvent aussi excessives dans le soutien que dans la critique.

Que le parti communiste de Belgique ait rompu depuis longtemps avec toute identification au modèle soviétique, ait condamné l'intervention en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan, ne change rien à la chose, d'autant qu'il faut reconnaître que son attitude n'a pas été dénuée d'ambiguïtés qui permettaient de conserver des membres dont les jugements s'opposaient radicalement sur ces questions. Comment s'étonner dans ces conditions que les jeunes générations ne puissent se rallier à un mouvement dont il faut inévitablement assumer l'héritage, fût-ce de façon critique et profondément réfléchie ? Le parti communiste de notre pays a été lié par la force des choses à des transformations qui lui échappaient dans une large mesure. L'attitude conséquente mais difficile qui aurait dû être la sienne à l'égard de l'URSS (et de tout Etat se réclamant du socialisme) consisterait à mener conjointement l'analyse critique du développement de ces Etats et leur défense contre les menaces extérieures. La tentative d'inscrire dans la politique européenne en construction un projet « euro-communiste » a échoué.

Après ce bilan en demi-teintes, plutôt sombre diront certains, existera-t-il encore des communistes autrement que par inertie ou par aveuglement ? Sans hésitation, je réponds affirmativement, tant le projet communiste me paraît aujourd'hui encore représenter l'alternative la plus conséquente au capitalisme.

Car si celui-ci a aussi évolué, si les dirigeants des pays capitalistes ont aussi tiré certaines leçons du passé, cette évolution tient davantage à un changement d'échelle qu'à la disparition de ses ressorts internes. Les pays les plus développés sont parvenus à canaliser leurs contradictions par des mécanismes de concertation sociale, refoulant les conséquences les plus dramatiques de l'exploitation dans les pays du tiers-monde, dans leurs anciennes colonies accablées sous le poids de leur dette extérieure.

L'internationalisme et la solidarité des peuples restent ainsi, comme avant la Révolution d'Octobre, le seul levier de transformations durables contre tous les égoïsmes locaux, régionaux, nationaux ou supra-nationaux. Et, si l'on évoque souvent l'alternative sociale-démocrate comme modèle d'une évolution plus douce, il faut se souvenir qu'elle s'était elle-même profondément divisée à ce propos avant l'éclatement du premier conflit mondial.

Le journal allemand *L'Action* publiait au début de l'année 1914, avant l'ouverture des hostilités, cet article de son directeur Franz Pfemfert : « Dans un discours tenu à Francfort devant ses camarades de parti, Rosa Luxemburg a affirmé que les prolétaires français et allemands résisteraient énergiquement à l'ordre de s'anéantir mutuellement. Le 20 février 1914, des juges prussiens condamnèrent Rosa Luxemburg à un an de prison pour sa fière assurance. Rosa Luxemburg est une incurable optimiste. Elle connaît pourtant notre social-démocratie militariste. Elle connaît les Noske et consorts. Elle connaît le fameux slogan du parti : "Les sociaux-démocrates sont des soldats modèles". Elle sait bien que seul Karl Liebknecht peut être également considéré comme un social-démocrate antimilitariste conséquent. Rosa Luxemburg espère-t-elle cependant qu'en cas de guerre on trouverait ne fût-ce que mille, ne fût-ce que cent, ne fût-ce qu'un camarade prêt à démontrer sa fraternité prolétarienne à l'ennemi français ? Ah ! femme téméraire, s'il plaisait demain aux bellicistes des deux camps de mettre en scène une orgie meurtrière, les partisans du parti de quatre millions d'Allemands n'offriraient pas de quoi nourrir votre optimisme. » (6)

Combien de fois ce même critère, la solidarité internationale des travailleurs, n'a-t-il pas séparé par la suite socialistes et communistes, même s'ils surent s'unir à d'autres moments ?

Chez nous, de la non-assistance à l'Espagne républicaine au discours de la « peur » prononcé à l'ONU, Spaak, alors ministre socialiste, marquait une singulière continuité.

Si, comme le suggérait récemment Guy Spitaels, c'est toute la gauche que la faillite de l'expérience soviétique interpelle, le bilan historique de la période qui se clôt, devrait être celui de la gauche tout entière, de ses différentes composantes, dans un cadre global où aucune n'agit isolément.

Dans les années difficiles mais riches de possibilités qui inaugurent un espace politique unifié par la dissolution des frontières entre les blocs, les chances de la gauche sont à ce prix.

Notes

(1) H. VOGELER, *Werden, Erinnerungen*, Rütten & Loening, Berlin 1989. Traduction de l'auteur.

Né en 1872, H. Vogeler meurt misérablement en 1942 dans un kolkhoze de Sibérie où il a été évacué de Moscou.

(2) W. MATTHEUER, *Äusserungen*, Reclam-Verlag, Leipzig, 1990. Traduction de l'auteur.

Sur ce peintre, voir notre article dans le n° 173 (avril-mai 1990) des *Cahiers Marxistes*.

(3) A. GIDE, *Retour de l'URSS*, Gallimard, Paris, 1936.

Dans une publication récente des éditions Messidor, *Grandes Plumes dans l'Humanité 1904-1939*, René BALLETT cite André Gide avec ce seul commentaire : « Cette entrée des écrivains dans la vie politique ne s'opère pas sans déchirement. Beaucoup doivent surmonter leur réticence devant l'action collective, vaincre leur peur de perdre leur liberté. En témoigne cette lettre d'André Gide répondant à une revue ». Certains n'ont pas pardonné à Gide d'avoir heureusement conservé sa liberté.

(4) H. DE MAN, *Après-coup (Mémoires)*, Editions de la Toison d'Or, Bruxelles, Paris, 1941.

(5) N. KROUCHTCHEV, *Rapport du Comité central du PCUS*, octobre 1961.

(6) *Die Aktion*, 1911-1918, Réédition Du Mont, Cologne 1987. Traduction de l'auteur.

livres

Deux documents exceptionnels
sur les femmes du Congo-Zaïre

Une femme du Congo

Ludo MARTENS

Editions EPO, Bruxelles

Femmes zaïroises de Kisangani, combats pour la survie

Benoît VERHAEGEN

Editions du Centre d'Histoire de l'Afrique
(Louvain-la-Neuve) et L'Harmattan (Paris)

C'est assurément un document exceptionnel que le récit autobiographique de Léonie Abo, veuve de Pierre Mulele, écrit par Ludo Martens.

Née en 1945 dans un village du Kasaï, orpheline quasi à sa naissance, l'enfant sera adoptée par une tante. Elle passera des années heureuses près de la rivière Lukamba, nourrie de chansons, de contes fabuleux, d'affection. Ce coin de brousse ayant été évangélisé, Abo percevra Dieu comme « *encore plus blanc que les Belges* », et mettra du temps à comprendre qu'il faut dire « Marie pleine de grâces » et non « Marie pleine de glace »...

Ecole, baptême, lourdes corvées, écoute attentive de ce qui se passe au tribunal coutumier – tout cela mène la jolie petite Abo à ses douze ans. On lui annonce alors son prochain mariage. Il s'accomplira deux ans plus tard et elle n'oubliera jamais l'horreur de cette « nuit de nocé ».

Jusque là, rien de sensationnel dans le parcours de Léonie Abo. Après avoir fui son mari imposé, elle suivra Rémy, un homme qui lui plaît et cela lui vaudra un mois de prison.

C'est l'arrivée au village de Pierre Mulele qui va transformer sa vie. Mulele, chef révolutionnaire auréolé de son séjour en Chine ; Mulele qui possède, dit-on, une force magique ; Mulele qui prodigue des discours sur l'impérialisme et le pouvoir du peuple auxquels, observe Abo, on ne comprend pas grand'chose.

Avec bien d'autres villageois et villageoises, il entraînera Abo dans le maquis qu'elle vivra cinq ans durant, comme infirmière et combattante. Et comme épouse – mais pas épouse unique – de Mulele. Jusqu'à

l'épique descente du fleuve, pour arriver à Brazzaville. Jusqu'à l'assassinat de Pierre Mulele.

On ne résume pas ce récit vigoureux, parfois romanesque, parfois drôle, souvent dramatique. Amour, polygamie, fétichisme, dévouement, foi révolutionnaire, barbarie sanglante de la « pacification » mobutiste, naïvetés, faiblesses et courage : les leçons que la vie impose à Abo, elle les raconte avec simplicité, sans jamais oublier son village natal, sa famille, les rites de son enfance.

Document humain, document historique, document anthropologique : voilà les caractéristiques de *Une femme du Congo*.

Presque en même temps que cette autobiographie, paraît (conjointement à Paris et à Louvain-la-Neuve) un recueil de récits de vie intitulé : *Femmes zaïroises de Kisangani - Combats pour la survie*. Le préfacier, Jean-Luc Vellut, y voit « un défi aux historiens qui aujourd'hui s'efforcent de mettre en perspective les formidables transformations encourues au cours d'un siècle d'entrée en force de l'Occident au coeur même des cultures et des sociétés d'Afrique ».

Benoît Verhaegen, qui dirige la collection « Zaïre : histoire et société », introduit les récits en situant Kisangani sur les plans géographique, économique, social – et en proposant une grille de lecture fondée sur la notion de *mode de production capitaliste dépendant ou périphérique*. Même s'il ne paraît concerner qu'une faible part des activités et de l'emploi urbains, le mode de production capitaliste est capable d'asservir et de mobiliser à son usage d'autres modes de production. « *Le mode de production périphérique est donc au centre d'une double articulation : l'une de soumission à l'égard du capitalisme occidental auquel il offre, entre autres avantages, une main-d'oeuvre dont le coût tend vers zéro ; l'autre, de domination et d'exploitation à l'égard des forces productives encore largement conditionnées par l'héritage des modes de production précapitalistes.* »

En d'autres termes, la mercantilisation de la vie quotidienne perturbe les économies dépendantes et dégrade les rapports sociaux. Il en est ainsi de la polygamie, et plus généralement du statut de la femme : si l'oppression de la femme est traditionnelle dans la société zaïroise, cette oppression s'est prolongée et aggravée en raison du rôle de l'argent. Déjà entre 1939 et 1943, les « femmes libres » (adultes non mariées vivant seules) représentaient 30 % des femmes adultes de Kisangani, témoignant de l'institutionnalisation de la prostitution par le pouvoir colonial. Aujourd'hui la ville est réputée pour l'étendue de la promiscuité sexuelle et la précocité des filles ainsi que pour la manière dont « la

population accepte comme normales les situations familiales les plus imprévisibles et les plus hétéroclites ». Mais il faut bien voir que c'est dans la mesure où les femmes – et elles seules – portent la charge de l'éducation des enfants que, dans un contexte de terrible pauvreté urbaine, la prostitution s'étend inexorablement. Sans oublier que, même en milieu urbain, les femmes sont encore soupçonnées d'être des sorcières, ce qui pèse sur la précarité de leur statut. C'est ce qu'illustrent avec force les récits de vie, rassemblés par les collaborateurs du professeur Benoît Verhaegen.

Au départ, ces récits n'étaient pas destinés à la publication : ils devaient contribuer à la préparation d'un nouveau code de la famille et alimentaient un séminaire de méthodologie à l'Université de Kisangani. L'intérêt considérable des témoignages (recueillis dans un climat de confiance) et leur caractère représentatif ont été des éléments déterminants en faveur de la publication.

On s'en félicitera : avec ces vingt-neuf récits – surtout de femmes – on plonge dans un monde mal ou inconnu. Un monde dur et violent, où les femmes assument beaucoup plus de responsabilités que les hommes. Bonnes à mettre des enfants au monde – et à les élever – elles ont rarement bénéficié d'une éducation sexuelle même rudimentaire. Filles-mères ou « femmes libres », ex-religieuse mère de famille nombreuse, polygame repentie ou écolière « offerte » par ses parents... tous ces personnages nous interpellent. Ils sont très loin et très près de nous. Et comment ne pas penser au sida, même s'il est absent des récits ?

Rosine Lewin

revues

Politique africaine

n°41 - mars 1991

Zaïre, un pays à reconstruire

Ceux de nos lecteurs qui ont été intéressés par notre numéro (175) sur l'Afrique noire de l'automne passé trouveront dans ce numéro de *Politique africaine* quelques utiles compléments à propos du Zaïre, et ils retrouveront avec plaisir B. VERHAEGEN et JC. WILLAME.

Deux contributions de chercheurs zaïrois me paraissent devoir de plus être mises en exergue : celle d'Omasombo TSHONA sur «la petite économie marchande à Kisangani», à articuler avec le travail de G. DE VILLERS que nous avons publié; et celle de Philippe B. KABONGO-MBAYA sur «protestantisme zaïrois et déclin du mobutisme. De même qu'un document étonnant : le «memorandum» du personnel du ministère des Affaires étrangères, en réponse à l'appel au «dialogue» lancé par Mobutu à ses sujets en janvier 1990.

La part importante de la revue qui est consacrée à l'actualité est spécialement intéressante et souligne une originalité du comité de rédaction : il est formé d'africanistes de plusieurs universités qui sont en majorité de la province française et du Benelux.

M.G.

Trimestrielle - 80 FF.

Editions Karthala

Diffusion en Belgique : Nord-Sud, 74 rue Lesbroussart - 1050 B.; tél: (02)648.10.37

NB. Une table ronde sur la petite économie marchande se tiendra les 23 et 24 mai prochains à l'ULB. Bilan d'une coopération avec l'Université de Kisangani, et occasion d'entendre la plupart des auteurs réunis par les CM ou recensés ci-dessus.

Info : Mme Fettweis - (02)650.36.16

Fin du communisme ? Actualité du marxisme ?

Ce numéro contient les actes d'un colloque international, organisé par la revue à Paris en mai 1990, plusieurs des interventions ayant toutefois été remaniées depuis pour la publication.

Outre Godelier, Labica et Telò, qui participent au présent numéro des *CM*, le lecteur trouvera là réunis quinze autres textes, dont ceux des organisateurs du colloque, Jacques Texier et Jacques Bidet.

Si la tendance générale est plutôt à supprimer les points d'interrogation du double titre choisi, et à soutenir donc une double affirmation, la contribution de Bidet va plus loin et appelle, dans la lignée de son récent ouvrage *Théorie de la modernité*, à la constitution d'un marxisme élargi (d'un «méta-marxisme», dit-il), la «modernité» incluant pour J.B. les deux grandes figures de la domination de classe, capitalisme et «communisme historique».

Trois auteurs réfèrent à leurs engagements personnels: A. Lipietz, passé finalement aux Verts, à l'applaudimètre; M. Gallo, au PS, à propos duquel il souligne l'écart constant entre pratique et doctrine; L. Sève, au PC, dont il défend les thèses récentes. Ces textes sont brillamment argumentés, mais souffrent d'une conception par trop justificative.

Comme analyses originales en marge de l'ensemble, la contribution de D. Lossurdo sur le totalitarisme propose une stimulante réflexion sur la genèse et les suites du concept fondateur de «guerre totale» mis en oeuvre à partir de 14-18. Et I. Wallerstein reformule ses thèses sur le déclin des Etats-Unis au regard des démantèlements des régimes de l'Est intervenus en 1989.

En matière de propositions, l'article de M. Telò est centré sur les expériences social-démocrates scandinaves et germaniques, R. Blackburn termine son texte par une espèce de programme de discussion pour la gauche européenne, et N. Baladoni propose qu'une «théorie des droits des citoyens» soit mise au centre de gravité d'une identité de gauche renouvelée.

Au vu de ce subjectif panorama, on aura compris que la richesse des thèmes, ici brièvement évoqués, signale la réussite du colloque. Il a mis quelques balises, et donné le goût d'un débat à poursuivre - ce que nous avons fait - avec chaque lecteur.

LES BONNES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE LA CGER.

Un véritable partenaire, qui veille à vos intérêts? A la CGER, c'est ainsi que nous envisageons notre rôle. Des spécialistes toujours prêts à vous écouter et à vous conseiller: voilà un des services bancaires que vous trouverez chez nous, en particulier si vous sollicitez un prêt. Car la CGER offre un large éventail de formules dans ce domaine: des crédits à court ou à long terme, du "prêt à porter" au "sur mesure," calculés selon les besoins de votre entreprise. Et, cela va de soi, les taux de la CGER pour ce genre d'emprunt sont parmi les plus intéressants du marché. Quelle que soit votre situation, venez nous en parler. Il vous suffit de faire appel à nos experts en crédit via votre agence CGER.

CGER 
nous sommes à vos côtés

Les Cahiers Marxistes sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

LIBRIS - TOISON D'OR
avenue de la Toison d'Or 29,
1060 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AVENIR
rue St Léonard 102
4000 Liège

PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO
rue d'Havré, 35
7000 Mons

LE LIVRE INTERNATIONAL
bd. Lemonnier 171
1000 Bruxelles

L'ILE LETTREE
6890 Redu

LIBRAIRIE LEFEBVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LA DERIVE
Grand Place, 10
4500 Huy

TROPISMES
galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE
rue Abelville 34
7100 La Louvière

TELE - LIVRES
Court St Michel
1040 Bruxelles

Editeur responsable : FREE asbl
20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles - Tél : 02/514.53.5

Revue bimestrielle
Membre de l'Association
des revues scientifiques et culturelles (ARSC)